Les Nuits Propres — Les Mains Propres T3

Prologue — Bruxelles, 12 août 2019, 4h17

Il y a des nouvelles qui arrivent de nuit.

Pas parce qu'elles se produisent de nuit — bien qu'elles se produisent souvent de nuit. Mais parce que c'est de nuit qu'on les regarde vraiment. Sans le bruit du jour. Sans les réunions, les décisions à prendre, les gens autour de soi qui demandent ce qu'on pense. De nuit, les nouvelles sont nues.

La nuit du 10 au 11 août 2019, les rédactions du monde entier avaient reçu la même dépêche à quelques heures d'intervalle.

Les premières avaient réagi avec la prudence habituelle — *selon des sources proches du dossier*, *les circonstances n'ont pas encore été officiellement établies*, *les autorités pénitentiaires américaines ont confirmé*. Puis les confirmations s'étaient accumulées. Puis les analyses avaient commencé, dans un premier temps techniques — les conditions de détention, les défaillances de surveillance, les questions sur la caméra qui ne fonctionnait pas dans la cellule. Et puis d'autres questions, plus larges, qui n'étaient pas vraiment des questions parce que les gens qui les posaient connaissaient déjà les réponses.

Qui avait intérêt à ce qu'il soit mort ?

La réponse à cette question était une liste. Une longue liste. Une liste qui incluait des chefs d'État, des membres de familles royales, des PDG, des directeurs de médias, des milliardaires de la technologie, des officiers des services de renseignement. Des gens dont le nom était dans les archives scellées des tribunaux américains depuis 2016 et que personne n'avait encore eu le courage ou la possibilité de prononcer à voix haute.

Élise Mathon était assise devant son ordinateur depuis deux heures quand le téléphone a sonné.

Elle n'avait pas dormi. Elle regardait défiler les dépêches depuis la veille au soir — depuis que l'agence Associated Press avait diffusé, à 22h44 heure de Paris, cette phrase de douze mots qui avait arrêté son sang :

Jeffrey Epstein, 66 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule du Metropolitan Correctional Center de New York.

Sur son bureau, trois fenêtres ouvertes. Dans la première : les réactions officielles. Dans la deuxième : les archives — vingt ans de dossiers sur le réseau Epstein, les procédures en Floride en 2008, les témoignages des victimes, les contacts européens documentés. Dans la troisième : une photo qu'elle avait cherchée pendant vingt minutes et qu'elle fixait depuis trente.

La photo datait de 1997.

Elle avait été prise dans une salle de réunion du Palais de Justice de Bruxelles. Une femme, de dos, en manteau gris, qui sortait par une porte latérale. La femme avait vingt ans. Elle venait de témoigner pendant quatre heures devant la Cellule Dutroux. Elle avait tout dit. Les lieux, les dates, les visages, les voitures. Elle avait donné des noms.

Trois semaines plus tard, son témoignage avait été classé "non crédible" par le procureur fédéral.

La femme s'appelait Claire Donné.

Élise ne lui avait pas parlé depuis vingt-deux ans.

Elle avait regardé cette photo pendant des heures. Un manteau gris. Une porte qui se refermait. Vingt-deux ans de silence sur des choses que quelqu'un avait voulu enterrer, et qui avaient survécu quand même — dans les tiroirs, dans les mémoires, dans les cartons d'un gendarme de Gembloux que personne n'avait encore été chercher.

Le téléphone a sonné une troisième fois. Élise a regardé le numéro. Préfixe belge, 0476. Numéro inconnu. Elle a décroché.

— C'est moi, a dit la voix.

Élise n'avait pas besoin qu'on précise.

Un long silence. Dehors, la pluie sur le boulevard du Régent. Une voiture qui passait. Bruxelles de nuit, cette ville qui ne dort pas mais qui fait semblant.

— Tu as vu, a dit Claire.

— Oui.

— Ils vont tout enterrer encore.

Élise n'a rien répondu. Ce n'était pas une question.

— J'ai quelque chose, a dit Claire. J'aurais dû te l'envoyer en 1997. J'ai eu peur. J'ai eu tort d'avoir peur — ça n'a rien changé de toute façon. Mais maintenant il est mort lui aussi et je n'ai plus peur.

Elle a dit une adresse. Un café rue de Flandre, à Saint-Géry. Le lendemain matin, neuf heures.

— Tu seras là ? a demandé Claire.

Élise a regardé la photo sur son écran. La femme de dos. Le manteau gris. La porte qui se refermait.

— Oui, a dit Élise.

Elle a raccroché. Elle n’a pas dormi.

À 6h30 ce matin-là, un homme descendait d’un vol Brussels Airlines en provenance de New York. Il portait un bagage à main, un costume anthracite, un téléphone crypté. À la douane il a présenté un passeport diplomatique américain. Il n’a pas été contrôlé. À 7h15 il était dans une voiture avec chauffeur qui roulait vers l’avenue de Tervuren.

Il s’appelait Richard Crane. Son titre officiel : attaché culturel, ambassade des États-Unis à Bruxelles.

Ce n’était pas son vrai travail.

Il savait ce que Claire Donné possédait.

Il savait que la réunion était prévue pour neuf heures.

Il avait sept heures d’avance.

Ce roman est le troisième tome de la série “Les Mains Propres”.

L’affaire Dutroux est réelle. Les victimes sont réelles. Les dysfonctionnements judiciaires documentés dans ce livre sont réels. Quatre-vingt-sept témoignages ont été écartés des débats entre 1996 et 2004. Vingt-trois personnes liées au dossier sont mortes dans des circonstances non élucidées avant l’ouverture du procès.

Les personnages de ce roman sont fictifs. Leur situation ne l’est pas.

Ce qu’Edmond Stassen a fait pendant l’hiver (Gembloux, septembre 2018 — mars 2019)

Le médecin lui avait annoncé la chose en septembre, avec la netteté professionnelle des gens qui font ça souvent et ont appris que la clarté était une forme de respect.

— Six à neuf mois, avait dit le docteur Vermeersch. Avec une bonne réponse à la chimiothérapie, peut-être davantage. Mais je ne veux pas vous promettre davantage.

Stassen avait hoché la tête. Il avait regardé le bureau du médecin — un bureau de généraliste de province, propre, un peu surchargé, une photo de famille sur l’étagère. Il avait pensé à une chose étrange : *je ne reverrai plus ce bureau*. Puis il avait pensé à toutes les choses qu’il ne reverrait plus, et il avait décidé de ne pas continuer dans cette direction parce que c’était un chemin sans fond.

— Est-ce que je peux encore travailler ? avait-il demandé.

Vermeersch avait souri légèrement — le sourire de quelqu’un qui entend cette question souvent.

— Vous êtes à la retraite, Edmond.

— Je sais. Mais est-ce que je peux encore écrire ? Passer des heures assis ?

— Aussi longtemps que vous vous sentez d’attaque. Jusqu’à ce que vous ne vous sentiez plus d’attaque. Vous le saurez.

Il n’avait pas dit à Marthe tout de suite.

Il avait attendu une semaine. Une semaine pendant laquelle il avait marché dans le jardin le matin, avait fini les dernières tomates de la saison, avait réparé le volet de la chambre de derrière que le vent avait abîmé en juillet. Des gestes de bonne intendance. Des gestes que font les hommes qui ne savent pas encore comment annoncer une chose à une femme avec qui ils ont vécu quarante-quatre ans.

Le soir où il lui avait dit, Marthe avait écouté sans l'interrompre. Elle avait les mains autour de sa tasse de thé, les yeux fixés sur le coin de la table. Quand il avait fini, elle n'avait pas pleuré — elle pleurerait plus tard, beaucoup, mais pas ce soir-là. Ce soir-là elle avait dit une seule chose.

— Tu avais encore des choses à finir, n'est-ce pas ?

Il avait failli dire non. Refléxe d'homme. Protéger.

— Oui, avait-il dit à la place.

— Alors il vaut mieux que tu les finisses.

Elle avait posé sa main sur la sienne. Elle avait regardé la fenêtre de la cuisine, le jardin dans le noir d'octobre, les formes des arbres qu'elle connaissait par cœur.

— Je ne demanderai pas ce que c'est. Tu me diras si tu as besoin de quelque chose.

C'était comme ça, Marthe. Cette certitude tranquille qu'il avait mise du temps à apprécier à sa juste valeur quand ils étaient jeunes et qu'il trouvait ça parfois insuffisamment passionné. À soixante-dix ans, il comprenait que c'était la forme la plus honnête d'amour qu'il connaissait — quelqu'un qui vous laisse être ce que vous êtes sans en faire une tragédie.

Il avait installé son bureau dans la deuxième chambre.

Une table IKEA qu’il avait achetée pour les petits-enfants quand ils venaient dormir, trop basse pour lui mais qui ferait l’affaire. Un fauteuil rembourré. Une lampe d’appoint. Il avait sorti les cartons du grenier — trois cartons, du papier bulle entre les dossiers pour protéger des manipulations les plus anciens. Il les avait disposés sur la table dans l’ordre chronologique. 1981. 1982-1985. 1991-1996. 2000-aujourd’hui.

Il avait regardé ça un long moment.

Trente-sept ans de mémoire. Trente-sept ans de choses vues, entendues, notées, gardées. Trente-sept ans pendant lesquels il avait su des choses qu’il n’avait pas dites, et d’autres choses qu’il avait essayé de dire sans que personne l’entende, et d’autres encore qu’il avait gardées parce qu’il n’avait pas trouvé le bon moment ou le bon interlocuteur ou simplement le courage nécessaire.

Le bon moment, c’est souvent celui qu’on ne voit pas venir.

Il avait pris une feuille blanche.

En haut, il avait écrit la date. Il avait réfléchi au titre. Il n’avait pas mis de titre. Ce document n’était pas fait pour avoir un titre — c’était fait pour être trouvé par quelqu’un qui chercherait assez longtemps, et ce quelqu’un comprendrait ce qu’il avait devant lui sans qu’on lui mette un titre dessus.

Le titre, c’est ce que les gens mettent sur les choses pour éviter de les regarder en face, avait-il pensé. *Ce que j’ai à dire mérite d’être regardé en face.*

Il avait commencé à écrire.

Il avait travaillé quatre heures par jour.

Le matin, avant la fatigue — la chimiothérapie commençait à manger l'énergie, pas encore complètement, mais il sentait la différence entre l'avant et l'après, comment ses après-midis devenaient floues, comment son cerveau réclamait de l'obscurité à partir de quatorze heures. Il avait appris à utiliser les matinées.

Il écrivait à la main, à l'encre bleue, sur du papier ligné. Il ne tapait pas — ses doigts sur le clavier faisaient un bruit qui lui semblait trop fragile, trop électrique, quelque chose de trop dépendant d'un appareil qui pouvait tomber en panne ou être effacé. Le papier lui semblait plus fiable. Le papier, on pouvait le tenir dans la main, le scanner, le photocopier dans une librairie, le glisser dans des enveloppes.

Il avait relu Whitney Webb une deuxième fois. *One Nation Under Blackmail*, l'exemplaire en anglais qu'il avait commandé par internet avec l'aide du petit-fils aîné parce que Marthe ne voulait pas que lui apprenne à commander des livres sur internet — elle avait peur qu'il achète n'importe quoi. Il avait lu ce livre avec le dictionnaire anglais-français sur les genoux, soulignant les passages, annotant les marges.

Ce que Webb documentait — les connexions entre Epstein, les services de renseignement américains et israéliens, le réseau Maxwell, la Wexner foundation — correspondait à une logique qu'il reconnaissait. Pas les mêmes noms, pas la même géographie. La même logique. La même architecture. Des gens très puissants liés les uns aux autres par des secrets qu'ils partageaient — des secrets enregistrés, documentés, conservés précisément parce que leur valeur résidait dans leur existence, pas dans leur divulgation.

Un secret divulgué est un secret mort.

Un secret gardé est une monnaie.

C'était ce qu'il avait vu en Belgique. Le réseau du Brabant, les attentats de la tension, les connexions stay-behind — tout ça était la version violente, la version des années de guerre froide où on était encore prêts à mettre des

gens dans des supermarchés. Ce qu'était venu ensuite — les réseaux de Bruxelles, les soirées dans les maisons de province, le réseau Nihoul — c'était la version civile. La même architecture dans un contexte de paix. La compromission comme outil de contrôle.

Gladio était la version militaire. Epstein était la version civile. Nihoul était la version belge de la version civile.

Il avait noté cette formule dans une marge. Il l'avait barrée, puis réécrite en clair sur une feuille séparée. Certaines formules méritaient d'exister seules.

En novembre, il avait cherché l'adresse de Claire Donné.

Ce n'était pas difficile — il avait ses connexions, même à la retraite, et il connaissait les bons registres à consulter. Ce n'était pas une démarche officielle. Juste un homme qui cherche quelqu'un et qui sait comment chercher.

Claire Donné. Quarante et un ans maintenant. Elle habitait à Molenbeek. Elle travaillait dans le secteur associatif — une organisation d'aide aux femmes en précarité, il avait trouvé son nom dans un rapport annuel accessible en ligne. Elle avait changé d'adresse plusieurs fois. Elle s'était reconstruit une vie.

Il savait ce qu'il lui avait envoyé en 1997 — la feuille plastifiée, le document de la Direction Générale de la Sécurité, le registre interne qu'il avait obtenu par des voies qu'il ne pouvait pas expliquer et dont il n'expliquerait jamais l'origine. Il avait envoyé ce document parce qu'il savait que Claire Donné savait. Qu'elle savait des choses que lui ne savait pas, et qu'il avait des choses qu'elle ne savait pas, et que réunir les deux pourrait un jour servir à quelque chose.

Il n’avait pas eu le courage de le lui envoyer sous son nom. Il l’avait glissé dans une enveloppe sans expéditeur. Anonymement, comme un homme qui aide quelqu’un sans vouloir être reconnu pour l’avoir aidé. Ce n’était pas du courage. Il le savait.

Maintenant il avait six mois, peut-être neuf.

Il avait regardé le document qu’il avait rédigé — cinquante-deux pages à ce stade de l’hiver, il en était à la troisième partie. Il avait regardé l’adresse de Claire Donné notée sur un papier.

Il avait fait un calcul simple. Claire Donné avait un document qu’il lui avait envoyé. Lui avait des documents qu’Élise Mathon avait en partie. Mathon et Donné ne savaient pas qu’elles avaient des pièces du même puzzle. Elles ne se connaissaient pas — ou si elles se connaissaient, Stassen n’en avait pas trace.

Ce qu’il avait dans les cartons du grenier — la partie sur le Brabant, les connexions avec le réseau stay-behind, le dossier CLAS-1983-BW-04 — personne n’avait ça. Personne n’avait la vue longue. Personne n’avait vu les mêmes noms apparaître dans deux contextes différents, à dix ans d’intervalle, avec la même logique de protection.

Il avait posé son stylo.

Il s’était levé. Il avait fait du thé — pas du café, le café l’énervait maintenant, quelque chose dans la chimio qui lui avait modifié les goûts. Il avait regardé le jardin sous la neige légère de décembre.

Il avait pensé à Philippe Renard.

Renard qui était venu par la porte de derrière en septembre 1982 avec des informations sur un groupe, sur un certain Karl Voss, sur des choses qui allaient se passer dans des supermarchés. Renard qui était mort d’un infarctus en 1993 à cinquante-sept ans — pas un âge pour mourir, même à l’époque, mais un âge possible, un âge qui ne posait pas de question si on ne cherchait pas à en poser.

Stassen avait toujours cherché à ne pas poser cette question.

Il la posait maintenant, dans sa cuisine de Gembloux sous la neige de décembre 2018, parce qu'il avait six mois et qu'il n'avait plus le luxe de ne pas poser les questions difficiles.

La réponse, il la connaissait depuis longtemps. Il avait juste besoin de l'écrire.

Il avait fini les soixante-deux pages en février.

Il avait relu l'ensemble une seule fois — il ne pouvait pas relire deux fois, c'était trop. Trop de noms. Trop de dates. Trop de choses qu'il avait vues et gardées et ne s'était jamais pardonné d'avoir gardées sans en faire quelque chose. La relecture lui avait donné l'impression d'un bilan de vie qu'on ne voulait pas regarder trop longtemps parce que la colonne des manquements était plus longue que celle des actes.

Il avait divisé les soixante-deux pages en deux parties.

La première — douze pages sur 1981-1985, la connexion stay-behind, le dossier CLAS — était trop explosif pour aller directement à un journaliste ou à un magistrat. Il avait besoin d'un contexte. Il avait besoin que quelqu'un soit déjà en train de chercher quand cette partie arriverait. Il avait besoin que des gens aient déjà mis leurs pièces ensemble.

La seconde partie — cinquante pages, 1991-2019, Dutroux et ses connexions, la logique des réseaux, les connexions Epstein — était le document de synthèse. Plus analytique, moins dangereux dans l'immédiat, mais aussi plus utilisable directement.

Il avait mis les soixante-deux pages dans le carton. Il les avait rangées dans le grenier sous une vieille couverture en laine que Marthe avait tricotée dans les années soixante-dix et qu'elle ne jetait pas parce qu'elle ne jetait jamais rien.

Puis il avait pris une feuille blanche.

Il avait écrit une lettre.

Deux pages. Il avait mis du temps — non pas parce qu'il ne savait pas quoi dire, mais parce qu'il voulait que chaque phrase soit exacte. Que quelqu'un lise ça dans dix ans, dans vingt ans, dans quarante ans, et que les faits soient corrects, les références vérifiables, le raisonnement clair. Un homme qui avait passé quarante ans à rédiger des rapports de gendarmerie savait rédiger pour la clarté.

À la fin, il avait hésité sur la formule.

Il avait écrit plusieurs versions. *Pour Élise Mathon* — non, trop directif. *Pour la justice* — non, trop grandiloquent. *Pour quiconque trouvera ceci* — trop vague.

Il avait fini par écrire ce qui lui semblait juste :

Pour la personne qui cherchera assez longtemps.

Il avait mis la lettre dans une enveloppe non cachetée.

Il l'avait posée sur le dessus du carton.

Le 14 mars 2019, il était mort un matin à sept heures quinze, dans le lit de leur chambre, avec Marthe qui lui tenait la main. Le médecin avait dit que c'était calme, à la fin — que les poumons avaient lâché doucement, que le corps sait faire ça quand il est prêt.

Marthe avait gardé la main dans la sienne encore un moment après. Elle avait regardé le visage de son mari — soixante-douze ans, les traits relâchés par le sommeil définitif, plus jeune qu'en vie comme tous les morts sont plus jeunes en mourant.

Elle avait pensé qu’elle ne savait pas ce qu’il avait fini, là-haut dans la deuxième chambre, pendant tous ces matins d’hiver. Elle avait décidé qu’elle apprendrait à vivre sans le savoir. Qu’il avait eu ses raisons et que ses raisons étaient bonnes parce qu’il avait toujours eu de bonnes raisons même quand elles lui pesaient.

Elle avait appelé le médecin.

Elle n’avait pas monté au grenier.

Elle ne jetait jamais rien.

Chapitre 1 — La marche (Bruxelles, 20 octobre 1996)

Il y avait du blanc partout.

Élise Mathon avait couvert des manifestations. Elle savait ce que ça ressemblait — la foule compacte, les slogans, les banderoles, la tension entre le mouvement et la police. Elle savait lire une foule. Elle savait voir dans une foule la colère, la peur, le calcul politique, la récupération.

Ici, il n'y avait rien de tout ça.

Il y avait trois cent mille personnes dans les rues de Bruxelles par un dimanche d'octobre gris et froid, et elles marchaient en silence.

Des parents tenant des enfants par la main. Des grands-parents qui n'avaient pas marché depuis Mai 68. Des adolescents qui n'avaient jamais manifesté. Des gens venus de Liège, de Gand, de Namur, d'Arlon — dans des cars, dans des trains bondés, dans des voitures garées à dix kilomètres. Personne n'avait organisé ça. C'était sorti de la terre toute seule, cette douleur, comme une nappe phréatique qui cède.

Élise marchait avec son enregistreur et son badge presse autour du cou. Elle n'avait pas l'intention d'écrire un article sur la marche — elle allait écrire sur la marche, bien sûr, c'était son travail — mais elle savait déjà en descendant du métro à Arts-Loi que ce ne serait pas un article ordinaire. Elle cherchait autre chose. Elle ne savait pas encore quoi.

Elle cherchait les visages qui ne regardaient pas la foule.

Il y avait un homme, le long du boulevard du Régent.

Il se tenait dos à un immeuble de verre, les bras croisés, et il regardait défiler les gens avec une expression qu'Élise ne parvenait pas à déchiffrer. Pas de colère, pas de tristesse. Une sorte d'attention. Comme un comptable qui vérifie une addition.

Il portait un imperméable beige. La cinquantaine. Cheveux gris, courts. Ni grand ni petit. Une de ces silhouettes qui disparaissent dans un décor.

Leurs regards se sont croisés.

L'homme avait des yeux clairs — presque incolores. Il a regardé Élise, il a regardé son badge de presse, et quelque chose dans son visage a changé. Pas un sourire. Une décision.

Il s'est dirigé vers elle.

— Vous êtes journaliste ?

— RTBF, a dit Élise. Vous voulez témoigner ?

— Non.

Il lui a tendu une enveloppe kraft. Épaisse. Fermée avec du ruban adhésif par-dessus le rabat.

— Qu'est-ce que c'est ?

— Lisez ça ce soir. Pas au bureau. Chez vous.

— Vous êtes qui ?

— Quelqu'un qui a obéi trop longtemps.

Il a regardé de nouveau la foule. Trois cent mille personnes qui marchaient pour Julie et Melissa, pour An et Eefje. Pour tous les enfants qu'on n'avait pas retrouvés. Pour la honte. Pour la colère qu'il n'y avait pas d'autre mot pour nommer.

— Ce qui est dans cette enveloppe, a-t-il dit à voix basse, ça ne vient pas de Dutroux. Dutroux c’est le bas de l’échelle. Ce qui est dans cette enveloppe vient du haut.

Élise avait le cœur qui cognait. Elle était journaliste depuis sept ans. Elle reconnaissait les gens qui avaient quelque chose de vrai. Ça se voyait dans les mains. Les mains de cet homme tremblaient légèrement.

— Pourquoi moi ?

— Parce que vous étiez là en août quand ils ont retrouvé les filles. Parce que vous avez posé les bonnes questions et qu’on vous a répondu les mauvaises réponses et que vous l’avez écrit. Pas tous vos confrères n’ont fait pareil.

Il a fait un pas en arrière.

— Ne me cherchez pas. Si vous cherchez d’où ça vient vous allez mettre en danger quelqu’un qui n’a pas demandé à l’être.

— Attendez —

Mais il était déjà dans la foule. L’imperméable beige avalé par le blanc des milliers de manteaux.

Élise est restée sur le trottoir, l’enveloppe dans la main, pendant que les gens défilaient devant elle.

Un enfant tenait une photo de Julie Lejeune. La photo avait été publiée partout — la petite fille de huit ans, les cheveux châtains, le sourire en coin. L’enfant qui portait la photo avait à peu près le même âge. Il regardait droit devant lui avec une gravité que les enfants ne devraient pas avoir.

Élise a mis l’enveloppe dans son sac.

Elle n’a pas pris de notes ce jour-là. Elle a marché avec les autres jusqu’à la place du Trône, elle a écouté le silence, et le soir elle est rentrée chez elle dans son appartement de la rue Defacqz et elle a ouvert l’enveloppe sur sa table de cuisine avec un couteau à beurre parce que ses mains tremblaient trop pour décoller le ruban.

Il y avait dedans vingt-trois pages.

Les sept premières étaient des photocopies de procès-verbaux. Les signatures avaient été effacées au liquide correcteur, les noms de témoins barrés au feutre noir. Mais pas tous. Certains noms avaient été laissés. Élise a compris que c’était voulu.

Les seize pages suivantes étaient des notes manuscrites. Une écriture petite, précise, les lignes droites sans réglure. Des dates. Des lieux. Des montants. Des initiales.

Et une liste.

Vingt-deux noms. Pas des noms complets — des combinaisons : un prénom, une fonction, parfois une seule initiale. Mais assez pour comprendre qui était visé. Un procureur. Deux juges. Un haut fonctionnaire européen. Un industriel flamand dont Élise connaissait le nom pour l’avoir croisé dans des articles économiques. Un homme politique dont elle préféra ne pas écrire le nom même sur son carnet personnel.

En bas de la dernière page, une phrase à l’encre différente — rajoutée après, peut-être juste avant de glisser les feuilles dans l’enveloppe :

Ce n’est pas un réseau pédophile avec des connexions politiques. C’est un réseau politique avec des pratiques pédophiles. La différence n’est pas sémantique.

Élise a lu et relu cette phrase.

Elle a compris, ce soir-là, que si elle publiait ça, sa carrière était finie. Peut-être autre chose aussi.

Elle a compris autre chose : qu’elle ne pouvait pas ne pas publier.

Elle s’est trompée sur les deux.

Le lendemain matin, elle était au bureau à sept heures. Elle a demandé à son rédacteur en chef un rendez-vous urgent. Il l’a reçue à neuf heures. Elle a posé l’enveloppe sur son bureau.

Il a lu les sept premières pages. Il s’est arrêté.

— D’où ça vient ?

— Source anonyme. Mais les PV semblent authentiques. Je peux vérifier certains éléments —

— Non.

Élise a regardé son rédacteur en chef. Michel Renard. Cinquante-quatre ans. Vingt-huit ans de maison. Un homme en qui elle avait une confiance totale.

Il avait les mains à plat sur les pages et il regardait le bureau.

— Michel.

— C’est pas sourcé, Élise. On peut pas publier ça.

— Je viens de te dire que je peux recouper —

— J’ai dit non.

Sa voix avait changé. Quelque chose de fermé. Une porte qu’on verrouille de l’intérieur.

— C’est pas une question de sources, a-t-il dit plus doucement. C’est une question de timing. Le procès n’a pas commencé. On va alimenter —

— Il n’y aura pas de procès sur ça. C’est exactement l’objet de ce document. Ces noms n’apparaîtront jamais dans un dossier judiciaire.

— Élise.

— Quoi ?

Il a relevé les yeux. Il y avait dans son regard quelque chose qu’elle n’avait pas vu avant. Pas de la lâcheté. Quelque chose de plus compliqué. Quelque chose qui ressemblait à de la peur.

— Range ça, a-t-il dit. Et n’en parle à personne.

Elle a rangé l’enveloppe.

Pendant vingt-deux ans, elle l’a déplacée d’un appartement à l’autre. Elle l’a mise dans des boîtes, sous des dossiers, au fond d’un tiroir de bureau. Elle ne l’a jamais rouverte. Elle n’a jamais jeté.

Elle ne savait pas exactement pourquoi elle gardait quelque chose qu’elle avait décidé de ne pas utiliser.

Les années qui avaient suivi avaient eu la texture des années où on fait son travail et où on se tait sur une chose.

Elle avait continué à couvrir les affaires judiciaires belges. Le procès Dutroux en 2004 — quatre mois d’audiences, elle était là tous les jours, carnet et stylo, à noter les témoignages, les plaidoiries, les silences du prévenu. Elle savait ce que l’enveloppe contenait et elle regardait les débats judiciaires en sachant que certaines questions ne seraient jamais posées dans cette salle. Un procureur qu’elle avait vu nommé sur sa liste siégeait à trois rangées derrière la partie civile. Elle l’avait regardé pendant une suspension d’audience — il lisait ses notes, il avait l’air concentré et fatigué, un homme qui faisait son travail dans les limites de ce que son travail permettait.

Elle ne l’avait pas approché.

Elle n’avait pas sorti l’enveloppe.

Ce n’était pas de la lâcheté — ou c’était ça aussi, mais c’était autre chose surtout. C’était la compréhension, acquise lentement dans les années qui avaient suivi la rencontre avec Michel Renard et son regard fermé, que publier quelque chose sans les corroborations suffisantes ne produisait pas la vérité. Ça produisait du bruit, des procès en diffamation, et une crédibilisation des thèses selon lesquelles tout ça était fantasmé. Le document de l’enveloppe nommait des gens. Des gens nommés sans preuves directes sur un document dont la provenance était anonyme — c’était un désastre journalistique qui ne servirait personne.

Elle l’avait su dès 1996.

Elle l’avait su, et elle avait gardé l’enveloppe dans son tiroir, et elle avait vécu avec.

Les autres journalistes qui avaient couvert Dutroux de près avaient des tiroirs similaires. Elle le savait sans qu’ils se le disent — ça se voyait dans la façon dont ils se regardaient parfois, en conférence de rédaction ou lors des congrès de presse, quand quelqu’un mentionnait le dossier Nihoul et que quelque chose dans les yeux du voisin s’immobilisait une fraction de seconde. Des gens qui savaient des choses qu’ils ne pouvaient pas dire. Une mémoire collective suspendue, en attente d’un contexte différent.

En 2019, un contexte différent était arrivé.

La mort d’Epstein dans une cellule new-yorkaise avait eu pour effet de rendre irréfutable ce qui avait passé pour paranoïa pendant vingt ans : que des réseaux de prédation sexuelle impliquant des personnalités de première ligne existaient, qu’ils avaient des connexions avec des services de renseignement, que leur protection institutionnelle était systémique et délibérée.

Ce n’était plus une hypothèse.

C’était le constat d’une enquête judiciaire américaine.

Et dans les tiroirs de Bruxelles, les enveloppes s’étaient mises à peser différemment.

Elle comprenait maintenant.

Elle attendait que quelqu’un d’autre meure dans une cellule surveillée.

Elle attendait que ça recommence.

Chapitre 2 — Le dessaisissement (Liège / Bruxelles, octobre 1996)

Mathieu Lorsignol se souvient de l’exacte sensation.

Pas la honte — ça, c’est venu plus tard, par couches, comme un revêtement qui s’accumule sur quelque chose qu’on ne regarde plus directement. Sur le moment, c’était autre chose. Une sensation physique, dans la poitrine, entre les côtes. Comme si quelqu’un avait retiré quelque chose de solide et laissé un vide à la place.

Il avait vingt-neuf ans. Il était substitut du procureur depuis dix-huit mois. Il était là quand le coup de téléphone est arrivé.

Jean-Marc Connerotte avait été dessaisi le 14 octobre 1996.

La Cour de cassation avait statué : le juge d’instruction Connerotte s’était rendu à une soirée de soutien organisée par les familles des victimes. Il avait mangé un plat de spaghettis. Ce repas constituait une apparence de partialité. Il était dessaisi.

Le jugement était légalement irréprochable.

Lorsignol le savait.

Il savait aussi autre chose : que dans les semaines précédant la décision, des appels téléphoniques avaient eu lieu. Entre des cabinets, entre des palais, entre des gens dont les noms n’apparaissaient nulle part dans le dossier. Il n’avait pas entendu ces appels. Il en avait entendu parler. Par un collègue qui parlait trop, un soir, après deux verres.

Le collègue s’appelait Franck Herbillon. Il était mort d’un arrêt cardiaque en mars 2001. Il avait quarante-et-un ans.

Lorsignol ne savait pas si les deux faits étaient liés. Il n’avait jamais voulu le savoir. C’était une des décisions de sa vie dont il n’était pas fier et qu’il comprenait parfaitement.

Le soir du dessaisissement, il y avait eu une réunion au parquet.

Pas une réunion formelle — rien dans les agendas, rien dans les registres. Une réunion dans le bureau du procureur de Liège, à vingt heures, avec huit personnes. Lorsignol était la plus jeune. Il était là parce qu’il avait travaillé directement sur le dossier pendant les semaines précédentes. Il avait accès à des pièces.

Le procureur avait dit une phrase.

Une seule phrase, mais Lorsignol l’entendait encore à trois heures du matin quand il ne dormait pas bien, ce qui arrivait souvent.

— Ce dossier a une périmètre. Tout ce qui est dans le périmètre, on instruit. Tout ce qui est hors du périmètre, on ne voit pas.

Quelqu’un avait demandé : le périmètre est défini par quoi ?

Le procureur avait regardé ses mains.

— Par ce qui est instructible.

Personne n’avait demandé ce qui rendait quelque chose non instructible. Ils savaient tous la réponse.

Lorsignol avait quitté le bureau à vingt-deux heures. Il avait marché jusqu’à la Meuse. Il faisait froid. Le fleuve était noir et les quais étaient vides.

Il tenait dans sa poche un papier.

C’était une liste de noms qu’il avait recopiée à la main d’un document qu’il n’aurait pas dû voir — un document qui avait transité par le greffe par erreur, ou par quelque chose qui ressemblait à une erreur. Une liste de

personnes que des témoins avaient citées. Des personnes qui assistaient à des soirées dans des adresses bruxelloises et liégeoises. Des personnes qui payaient pour des services dont la nature était décrite dans les procès-verbaux avec une froideur clinique qui lui avait retourné l'estomac.

Il avait regardé la liste pendant longtemps au bord de la Meuse.

Puis il avait regardé le fleuve.

Puis il avait remis la liste dans sa poche et il était rentré chez lui.

Il l'avait gardée, lui aussi. Comme Élise Mathon gardait son enveloppe. Comme beaucoup de gens, apparemment, gardaient des choses qu'ils n'avaient pas le courage de sortir au grand jour ni le cynisme de détruire.

Bruxelles était pleine de ce genre de tiroirs.

Les années avaient passé.

Lorsignol avait fait une carrière correcte. Pas brillante — il avait dit non à une ou deux choses, au cours du temps, qui auraient pu accélérer son ascension. Des petits refus. Des dossiers qu'il avait instruits trop proprement pour certains goûts. Rien de héroïque. Juste une ligne qu'il ne voulait pas franchir, même en sachant qu'il en avait franchi d'autres.

Il y avait eu des moments. Des moments où il avait sorti la liste du tiroir, regardé les noms, refait les calculs. Souvent ça arrivait à trois heures du matin quand il ne dormait pas — une insomnie récurrente depuis 1996, pas tous les soirs mais souvent, une vigilance nocturne qui s'était installée comme un locataire permanent qu'on n'avait jamais invité mais qu'on ne parvenait plus à expulser.

En 2007, un procureur qu'il connaissait avait commencé à instruire une affaire sur des actes de corruption impliquant des hauts fonctionnaires européens. L'affaire avait été classée sans suite six mois plus tard pour *absence de preuves suffisantes*. Lorsignol avait regardé la liste. Un nom correspondait. Il avait refermé le tiroir.

En 2011, un journaliste d'investigation lui avait demandé un entretien sur les dysfonctionnements judiciaires de 1996. Lorsignol avait accepté, préparé des notes, réfléchi à ce qu'il pourrait dire et dans quelles limites. Le matin de l'entretien, il avait annulé. Il avait donné une raison professionnelle. La vraie raison, c'est qu'il avait passé la nuit à regarder la liste et qu'il n'avait pas trouvé le moyen de parler de ce qu'il savait sans en parler.

En 2019 il était premier substitut au parquet fédéral. Un poste correct. Un bureau avec fenêtre. Une réputation de sérieux.

Et une liste dans un tiroir fermé à clé chez lui, dans une maison de la commune d'Ixelles, que sa femme ne savait pas qu'il possédait.

Il n'était pas fier de ça. Il n'en avait pas honte non plus — ou plutôt il avait appris à ne pas trop regarder dans cette direction, parce que la honte à doses non régulées n'était pas productive. Ce qu'il avait, c'était la connaissance précise de ce qu'il aurait dû faire et n'avait pas fait, et la conscience que le temps perdu ne se rattrapait pas mais que le présent, lui, était encore maniable.

Le 10 août 2019, il avait lu la nouvelle comme tout le monde.

Jeffrey Epstein. Mort dans sa cellule. Suicide.

Il avait posé son café. Il était resté assis à la table de sa cuisine pendant longtemps, sans bouger.

Sa femme lui avait demandé si ça allait.

— Très bien, avait-il dit.

Il était monté dans son bureau. Il avait ouvert le tiroir. Il avait sorti la liste.

Il l’avait regardée — les mêmes noms que vingt-trois ans plus tôt, les mêmes initiales, la même écriture serrée en stylo bleu.

Certains étaient morts. Certains étaient à la retraite. Certains étaient encore en poste. Un était à la Commission européenne. Un siégeait dans une haute juridiction dont il préférait ne pas noter le nom même dans ses pensées.

Son téléphone avait sonné.

Un numéro masqué.

Il n’avait pas décroché.

Le lendemain matin à sept heures, son assistante lui avait transmis un message : *Monsieur Crane de l’ambassade américaine souhaite convenir d’un rendez-vous à votre convenance. Objet : coopération judiciaire internationale.*

Lorsignol avait regardé le message un long moment.

Puis il avait demandé à son assistante de lui bloquer la semaine.

Il avait besoin de réfléchir.

Il avait besoin surtout de comprendre comment quelqu’un, à l’ambassade américaine, savait qu’il existait.

Interlude — Bruxelles comme système

Note documentaire — hors fiction

Il y a trois récits dans cette trilogie.

Le premier parle d'argent public volé dans les intercommunales liégeoises entre 1985 et 2005 — des centaines de millions détournés, des fonds de pension vidés, des élus corrompus jusqu'au sommet de l'État belge. *Les Mains Propres.* L'argent remontait vers Bruxelles. Les protections venaient de Bruxelles. Quand les magistrats liégeois s'approchaient trop, c'est à Bruxelles que les appels téléphoniques étaient passés.

Le deuxième parle d'attentats terroristes dans le Brabant wallon entre 1982 et 1985 — vingt-huit morts dans des supermarchés, des massacres qui ne ressemblaient à aucun crime ordinaire. *Le Brabant wallon.* Le fil remontait vers une cellule réduite de la Gendarmerie belge en liaison avec des réseaux OTAN — la stratégie de la tension, importée d'Italie, utilisée pour peser sur un vote parlementaire. Le Parlement belge était à Bruxelles. L'OTAN était à Bruxelles.

Le troisième parle d'un réseau de prédation sexuelle sur enfants, protégé par des magistrats, des politiques et des hauts fonctionnaires — un réseau que l'arrestation de Marc Dutroux en 1996 a effleuré sans jamais traverser. *Les Nuits Propres.* Les victimes étaient en province. Les protections étaient à Bruxelles. Et les connexions internationales — des connexions que l'affaire Epstein, vingt ans plus tard, a permis de cartographier autrement — étaient à Bruxelles aussi. Dans les hôtels du quartier européen. Dans les bureaux des représentations permanentes. Dans des adresses privées que personne n'a jamais perquisitionnées.

Trois affaires. Trois décennies. Une ville.

Pourquoi Bruxelles

Ce n’est pas une coïncidence géographique.

Bruxelles est construite pour concentrer le pouvoir et le soustraire au contrôle. Pas délibérément — personne n’a décidé un matin que Bruxelles serait le centre d’impunité de l’Europe occidentale. C’est une accumulation. Une sédimentation de couches de protection qui se sont déposées les unes sur les autres pendant soixante-dix ans.

La couche belge. L’État belge est structurellement fragmenté : trois communautés, trois régions, deux grandes familles linguistiques dont la rivalité occupe l’espace politique au point qu’il ne reste plus de place pour regarder ce qui se passe vraiment. Six mois sans gouvernement. Dix-huit mois sans gouvernement. Les dossiers qui s’accumulent. Les procureurs qui changent. Les prescriptions qui tombent. C’est une dysfontction qui n’arrange pas tout le monde au même titre : certains en vivent très bien.

La couche européenne. Cinquante mille fonctionnaires européens qui ne relèvent pas du droit pénal belge pour leurs actes en fonction. Cent quatre-vingts ambassades et représentations permanentes dont les occupants bénéficient d’une immunité totale ou partielle. Le Protocole de 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes est un document de vingt-deux pages qui dit, en termes juridiques soigneusement neutres, que certaines catégories de personnes ne peuvent pas être arrêtées sur le territoire belge.

Aucun réseau criminel sérieux n’ignore ce document.

La couche financière. Euroclear, basée à Bruxelles, est la chambre de compensation de titres la plus importante du monde — quarante mille milliards d’euros d’actifs sous conservation, cinq cents milliards de transactions par jour. Ce n’est pas là que l’argent sale entre. C’est là que l’argent sale *devient* de l’argent propre, après avoir transité par suffisam-

ment de structures intermédiaires. Les enquêteurs qui ont travaillé sur l'affaire Clearstream en 2001 l'avaient dit sans détour : Bruxelles est la principale plaque tournante de blanchiment en Europe occidentale.

La couche de renseignement. Bruxelles est la capitale mondiale du lobbying — dix mille lobbyistes accrédités, autant de sources de financement informel, autant de réseaux de dépendance. C'est aussi, depuis 1949, le quartier général de l'OTAN et le point de convergence des services de renseignement de vingt-sept pays membres. Les services de renseignement ne font pas que du renseignement. Ils gèrent des actifs. Ils maintiennent des leviers. Un élu compromis est un élu contrôlable. C'est une logique que personne dans ce milieu ne contestera.

Le fil qui relie les trois tomes

Dans *Les Mains Propres*, l'argent des intercommunales finançait des campagnes électorales, achetait des silences, entretenait des réseaux de loyauté. Certains des bénéficiaires de ces fonds occupaient, au moment des faits, des fonctions à Bruxelles.

Dans *Le Brabant wallon*, le réseau qui a piloté les attentats avait des connexions directes avec des officiers en poste à Bruxelles — à la Gendarmerie, au SGR, dans les couloirs de l'OTAN. Le vote sur les missiles Pershing était un enjeu bruxellois. Les morts dans les supermarchés étaient un outil de pression sur un Parlement bruxellois.

Dans *Les Nuits Propres*, les noms que personne n'a jamais prononcés à voix haute dans une salle d'audience sont des noms bruxellois. Des gens qui vivaient, travaillaient, siégeaient à Bruxelles. Des gens qui utilisaient l'architecture de la ville — ses immunités, ses silences institutionnels, ses couches de protection superposées — comme d'autres utilisent un coffre-fort.

Ce ne sont pas trois scandales séparés.

C’est un système.

Ce que Epstein a changé

Avant Epstein, on pouvait encore soutenir — de bonne foi ou par lâcheté intellectuelle, les deux existent — que les témoignages sur des réseaux de prédation protégés par des élites étaient des fantasmes complotistes. Des constructions paranoïaques. Des syndromes de faux souvenirs.

Après Epstein, cette position est indéfendable.

Jeffrey Epstein a géré pendant trente ans un réseau de traite d’enfants et de mineures qui impliquait des chefs d’État, des membres de familles royales, des présidents d’université, des directeurs de grands médias, des milliardaires de la tech. Ce n’est pas une hypothèse. C’est le constat d’une enquête judiciaire américaine, d’un procès fédéral, d’une condamnation. Ghislaine Maxwell est en prison. Les clients ne le sont pas.

Ce que l’affaire Epstein démontre — au-delà du cas américain — c’est que l’architecture existe. Qu’elle a un nom, une géographie, un mode opératoire. Que des personnes concrètes l’ont construite et l’ont utilisée. Et que les mécanismes de protection ne sont pas des accidents : ils sont inhérents au système. Pas parce que les institutions sont intrinsèquement corrompues, mais parce que des gens très puissants avec des secrets très lourds ont tout intérêt à ce que les institutions fonctionnent comme des boucliers.

Ce n’était pas différent en Belgique.

Ce n’était pas différent en 1996.

Les personnages de ce roman sont fictifs. Les trois villes — Liège, le Brabant wallon, Bruxelles — sont réelles. La question n’est pas de savoir si ces choses se sont passées. La question est de savoir si nous avons décidé de continuer à faire semblant.

Chapitre 3 — X4 (Bruxelles, janvier 1997)

Claire Donné avait vingt ans quand on lui avait demandé de tout raconter.

Elle s'en souvenait dans l'ordre — pas parce que ses souvenirs étaient ordonnés, ils ne l'étaient pas, mais parce qu'elle avait passé des années à les remettre dans l'ordre, comme on reconstruit un meuble cassé à partir des morceaux. Ce que tu reconnais en premier. Ce que tu dois déduire. Ce qui reste toujours un peu bancal parce qu'il manque une pièce.

La première chose dont elle se souvenait, c'était la lumière.

La salle de la Cellule Dutroux au Palais de Justice était éclairée au néon. Une lumière blanche, dure, qui ne ménageait rien. Des tables en formica. Quatre personnes en face d'elle — deux enquêteurs, une magistrate, un greffier. On lui avait proposé un café. Elle avait dit non. Elle avait eu peur que sa main tremble en tenant la tasse.

Elle était venue seule. On lui avait dit qu'elle pouvait venir avec un avocat. Elle n'avait pas d'argent pour un avocat. Elle avait vingt ans et un appartement d'une pièce rue du Midi et un travail dans une sandwicherie et des cauchemars depuis l'âge de treize ans qui ne lui avaient jamais laissé d'explication jusqu'à ce que Dutroux soit arrêté et que les images à la télévision lui aient tout remis en mémoire d'un seul coup, comme une vague.

Elle avait parlé pendant quatre heures.

Ce qu'elle avait préparé à dire, dans les semaines entre l'arrestation de Dutroux et la convocation, c'était l'ordre. Elle avait passé des nuits à remettre dans l'ordre des choses qui depuis des années n'avaient pas d'ordre — des fragments, des images, des odeurs, des sons. La mémoire

traumatique ne fonctionne pas chronologiquement. Elle fonctionne par association, par connexion, par retour brutal de ce qu'on essayait de garder à distance.

Elle avait mis des semaines à construire quelque chose d'utilisable. Une timeline. Des lieux, dans l'ordre. Des visages classés par fréquence.

Dans la salle au néon, elle avait tenu à cet ordre. Elle avait parlé lentement, en choisissant ses mots. La magistrate devant elle avait un visage de femme de cinquante ans habituée à entendre des choses difficiles — neutre, attentive, sans l'expression d'horreur ou de pitié que Claire n'aurait pas su gérer.

Elle avait donné des lieux. Des dates approximatives — elle avait treize, quatorze, quinze ans, les années se mélangeaient mais les lieux restaient précis, elle avait toujours été forte pour les lieux. Une maison dans les environs de Lasne — une propriété avec un jardin, une porte de bois gris, une cloche au portail qu'on entendait depuis la route. Un appartement au rez-de-chaussée, quelque part dans la commune d'Ixelles, avec des volets intérieurs en bois peint en blanc et un plancher qui craquait au même endroit à chaque fois. Un endroit qu'on lui avait décrit comme "une propriété de campagne" mais qui sentait comme une maison de banlieue — le jardinage, la peinture fraîche, un barbecue quelque part.

Elle avait décrit des visages. Trois qu'elle avait vus plusieurs fois, reconnaissables. Elle avait décrit ce qu'elle pouvait décrire — la corpulence, les cheveux, une façon de marcher. Elle avait dit ce qu'elle n'avait pas pu voir — les yeux la plupart du temps, les noms la plupart du temps.

Un quatrième visage qu'elle avait vu une seule fois. Qui lui avait fait peur différemment des autres — pas la peur physique qui était devenue presque ordinaire dans ces années-là, une autre peur. La peur qu'on a quand on comprend que la personne en face de vous a un pouvoir qui dépasse ce qui

est dans la pièce. Que cette personne n’est pas là comme les autres. Que sa présence dans cet endroit est une violation d’un ordre différent, plus grand que les autres violations.

Elle avait donné un nom. Un seul nom complet — parce que c’était le seul qu’elle avait entendu prononcé devant elle, par quelqu’un qui l’avait dit sans faire attention, en pensant qu’elle n’entendait pas ou que ça ne compterait pas. Un nom de famille. Flamand. Deux syllabes.

La magistrate avait écrit le nom sans changer d’expression.

Ce détail — la façon dont la magistrate avait écrit le nom — avait gravé quelque chose dans la mémoire de Claire. Une femme qui écrit un nom sans changer d’expression parce qu’elle a appris à ne pas montrer ce qu’elle pense, ou parce qu’elle sait déjà ce nom, ou parce que ce nom l’effraie et qu’elle l’effaçait de son visage pendant qu’elle l’écrivait.

Claire n’avait jamais su laquelle de ces hypothèses était vraie.

À la fin des quatre heures, on lui avait dit qu’elle serait recontactée. On lui avait demandé de ne parler de son témoignage à personne. On lui avait donné un numéro de téléphone au cas où elle se souviendrait de quelque chose d’important.

Elle était sortie par une porte latérale parce que des journalistes attendaient à l’entrée principale.

C’est là que quelqu’un l’avait photographiée. De dos. Dans son manteau gris.

On l’avait recontactée trois semaines plus tard.

Pas pour lui dire que son témoignage avait été utile. Pas pour lui demander des précisions.

Pour lui dire que son témoignage avait été soumis à une évaluation psychiatrique — procédure standard, lui avait précisé la voix au téléphone — et que les experts concluaient à une construction mémorielle incompatible avec une utilisation judiciaire. Syndrome de faux souvenirs. Probable influence des médias dans la reconstruction des événements.

Claire avait demandé : quels experts ? Elle n'avait vu aucun expert.

L'évaluation, lui avait-on expliqué, avait été effectuée à partir de la retranscription de son témoignage.

Elle avait demandé le nom des experts.

On lui avait dit que cette information était couverte par le secret de l'instruction.

Elle avait raccroché.

Elle était restée assise dans son appartement d'une pièce rue du Midi pendant très longtemps. La sandwicherie était fermée le mercredi. La pluie sur la fenêtre. Le bruit de la rue en bas.

Ce qu'elle avait compris ce jour-là, c'était simple. Elle n'avait pas eu besoin d'une grande intelligence pour le comprendre — elle avait juste besoin d'avoir vingt ans et d'avoir grandi dans la réalité, pas dans le monde des gens qui croient que les institutions fonctionnent comme dans les livres d'école.

Elle avait compris : *ils savent que c'est vrai. C'est pour ça qu'ils enterrent.*

Si elle avait inventé, si elle avait confondu, si ses souvenirs étaient vraiment du bruit médiatique reconfiguré par un psychisme fragilisé — on l'aurait laissée parler. On l'aurait peut-être remerciée. On lui aurait peut-être même dit que ses efforts étaient courageux même si inutilisables.

On ne convoque pas des experts psychiatriques fictifs pour neutraliser une folle.

On les convoque pour neutraliser quelqu’un qui dit la vérité.

Elle n’en avait plus parlé pendant vingt-deux ans.

Pas à ses amis — elle en avait peu. Pas à ses compagnons successifs. Pas à sa sœur, qui ne savait rien de ce que Claire avait vécu entre douze et seize ans. Pas à son médecin, à qui elle avait dit que les cauchemars étaient liés à une enfance difficile, ce qui n’était pas faux, juste incomplet.

Elle avait continué à vivre. C’est ce qu’on fait. Elle avait quitté la sandwicherie. Elle avait repris des études, lentement. Elle travaillait maintenant dans le secteur associatif, une organisation qui aidait des femmes en situation de précarité. Elle avait un appartement correct à Molenbeek, un chat, une vie qui ressemblait de l’extérieur à une vie normale.

De l’intérieur, elle portait deux choses.

La première : la connaissance. Ce qu’elle savait. Ce qu’elle avait vu. Les lieux, les visages, le nom de famille flamand en deux syllabes.

La seconde : un document.

Elle l’avait reçu six mois après son témoignage. Une enveloppe glissée sous sa porte, sans nom d’expéditeur. À l’intérieur, une feuille. Une seule, photocopiée. L’en-tête d’une administration belge dont elle n’avait pas reconnu le sigle. Un tableau avec des noms, des dates, des lieux. Beaucoup de noms. Certains avaient été soulignés au stylo — pas par elle, soulignés avant qu’on lui envoie. Comme si quelqu’un avait voulu lui dire : *regarde ici. Surtout ici.*

Elle n’avait pas compris à quoi correspondait ce document. Elle n’avait pas les clés pour le lire. Elle savait juste que le nom de famille flamand en deux syllabes était dans le tableau.

Et un autre nom, qu’elle reconnut des années plus tard dans un article du Guardian consacré aux habitudes de voyage d’un financier américain du nom de Jeffrey Epstein.

Le 10 août 2019, elle avait allumé la télévision et vu le flash.

Jeffrey Epstein, retrouvé mort dans sa cellule.

Elle était restée debout devant l’écran. Son chat était venu frotter sa tête contre ses chevilles. Elle ne l’avait pas remarqué.

Elle avait pensé : *encore*.

Puis elle avait pensé : *non. Pas encore. Plus.*

Elle avait cherché dans ses affaires — une boîte en carton au fond d’un placard, déménagée sept fois en vingt-deux ans — jusqu’à trouver un carnet où elle avait noté un numéro de téléphone. Un numéro de journaliste. Une femme qu’elle avait vue à la télévision pendant les événements de 1996 et qui avait posé les bonnes questions.

Elle avait attendu. Elle avait laissé passer la nuit. Elle voulait être sûre que ce n’était pas une impulsion.

À quatre heures du matin, elle était encore debout.

Elle avait décroché son téléphone.

Elle avait composé le numéro.

Claire Donné, vingt-deux ans (Bruxelles, 1997 — 2019)

1997

Six mois après son témoignage, elle avait reçu l'enveloppe.

Elle n'avait pas entendu quelqu'un l'approcher — la porte de son appartement rue du Midi donnait directement sur le couloir de l'immeuble, un couloir étroit et mal éclairé où les gens passaient à toute heure pour monter au deuxième, au troisième. Quelqu'un avait glissé ça sous la porte un matin, et elle l'avait trouvé en allant chercher son courrier — une enveloppe blanche, sans nom d'expéditeur, fermée à la colle ordinaire.

À l'intérieur : une seule feuille. Photocopiée — le grain du papier original visible dans les coins, une légère distorsion vers le bas gauche comme toujours quand on photocopie une grande feuille sur un appareil de bureau. Un en-tête d'administration. Un tableau. Des colonnes : un identifiant numérique, une fonction, une date, un lieu, un niveau de classification.

Elle avait regardé ça longtemps.

Elle n'avait pas compris à quoi correspondait le document. Elle reconnaissait certaines choses — la date correspondait à mars 1995, un an et demi avant l'arrestation de Dutroux. L'en-tête *Direction Générale de la Sécurité* ne lui disait rien. Les fonctions dans la deuxième colonne — *magistrat fédéral*, *haut fonctionnaire DG Justice-CE, grade AD12*, *consultant*, *rattachement institutionnel UE* — lui disaient quelque chose, dans l'ordre général : des gens importants.

Mais surtout : il y avait un nom. Pas le premier de la liste, pas en évidence — à la ligne 11, un prénom et les deux premières lettres d'un patronyme flamand. Les mêmes deux syllabes qu'elle avait entendu prononcer une fois, dans une pièce dont elle préférait ne pas se souvenir du plafond.

Elle s'était assise par terre, le dos contre la porte, la feuille sur les genoux.

Quelqu'un savait. Quelqu'un savait qui elle était et ce qu'elle avait vu, et ce quelqu'un avait jugé utile de lui envoyer une preuve qu'elle n'avait pas demandée. Pourquoi ? Pour lui montrer qu'elle avait raison ? Pour lui donner de quoi se défendre si on la menacait à nouveau ? Pour lui faire porter quelque chose sans lui expliquer quoi ?

Elle avait mis la feuille dans le plastique d'un sachet de congélation — elle n'avait pas de pochette plastifiée, elle n'en achèterait une que plus tard. Elle l'avait rangée dans une boîte en carton au fond du placard de la cuisine, sous des dossiers d'anciens contrats de travail et des relevés de banque qu'elle gardait sans savoir pourquoi.

Elle n'avait pas cherché à savoir d'où venait l'enveloppe.

Elle avait appris, à ce moment de sa vie, que certaines questions n'avaient pas de réponse accessible et qu'on usait son énergie pour rien à les poser. Elle avait vingt ans et elle avait déjà appris ça. Ce n'était pas une leçon dont elle était fière.

2001 — 2010

Les premières années avaient été les plus dures, non pas parce qu'elle pensait à ce qu'elle avait vu — enfin, si, elle y pensait, mais ce n'était pas la partie la plus difficile — mais parce qu'elle portait la certitude d'avoir dit la vérité et d'avoir été délibérément rendue silencieuse, et que cette certitude-là n'avait nulle part où aller.

Elle n’avait pas de colère. Elle avait essayé d’avoir de la colère — les gens lui disaient que la colère était saine, que c’était mieux que le silence, que ça permettait de se reconstruire. Elle n’y arrivait pas. Ce qu’elle avait, c’était une compréhension froide et très claire des mécanismes à l’œuvre. Les institutions protègent leur propre cohésion. Les individus protègent leur position. Personne ne trahit les gens qui les tiennent.

Ce n’était pas du cynisme. C’était de l’observation.

Elle avait quitté la sandwicherie en 2000. Elle avait repris des études — un certificat en gestion de projet sociale, par modules, en finançant ça avec des petits boulots. Elle avait rencontré des gens dans le secteur associatif — des gens qui faisaient des choses concrètes dans des conditions difficiles avec peu de moyens et sans beaucoup de reconnaissance. Ces gens lui avaient appris quelque chose qu’elle n’avait pas encore su : que le soin aux autres était une façon de ne pas se dissoudre dans ses propres dommages.

Elle avait fini par travailler dans une association d’aide aux femmes en situation de précarité. Accueil, orientation, accompagnement administratif. Un travail qui demandait de la présence et de l’attention et une capacité à tenir assis devant quelqu’un qui souffre sans prendre la souffrance dans ses poumons. Elle avait développé cette capacité — non sans difficulté, non sans les deux ans de suivi psychologique que la médecin de l’association lui avait fortement conseillé après un épisode d’épuisement en 2004.

Elle avait un appartement à Molenbeek depuis 2006. Deux pièces, un couloir, une fenêtre sur la rue. Un chat depuis 2008 — un chat roux qu’elle avait récupéré dans une cage au refuge et qui s’appelait Maigret parce qu’elle avait une tendresse ancienne pour Simenon. Maigret dormait sur le canapé et réclamait à manger à horaire fixe et ronronnait contre son épaule quand elle lisait le soir.

Ce n’était pas une vie héroïque. C’était une vie.

2017

Elle avait vu le nom dans le Guardian un jeudi d'avril 2017.

Un article d'investigation sur les habitudes de voyage de Jeffrey Epstein — les îles Vierges, Palm Beach, New York, Paris, Bruxelles. Le journaliste avait reconstitué des déplacements à partir de registres de vol, de témoignages de membres d'équipage, de photos prises à des soirées. Il y avait une liste, dans l'article, de personnes documentées comme ayant été en contact avec Epstein lors de ses passages européens.

Le nom était en septième position.

Pas le même prénom que celui de la ligne 11 de son document. Mais le même patronyme flamand en deux syllabes, et une fonction qui correspondait.

Elle était restée sur le pas de la porte de la cuisine avec son ordinateur dans les mains pendant ce qui lui avait semblé un moment très long. Maigret avait frotté sa tête contre sa cheville. Elle n'avait pas remarqué.

Elle était allée chercher la boîte en carton dans le placard. Le document était là, dans son sachet de plastique, maintenant vraiment plastifié — elle avait finalement acheté une pochette en 2003 parce que la transparence du sachet de congélation jaunissait. Quarante-sept lignes. La ligne 11.

Prénom différent. Elle avait regardé. Non — non, en fait, pas si différent. Un prénom court, une forme abrégée courante en flamand. Le même homme. Différente formulation dans deux sources différentes.

Elle s'était assise à sa table de cuisine.

Elle avait regardé le document et l'article du Guardian ensemble pendant longtemps.

Elle avait pensé à toutes les fois où elle avait envisagé de faire quelque chose avec le document — et décidé que non. Que ce n'était pas le bon moment. Qu'elle n'avait pas les corroborations suffisantes. Que sa crédibilité avait été détruite en 1997 et qu'elle n'aurait aucune prise sur quoi que ce soit sans quelqu'un d'autre pour étayer.

Maintenant elle avait un recoupement. Partiel. Indirect. Mais réel.

Elle avait ouvert un nouveau document sur son ordinateur. Elle avait commencé à écrire — pas pour publier, juste pour mettre en ordre. Les dates, les noms, les connexions. Ce qu'elle savait. Ce qu'elle pouvait corroborer. Ce qu'elle ne pouvait pas corroborer mais qui était vrai quand même.

Elle avait travaillé jusqu'à deux heures du matin.

Puis elle avait sauvegardé le document. Elle l'avait mis dans un dossier avec un nom anodin. Elle s'était couchée.

Elle n'avait pas encore trouvé à qui parler.

2018 — 2019

Elle avait regardé les articles sur Epstein se multiplier. Chaque nouveau développement lui donnait une impression légèrement vertigineuse — pas de satisfaction, quelque chose de plus complexe. Une vérification que le monde n'était pas fou. Que ce qu'elle avait vu avait une logique, une cohérence, des antécédents ailleurs.

Elle avait cherché des informations sur Élise Mathon. Elle avait trouvé ses articles — des années de journalisme d'investigation sur des sujets belges et européens, une rigueur reconnaissable dans les formulations, une façon de citer les sources et de marquer les limites du vérifiable. Elle avait

regardé des interviews sur YouTube — Mathon en 1996 lors des événements, Mathon en 2004 pendant le procès, Mathon plus récemment sur des sujets différents.

Cette femme avait gardé quelque chose. Claire en était certaine sans pouvoir le prouver — une intuition fondée sur vingt ans d'observation des gens qui gardent des choses. Mathon avait la posture de quelqu'un qui attend. Quelqu'un qui a mis quelque chose en suspension et qui surveille le contexte en espérant qu'il change.

Elle avait noté le numéro de la rédaction de la RTBF dans son carnet.

Elle n'avait pas appelé.

Pas encore.

Elle attendait — elle ne savait pas quoi exactement. Un signe. Un événement qui rende le reste moins impossible.

Avril 1997 — la brève conversation

Élise Mathon l'avait appelée trois mois après son témoignage.

Elle avait eu le numéro de Claire — probablement par le greffe, peut-être par un autre biais. Elle était journaliste et elle savait trouver les numéros de téléphone. Elle avait demandé si Claire voulait parler. Claire avait dit non. Pas encore. Pas maintenant. Elle était encore dans la période où elle essayait de comprendre ce qui venait de lui arriver et où parler à une journaliste lui semblait être une façon de se brûler davantage.

Mathon n'avait pas insisté. Elle avait dit : *je comprends. Si vous changez d'avis un jour, vous m'appelez.* Et elle avait raccroché.

Claire avait gardé ce numéro dans un carnet.

Elle ne savait pas exactement pourquoi — par la même logique qui lui faisait garder des choses qu'elle ne pouvait pas encore utiliser. Au cas où. Pour le moment où les choses seraient différentes.

Le 10 août 2019, 22h17

Elle était rentrée de l'association à dix-neuf heures, elle avait mangé des pâtes, elle avait regardé les informations par habitude, sans y prêter beaucoup d'attention.

Et puis le flash était passé.

Jeffrey Epstein, 66 ans, retrouvé mort dans sa cellule de la prison métropolitaine de New York. Les circonstances du décès font l'objet d'une enquête. Les premières indications suggèrent un suicide par pendaison.

Elle s'était levée du canapé.

Maigret avait glissé de ses genoux et l'avait regardée avec la désapprobation tranquille des chats qu'on dérange.

Elle était restée debout devant la télévision. Sur l'écran, un journaliste américain en lien vidéo expliquait le contexte — le procès fédéral pour trafic sexuel, les témoignages, la première arrestation en 2008, le deal controversé avec le procureur Acosta. Elle connaissait tout ça. Elle avait suivi tout ça.

Ce qu'elle regardait maintenant, c'était ce que ça voulait dire.

Elle pensa à l'expression qu'on utilisait — *suicide en prison* — et à toutes les fois où cette expression avait recouvert autre chose. Elle pensa aux gens qui avaient intérêt à ce qu'Epstein soit mort avant de parler davantage. Elle pensa aux gens qui avaient intérêt à ce qu'il soit mort depuis longtemps.

Puis elle pensa à autre chose.

Elle pensa : *maintenant tout va remonter*. Maintenant la presse mondiale allait tirer tous les fils. Maintenant les noms des clients européens allaient réapparaître. Maintenant des gens qui gardaient des choses depuis vingt ans allaient comprendre que le moment était peut-être là.

Elle s'était couchée sans appeler. Elle voulait dormir là-dessus. Elle voulait être sûre que ce n'était pas une impulsion de la nuit et du choc.

Elle n'avait pas dormi.

Le lendemain soir, à l'appartement, elle avait relu son document une fois de plus. Elle avait relu les articles du Guardian. Elle avait relu les noms.

Elle avait ouvert le carnet. Le numéro était là — elle l'avait recopié trois fois en vingt-deux ans, à chaque changement de carnet. Vingt-deux ans qu'elle le transbahumait d'un carnet à l'autre comme un objet dont elle n'arriverait pas à se débarrasser.

Dans la nuit du 11 au 12 août, à quatre heures dix-sept du matin, elle avait composé le numéro.

La sonnerie avait retenti une fois.

— Mathon.

Il y avait eu un silence.

— C'est moi, avait dit Claire.

Elle avait dit ça parce qu'elle avait l'impression que Mathon savait. Qu'une femme qui fixait la photo de Claire Donné depuis des heures dans la nuit à la lumière bleue de son écran savait exactement qui appelait à quatre heures du matin au lendemain de la mort d'Epstein.

Et Élise Mathon n'avait pas demandé *qui c'est*. Elle avait dit :

— Tu as vu.

— Oui, avait dit Claire.

Un silence.

— Ils vont tout enterrer encore, avait dit Claire.

Élise n’avait pas répondu. Ce n’était pas une question.

— J’ai quelque chose, avait dit Claire. J’aurais dû te l’envoyer en 1997. J’ai eu peur. Mais maintenant il est mort lui aussi et je n’ai plus peur.

Et elle avait donné l’adresse. Le café rue de Flandre. Neuf heures.

Chapitre 4 — L’attaché culturel (Bruxelles, 12 août 2019, 7h30)

Richard Crane n’aimait pas Bruxelles.

Ce n’était pas une question d’esthétique. Il avait travaillé dans des endroits bien plus laids — Kaboul, Pristina, une ambassade dans un pays d’Asie centrale dont il n’avait pas le droit de mentionner le nom dans des conversations non sécurisées. Bruxelles était une ville parfaitement acceptable. Bonne cuisine, transports en commun corrects, hôtels au niveau des standards professionnels qu’il exigeait.

Ce qu’il n’aimait pas dans Bruxelles, c’était le nombre de gens qui savaient des choses.

Dans la plupart des villes où il avait travaillé, le savoir était concentré. Une poignée d’acteurs, un réseau identifiable, des flux contrôlables. Il suffisait de tenir les bons nœuds du réseau pour que l’information circule dans la bonne direction — ou ne circule pas.

Bruxelles était différente. Bruxelles était une accumulation de couches institutionnelles, chaque couche avec ses propres gens, ses propres archives, ses propres loyautés. Des fonctionnaires européens avec vingt ans de mémoire institutionnelle. Des magistrats belges qui avaient vu des dossiers passer et ne pas revenir. Des journalistes qui avaient couvert Dutroux, les intercommunales, Gladio, et qui avaient rangé dans des tiroirs des choses qu’ils ne pouvaient pas publier mais qu’ils n’oubliaient pas non plus.

Trop de tiroirs. Trop de gens qui gardaient des choses.

La mort d’Epstein avait remué tous ces tiroirs en même temps.

Crane s’appelait en réalité Richard Crane — c’était un vrai nom, pas une couverture, il avait depuis longtemps appris qu’une vraie identité valait mieux qu’une fausse dans une ville comme Bruxelles où tout le monde se connaissait. Son titre officiel, attaché culturel, était une couverture classique que tout service de renseignement adverse identifiait immédiatement pour ce qu’elle était. Ça non plus ce n’était pas un problème. Les services adverses savaient qu’il était là. Il savait qu’ils savaient. La politesse voulait qu’on maintienne le semblant.

Ce qu’il faisait précisément ne concernait pas les services adverses.

Son département — une unité de sept personnes sans acronyme public, rattachée administrativement à une division de la CIA qui s’occupait officiellement de coordination avec les services alliés — gérait ce qu’on appelait en interne les *legacy assets*. Les actifs hérités. Des réseaux, des opérations, des dossiers qui remontaient à la Guerre froide et dont la valeur opérationnelle persistait sous des formes nouvelles.

Ce que la Guerre froide avait produit — outre des missiles, des doctrines, des morts — c’était une infrastructure de contrôle. Des réseaux d’influence dans les pays alliés. Des élus compromis. Des magistrats tenus. Des journalistes sous contrat ou sous pression. Des gens qui avaient fait des choses, à l’époque, que leur position actuelle rendait explosives si elles devenaient publiques.

Ces gens étaient des *assets*.

Pas nécessairement des agents actifs. Juste des gens qui, d’une manière ou d’une autre, coopéraient quand on leur demandait certaines choses. Parce que l’alternative était pire. Parce que les dossiers existaient. Parce que certaines vidéos avaient été filmées, conservées, indexées.

C’était le travail de Crane : maintenir ces dossiers. Entretenir ces relations. Et intervenir quand quelque chose menaçait de faire sortir d’un tiroir ce qui devait y rester.

Epstein avait géré la partie américaine de cette infrastructure depuis les années 1980. Pas seul — il n'était pas un agent, il était un facilitateur, un homme qui avait compris très tôt que l'accès aux puissants se monétisait mieux que n'importe quel instrument financier, et qui avait construit autour de cette intuition un système d'une efficacité remarquable.

Le problème avec les facilitateurs, c'est qu'ils savent tout.

Et un facilitateur mort dans une cellule fédérale américaine avait des archives. Des disques durs. Des coffres. Des avocats avec des instructions.

Le problème plus immédiat, le problème qui avait mis Crane dans un avion à 23h le soir du 10 août, c'était la partie européenne du réseau.

La partie belge, plus précisément.

La voiture s'est arrêtée avenue de Tervuren, devant un immeuble résidentiel de bon standing. Pas l'ambassade — ça, c'était pour les rendez-vous officiels. Crane avait un appartement de fonction dans cet immeuble depuis quatre ans. Un deux-pièces au troisième étage, meublé avec le goût neutre des locations de luxe. Il s'y sentait aussi chez lui qu'il se sentait chez lui n'importe où, c'est-à-dire pas du tout, et ça lui allait.

Il a posé son bagage. Il a ouvert son ordinateur. Il a lu les rapports qui s'étaient accumulés pendant les neuf heures de vol — sa messagerie sécurisée, les alertes de veille sur certains mots-clés, les signalements de ses contacts belges.

Trois signalements l'intéressaient.

Le premier : un premier substitut au parquet fédéral, Mathieu Lorsignol, avait refusé un appel d'un numéro masqué la veille au soir. Ce numéro était le sien.

Le deuxième : une femme du nom de Claire Donné avait effectué depuis son téléphone personnel, à 4h17 du matin, un appel vers un numéro enregistré au nom d'Élise Mathon, journaliste, rédactrice en chef adjointe de la RTBF.

Le troisième : Élise Mathon avait conservé dans ses archives physiques — son appartement de la rue Defacqz avait fait l'objet d'une entrée non tracée en 2003, dans le cadre d'une opération de routine de cartographie des sources sensibles — une enveloppe kraft contenant des documents datant de 1996. Ces documents avaient été photographiés lors de l'entrée. Crane les avait lus. Il savait ce qu'ils contenaient.

Il a regardé sa montre.

7h42.

La réunion entre les deux femmes était prévue pour neuf heures, rue de Flandre.

Il avait une heure et dix-huit minutes.

Il ne s'agissait pas de violence. Crane n'avait pas fait de violence depuis très longtemps, et l'époque où il en avait fait lui semblait appartenir à une autre vie — un autre homme, des décisions prises dans des contextes où les options étaient effectivement limitées. Il était un gestionnaire d'information, pas un opérateur de terrain. Les opérateurs de terrain, il en connaissait. Il n'en avait pas besoin ce matin.

Ce matin, il avait besoin d'une conversation.

Avec Lorsignol d'abord — le magistrat qui avait refusé son appel, qui avait une liste dans un tiroir, qui savait depuis 1996 des choses qu'il avait choisies de taire et qui se retrouvait maintenant dans une position inconfortable. Un homme comme Lorsignol pouvait aller dans deux directions. Il pouvait choisir de continuer à se taire — il l'avait fait pendant vingt-trois ans, c'était la direction naturelle. Ou il pouvait décider que la

mort d’Epstein changeait quelque chose au calcul. Que l’architecture commençait à s’effondrer et qu’il valait mieux être du bon côté de l’effondrement.

C’était le risque. Et le risque n’était pas Lorsignol seul.

Le risque, c’était Lorsignol plus Mathon plus Donné plus l’enveloppe de 1996 plus le document que Donné avait en sa possession — un document dont Crane avait, depuis la veille au soir, la confirmation de l’existence par une source au sein de la structure belge.

Ces éléments séparés étaient gérables. Ces éléments réunis, dans les mains d’une journaliste avec un réseau de diffusion, dans un contexte où la mort d’Epstein mettait toute la presse mondiale en mode investigation —

Il fallait que Crane soit le premier à parler. Avant qu’ils se retrouvent. Avant que les pièces s’assemblent.

Il avait une heure et quatorze minutes.

Ce qui lui donnait confiance en général dans ce travail — confiance dans ses moyens, dans sa capacité à gérer — c’était la compréhension précise des mécaniques humaines sous-jacentes à n’importe quelle situation.

Les gens qui gardaient des secrets ne gardaient pas des secrets par vertu. Ils gardaient des secrets parce que le coût de la révélation dépassait, dans leur calcul, le coût du silence. Modifier ce calcul — c’était le travail.

Avec Lorsignol, le calcul était clair. Un magistrat avec une liste dans un tiroir, une carrière à protéger, une vie ordinaire dans une commune ordinaire. Le coût de la révélation : incertitude professionnelle, pression institutionnelle, peut-être des procédures judiciaires. Le coût du silence : vivre avec la liste vingt-trois ans de plus.

Vingt-trois ans. Le coût du silence était déjà payé. Ce qui voulait dire que l’équation avait changé.

Avec Mathon, le calcul était différent. Une journaliste d'investigation n'avait pas les mêmes paramètres. Son bénéfice à publier était professionnel — et plus que professionnel, c'était l'intégrité de ce qu'elle avait gardé dans un tiroir depuis 1996 et qu'elle n'avait pas pu utiliser. La révélation d'une chose qu'on n'a pas pu révéler à temps avait une valeur particulière : c'était une façon de se justifier rétrospectivement. Pas d'un manque — d'une patience.

Avec Donné, Crane était moins sûr. Les gens qui avaient subi ce qu'elle avait subi — et qui avaient ensuite été réduits au silence de la façon dont elle l'avait été — pouvaient aller dans des directions difficiles à prédire. La honte, la colère, la résignation, la résolution — il avait vu des victimes se comporter de toutes ces façons, et parfois plusieurs en même temps.

Ce qu'il savait de Donné, c'était qu'elle avait gardé le document pendant vingt-deux ans. Qu'elle n'avait pas fui le pays, n'avait pas cherché de couverture médiatique, n'avait pas fait de scandale. Elle avait attendu. Les gens qui attendaient avec cette rigueur avaient généralement une idée précise du moment où l'attente devait cesser.

La mort d'Epstein était ce moment.

Crane comprenait ça. Il aurait fait pareil.

Il a fermé son ordinateur.

Il s'est levé. Il a mis son manteau — il faisait frais à Bruxelles en août, comme souvent.

Il a pris son téléphone crypté.

Ce qui le rendait prudent, ce matin — ce qui lui avait donné une légère insomnie dans l'avion, ce qui n'arrivait presque jamais — c'était autre chose.

C’était la question de savoir pourquoi quelqu’un avait glissé sous la porte de Claire Donné, en 1997, un document que même lui avait du mal à identifier complètement.

Quelqu’un, à l’époque, avait voulu que ce document survive.

Ce quelqu’un connaissait la structure assez bien pour choisir ce document plutôt qu’un autre. Pour savoir quelle partie donner à qui. Pour comprendre que Claire Donné — une fille de vingt ans, un appartement d’une pièce rue du Midi, un témoignage enterré — était la bonne personne pour garder ça.

Un homme de terrain. Un homme qui connaissait les dossiers de l’intérieur. Un homme qui avait décidé, à un moment, que le document devait survivre à lui.

Crane avait passé la nuit dans l’avion à essayer de comprendre qui c’était.

Il avait une hypothèse.

Il avait besoin d’une heure et quatorze minutes pour vérifier si son hypothèse rendait la situation gérable ou non.

Il est parti.

Chapitre 5 — Le café rue de Flandre (Bruxelles, 12 août 2019, 9h00)

La pluie avait cessé à sept heures.

Bruxelles avait cette qualité en août — les matins propres après la pluie, l'air qui sentait les pavés mouillés et le café des terrasses, une lumière grise et douce qui rendait la ville presque belle avant que le trafic de neuf heures ne reprenne ses droits.

Élise était arrivée à huit heures quarante.

Elle s'était assise dos au mur, face à la porte — un réflexe. Elle avait commandé un café, pas parce qu'elle en voulait un, elle en avait déjà bu trois depuis cinq heures du matin, mais pour avoir quelque chose à faire avec les mains. Le café rue de Flandre était un endroit ordinaire. Formica, miroirs, une machine expresso italienne qui toussotait. Trois clients à cette heure — un homme avec un journal, une femme avec un ordinateur, un vieux qui regardait la rue.

Elle avait posé son sac sur la chaise à côté d'elle. Dans le sac : son téléphone, un carnet, un stylo. Pas d'enregistreur — elle ne savait pas encore ce qu'elle allait entendre. Et l'enveloppe.

Elle avait pris l'enveloppe avant de partir. Elle ne savait pas pourquoi. Un instinct. Le sentiment que ce matin-là, après vingt-deux ans, l'enveloppe et Claire Donné allaient se retrouver dans la même pièce.

À neuf heures deux, la porte s'est ouverte.

Élise reconnut Claire immédiatement.

Ce n'était pas évident — la photo qu'elle avait regardée toute la nuit était de dos, un manteau gris, 1997. La femme qui entrait avait quarante-et-un ans, des cheveux courts, un visage que la vie avait creusé sans l'abîmer.

Mais il y avait quelque chose dans sa façon de tenir les épaules — une vigilance portée jusque dans la colonne vertébrale — que Élise reconnut pour l'avoir vue chez d'autres personnes. Des gens qui avaient appris à lire une pièce avant d'y entrer.

Claire l'avait repérée aussi. Elle s'est approchée sans hésiter.

— Vous êtes là depuis longtemps ?

— Une vingtaine de minutes.

Claire s'est assise. Elle a regardé autour d'elle — le vieux, l'homme au journal, la femme à l'ordinateur. Elle a regardé la rue par la vitrine. Elle a commandé un thé d'un signe au serveur.

— Quelqu'un vous a suivie ? a demandé Élise.

— Non. Enfin, je ne pense pas. Je suis venue à pied depuis Molenbeek, j'ai changé de direction deux fois. Ce n'est peut-être pas suffisant, je ne sais pas comment ça fonctionne vraiment.

— Vous regardez trop de films.

— Peut-être. Ou pas assez.

Un silence. Le serveur a apporté le thé.

— Je ne sais pas par où commencer, a dit Claire.

— Par le commencement.

Claire a souri. Un sourire qui n'était pas joyeux.

— Le commencement, c'est quand j'avais treize ans. Je ne crois pas que vous vouliez commencer là.

— Je veux commencer où vous voulez commencer.

Claire a parlé pendant quarante minutes.

Elle n’avait pas apporté de notes. Elle n’en avait pas besoin — elle avait ce récit dans la tête depuis vingt-six ans, elle l’avait répété dans le silence de ses nuits assez souvent pour qu’il soit devenu lisse, poli comme un galet. Pas froid. Les galets peuvent brûler.

Elle a parlé de la maison de Lasne. De l’appartement d’Ixelles avec les volets en bois blanc. Des trajets en voiture, les yeux couverts d’un foulard. Des visages. Elle n’a pas décrit ce qu’il s’était passé — pas parce qu’elle ne pouvait pas, mais parce que ça n’était pas le sujet. Le sujet était les noms. Les lieux. La structure.

Elle a parlé de son témoignage à la Cellule Dutroux. De l’évaluation psychiatrique fantôme. Du téléphone qui lui avait annoncé que ses souvenirs n’étaient pas utilisables.

— Vous avez conservé quelque chose ? a demandé Élise.

Claire a ouvert son sac. Elle en a sorti une feuille plastifiée — le plastique était jauni, les coins arrondis par des années de manipulation, comme un objet qu’on a beaucoup tenu dans les mains. Elle l’a posée sur la table entre elles.

C’était une photocopie. Un tableau avec des colonnes. Élise a mis ses lunettes.

En-tête : *Direction Générale de la Sécurité — Coordination Opérationnelle — Document de synthèse — CONFIDENTIEL — Réservé usage interne.*

La date : mars 1995 — dix-huit mois avant l’arrestation de Dutroux.

Les colonnes : un identifiant numérique, une fonction, une date, un lieu, un niveau de classification.

Quarante-sept lignes.

Élise a lu. Son café refroidissait. La pluie recommençait dehors, légère.

Elle a reconnu deux fonctions dans les premières lignes. Un magistrat fédéral. Un haut fonctionnaire de la Commission européenne, identifié par sa DG et son grade — les fonctionnaires européens ont des grades publiés, c'était traçable.

— Vous savez ce que c'est, ce document ? a demandé Élise.

— J'ai mis des années à comprendre. C'est une liste de surveillance. Pas d'eux par quelqu'un d'autre. D'eux entre eux. Un registre de participants à — elle a cherché le mot — à des événements. Avec les dates et les lieux. Un registre interne.

— Un registre tenu par qui ?

— Par eux. Pour se protéger mutuellement. La logique, c'est : si un jour quelqu'un parle, tout le monde tombe. Ça crée une solidarité. Une solidarité forcée.

Élise a regardé la feuille. Quarante-sept lignes. Quarante-sept personnes.

— Il y a un nom là-dedans, a dit Claire. À la ligne 23. Je l'ai vu dans un article du Guardian il y a deux ans. Un article sur Epstein. Ses contacts européens.

Élise a compté les lignes. La ligne 23.

L'identifiant numérique. La fonction : *consultant indépendant, conseil en investissements, secteur technologique, rattachement institutionnel UE.*

Et dans la colonne suivante, un prénom et les deux premières lettres d'un nom de famille. Assez pour comprendre.

Élise a posé la feuille.

— Ce document, vous l'avez eu comment ?

— Quelqu'un l'a glissé sous ma porte. Six mois après mon témoignage. Pas de nom. Pas d'explication.

— Vous avez une idée de qui ?

— J’en ai une maintenant. Mais pas certaine.

Claire a repris la feuille plastifiée. Elle l’a rangée dans son sac.

— Vous comprenez pourquoi je ne l’ai pas sorti avant, a-t-elle dit. Ce n’est pas de la lâcheté. Enfin, c’était de la lâcheté aussi. Mais surtout — qui aurait publié ça ? Avec quoi pour corroborer ? Une feuille plastifiée qu’une gamine de vingt ans dit avoir trouvée sous sa porte. Dont le témoignage avait déjà été classé non crédible.

— Personne, a dit Élise.

— Non. Personne.

— Aujourd’hui c’est différent.

— Oui. Aujourd’hui Epstein est mort. Aujourd’hui la liste de ses contacts européens circule dans les rédactions. Aujourd’hui quelqu’un à New York a des disques durs. La question n’est plus de savoir si le réseau existe. La question est de savoir si la presse belge a le courage de faire le lien.

Élise avait les yeux sur la vitrine. La rue de Flandre sous la pluie légère. Un homme de l’autre côté de la rue, immobile sous une marquise. Un imperméable.

Pas beige. Anthracite.

Mais quelque chose dans la façon de tenir les bras — les bras croisés, le dos légèrement appuyé contre la façade.

Quelque chose qui lui rappelait le boulevard du Régent, un dimanche d’octobre 1996.

— Claire.

— Oui ?

— Sans se retourner. L’homme sous la marquise en face. Vous l’avez vu en arrivant ?

Claire a regardé son thé. Elle a réfléchi.

— Non.

— Vous avez votre téléphone ?

— Oui.

— Appelez quelqu’un. N’importe qui. Comme si vous receviez un appel. Et levez-vous pour aller aux toilettes en passant près de la vitrine.

Claire a obtempéré. Elle a porté le téléphone à l’oreille, elle s’est levée, elle a longé le comptoir. En passant, elle a regardé la rue sans s’arrêter.

Elle est revenue. Elle s’est rassise.

— Il vous regardait, a-t-elle dit doucement. Pas la rue. Vous.

Élise a réfléchi trente secondes.

Puis elle a sorti l’enveloppe kraft de son sac et l’a posée sur la table entre elles.

— Vous n’êtes pas la seule à avoir gardé quelque chose depuis 1996, a dit Élise.

Claire a regardé l’enveloppe.

— Qu’est-ce que c’est ?

— Je ne sais pas exactement. Je ne l’ai jamais rouvert.

— Pourquoi maintenant ?

Élise a regardé la rue. L’homme sous la marquise n’avait pas bougé.

— Parce que je crois qu’on n’a plus le temps d’attendre.

Sortir du café (Bruxelles, 12 août 2019, 9h55 — 11h30)

L’homme sous la marquise n’avait pas bougé.

Élise l’avait observé par-dessus l’épaule de Claire pendant dix minutes, tout en tenant l’enveloppe kraft sur la table entre elles. Il était immobile avec cette qualité particulière de l’immobilité professionnelle — pas la statique d’un homme qui attend un bus ou regarde son téléphone, mais une présence ancrée, une façon d’occuper l’espace sans s’y intégrer vraiment.

— Il faut partir, avait dit Élise.

— On part et il nous suit.

— Ou on reste et il attend qu’on parte.

Elle avait réfléchi. Le café rue de Flandre avait une deuxième sortie — elle l’avait vérifié en entrant, par habitude, parce que c’était une habitude qu’elle avait depuis 1996 et qu’elle ne se donnait même plus la peine de justifier. La sortie de derrière donnait sur une ruelle qui rejoignait la rue des Teinturiers, à cent mètres de là.

— Vous connaissez ce quartier ? avait-elle demandé à Claire.

— À peu près.

Elle lui avait expliqué rapidement. Claire écoutait avec cette attention concentrée qu’elle avait remarquée dès leur arrivée — pas quelqu’un qui panique, quelqu’un qui traite l’information et prend des décisions.

— On sort séparément. Vous passez par-derrière, vous prenez la rue des Teinturiers vers la gauche, vous marchez jusqu’à la place Sainte-Catherine. Il y a une terrasse en face de l’église, le Brasseur. Vous commandez quelque chose et vous attendez vingt minutes.

— Et vous ?

— Je sors par-devant.

Claire avait regardé la vitrine.

— Il va vous suivre vous.

— C’est l’idée.

Claire n’avait pas posé d’autre question. Elle avait pris son sac, avait laissé de l’argent sur la table — assez pour les deux consommations —, avait dit d’une voix normale *je vais aux toilettes*, et avait disparu vers le fond du café.

Élise avait attendu deux minutes. Elle avait rangé l’enveloppe dans son sac. Elle s’était levée, avait mis son manteau, avait salué le serveur d’un signe de tête.

Elle était sortie par la porte principale.

L’homme avait bougé immédiatement.

Elle l’avait vu dans le reflet d’une vitrine — pas directement, le reflet légèrement déformé par la courbure du verre, mais suffisant. Il avait quitté son poste sous la marquise. Il traversait la rue.

Elle avait marché à un rythme normal, ni trop vite ni trop lentement, en direction du canal. Elle avait tourné à gauche rue Antoine Dansaert, au milieu des boutiques qui ouvraient, des livreurs qui déchargeaient, de la ville qui reprenait son rythme après la pluie du matin.

Elle s’était arrêtée devant la vitrine d’une librairie. Elle avait regardé les livres exposés sans les voir, en regardant le reflet de la rue derrière elle.

L’homme s’était arrêté aussi. À vingt mètres. Il examinait son téléphone.

Ce n’était pas quelqu’un d’amateur — il ne la regardait pas directement, il n’était pas trop proche, il s’était fondu dans le mouvement de la rue avec une aisance qui disait une formation longue. Mais il était là.

Élise avait repris sa marche.

Au bout de dix minutes — deux rues, une traversée de boulevard, un arrêt dans une pharmacie pour acheter rien —, elle s’était retournée pour la première fois franchement.

L’homme n’était plus là.

Ce qui ne voulait pas dire grand-chose : soit il avait jugé qu’il avait ce dont il avait besoin, soit il l’avait confiée à quelqu’un d’autre, soit — hypothèse moins probable — il avait décidé qu’elle n’allait nulle part d’important. Elle avait choisi de fonctionner comme si la deuxième hypothèse était vraie.

La place Sainte-Catherine à dix heures et demie du matin était tranquille.

L’église gris-beige en fond, les marronniers, les terrasses qui montaient leurs parasols. Quelques clients matinaux au Brasseur. Claire était au fond de la terrasse, face à l’entrée, les mains autour d’un verre d’eau. Elle avait vu Élise arriver et n’avait pas changé d’expression.

Élise s’était assise en face d’elle.

— Vous êtes arrivée comment ?

— Sans problème. La ruelle était vide. Quelqu’un est sorti d’un appartement, mais il allait dans l’autre sens.

— On avait de l’avance sur lui.

— Ou il ne s’intéressait pas à moi.

— Il s’intéressait aux deux, dit Élise. Mais il vous a laissée partir parce que vous étiez déjà connue de lui. Moi, j’ai l’enveloppe.

Elle avait posé son sac sur la table.

— Je vais lire, avait-elle dit. Je n’ai pas ouvert ça depuis 1996.

Claire l’avait regardée.

— Vingt-deux ans ?

— Vingt-deux ans. J’aurais dû le faire bien avant. J’avais des raisons de ne pas le faire. Elles me semblent mauvaises ce matin.

Elle avait sorti l’enveloppe. Elle avait défait la fermeture — du ruban adhésif, jauni maintenant, qu’elle avait collé elle-même après la première lecture pour ne pas être tentée de rouvrir. Elle avait sorti les vingt-trois pages.

Le papier avait pris la couleur du vieux papier — légèrement ocre aux bords, le milieu encore blanc. Elle avait mis ses lunettes.

Elle avait lu pendant trente-cinq minutes.

Claire attendait. Elle avait commandé un café. Elle regardait la place sans rien dire — cette capacité au silence que Élise avait remarquée depuis leur première conversation, la capacité de quelqu’un qui a appris à ne pas remplir l’espace par nervosité.

Élise lisait.

La liste de vingt-deux noms — elle les avait tous mémorisés en 1996 mais certains lui avaient échappé au fil des ans, et les retrouver maintenait comme une sorte de choc silencieux. Certains étaient morts. Certains qu’elle reconnaissait pour avoir suivi leur carrière. Un magistrat qu’elle avait interviewé deux fois, qui avait une réputation de droiture absolue dans le milieu judiciaire belge. Un fonctionnaire européen dont elle avait croisé le nom dans des dossiers économiques.

Les notes manuscrites — l'écriture était d'un homme formé à rédiger des rapports, les lignes droites sans réglure, les chiffres précis, les dates en format militaire (14.01.95, 23.03.95, 07.06.95). Des lieux : une adresse à Uccle, une à Lasne, une à Tervuren. Des montants.

Et la phrase en bas de la dernière page.

Ce n'est pas un réseau pédophile avec des connexions politiques. C'est un réseau politique avec des pratiques pédophiles. La différence n'est pas sémantique.

Elle avait posé les pages.

Elle avait enlevé ses lunettes.

— L'homme qui a écrit ça, avait-elle dit. Je ne l'ai jamais cherché. J'aurais dû.

— Vous n'auriez pas trouvé, avait dit Claire. Il ne voulait pas être trouvé.

— C'est le même homme que l'enveloppe glissée sous votre porte ?

— Presque certainement. L'écriture est différente — le document qu'il m'a envoyé était tapé à la machine. Mais la logique est la même. La façon de diviser l'information, de ne donner que ce que l'autre peut utiliser. Quelqu'un qui connaît le travail de renseignement.

— Un gendarme.

— Probablement.

Élise avait regardé la liste de noms. Elle avait regardé la feuille plastifiée que Claire avait posée à côté — les quarante-sept lignes, le nom à la ligne 23 qui croisait le réseau Epstein.

— Il y a un nom dans ma liste qu'on retrouve dans la vôtre, avait-elle dit. Le fonctionnaire européen. Ligne 7 dans mon document, ligne 23 dans le vôtre.

— Je sais.

— Vous l’avez vu aussi.

— Oui. Il y a deux ans. Guardian.

Élise avait regardé Claire.

— Vous attendiez depuis deux ans ?

— J’attendais le bon moment. Le bon interlocuteur. Epstein mort, c’était les deux en même temps.

Un silence. Les marronniers bougeaient légèrement. Une mère traversait la place avec un landau.

— Qu’est-ce qu’on a ? avait demandé Élise.

— Deux documents qui se recoupent partiellement. Un réseau identifié mais non prouvé. Des noms sans preuves directs. C’est publiable ?

— Seul, non. Dans un contexte — peut-être. Si on trouve des corroborations.

Son téléphone avait sonné.

Numéro inconnu.

Elle avait failli ne pas décrocher. Et puis elle avait pensé que les gens qui avaient quelque chose d’important à dire appelaient souvent de numéros inconnus.

— Mathon.

— Élise Mathon ? Ici Mathieu Lorsignol. Premier substitut au parquet fédéral. Nous ne nous connaissons pas.

Elle avait regardé Claire par-dessus la table.

— Je vous connais de nom, avait-elle dit.

Ils avaient raccroché avec un rendez-vous fixé pour midi.

Élise avait posé son téléphone. Claire la regardait.

— Qui c’était ?

— Un magistrat. Il a vingt-deux noms sur une liste dans un tiroir chez lui. Crane vient de lui rendre visite.

Claire avait marqué un temps.

— Comment est-ce qu’un magistrat a une liste dans un tiroir ?

— Parce qu’il était là en 1996. Parce qu’il a vu le périmètre se mettre en place et qu’il a obéi et qu’il vit avec ça depuis vingt-trois ans. Il n’est pas différent de vous ou de moi, avait dit Élise. Il a gardé quelque chose qu’il ne pouvait pas utiliser seul.

Elle avait regardé la place Sainte-Catherine — les gens, les terrasses, la ville ordinaire du mardi matin.

— Crane a visité Lorsignol ce matin, avait-elle dit. Il vous a surveillées toutes les deux rue de Flandre. Il a visité Gembloux dans la nuit. Il est partout.

— Ce qui veut dire qu’il sait ce qu’on a.

— Oui. Et il veut l’évaluer avant qu’on l’assembles. Si on le laisse nous voir séparément, il peut gérer. Si on se retrouve tous ensemble avec toutes les pièces —

— Il ne peut plus gérer.

— Exactement.

Elle avait remis les vingt-trois pages dans l’enveloppe.

— On va chez Lorsignol. Ensuite Gembloux. On n’a pas de temps à perdre.

Claire avait fini son café. Elle avait regardé la rue, la place, la normalité apaisante de la ville autour d’elles.

— Vous avez peur ? avait-elle demandé.

Élise y avait réfléchi sérieusement.

— Depuis vingt-deux ans, avait-elle dit. Ce n’est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c’est que cette fois je pense qu’on peut faire quelque chose.

Elles avaient payé et étaient parties dans des directions différentes, pour se retrouver vingt minutes plus tard devant le parquet fédéral.

Chapitre 6 — Le gendarme (Bruxelles / Liège, 1996-2019)

Son nom était Edmond Stassen.

Il avait cinquante-huit ans en 1996. Gendarme depuis trente-deux ans, sous-officier en chef à la brigade de Wavre, une carrière tranquille dans une gendarmerie belge qui n'était pas toujours tranquille. Il avait vu des choses. Des choses qui font partie du métier. Des choses qui n'en font pas partie.

Il était l'homme à l'imperméable beige.

En août 1996, quand les filles avaient été retrouvées — Sabine dans la cave, Laetitia chez le voisin, les corps de Julie et Melissa dans le jardin de Sars-la-Buissière — Stassen était sur le terrain. Pas dans les caves de Dutroux. Dans les couloirs. Dans les réunions où les responsables de brigade comparaient leurs informations et leurs non-informations.

Il y avait eu plusieurs alertes sur Dutroux avant août 1996. Stassen le savait parce qu'il avait lui-même rédigé un rapport en janvier 1995 — un rapport qui documentait des informations reçues d'une source, sur un individu de la commune de Marcinelle, sur des comportements et des allées et venues qui méritaient vérification. Il avait déposé ce rapport au greffe de la brigade.

Le rapport avait disparu.

Pas immédiatement. Il avait existé pendant plusieurs mois — il en avait lui-même une copie, dans un tiroir chez lui, parce que c'était une habitude qu'il avait prise au fil des années pour ce type de dossier. Et puis un jour il avait voulu le vérifier dans le registre et le numéro de dossier correspon-

dait à une entrée vide. Entrée créée, contenu supprimé. La date de suppression ne figurait pas dans le registre — ce qui n'était pas possible selon les procédures, mais qui s'était manifestement produit quand même.

Il avait demandé à son supérieur. Son supérieur lui avait dit que les registres numériques présentaient parfois des anomalies, que ça serait vérifié, et l'avait regardé d'une façon que Stassen avait appris à reconnaître au fil des années. La façon dont on regarde quelqu'un pour lui signifier qu'il vient de toucher une limite et que sa prochaine décision va déterminer le reste de sa carrière.

Il avait arrêté de demander.

Après l'arrestation de Dutroux, les dossiers avaient commencé à remonter. Des dossiers enterrés, des alertes ignorées, des rapports manquants. L'ampleur de la négligence — ou de pire que la négligence — était devenue progressivement visible, et la Commission parlementaire qui avait été créée pour instruire les dysfonctionnements de la gendarmerie et de la police judiciaire avait convoqué des témoins.

Stassen n'avait pas été convoqué.

Il avait attendu. Il avait pensé qu'ils arriveraient jusqu'à lui, jusqu'à son rapport de janvier 1995. Ils n'y étaient pas arrivés. Soit parce qu'ils ne savaient pas que ce rapport avait existé — possible, si sa suppression avait été suffisamment propre. Soit parce qu'ils savaient et avaient décidé de ne pas tirer ce fil.

La seconde hypothèse était la plus probable.

En octobre 1996, il avait pris une décision.

Il avait recopié les éléments essentiels de sa copie du rapport, plus ce qu'il savait par d'autres canaux — des conversations, des noms entendus, des connexions qu'un homme de terrain accumule sans toujours les noter formellement. Il avait mis ça dans une enveloppe. Il avait cherché quelqu'un à qui la donner.

Il ne cherchait pas un policier. Les policiers savaient ou choisissaient de ne pas savoir.

Il ne cherchait pas un magistrat. Les magistrats avaient leurs propres contraintes.

Il cherchait un journaliste. Quelqu'un qui avait posé les bonnes questions et qui s'était vu opposer les mauvaises réponses. Quelqu'un qui avait assez d'intégrité pour comprendre ce qu'il lui donnait, et assez de prudence pour ne pas le brûler immédiatement.

Il avait lu les articles d'Élise Mathon depuis août. Il avait regardé ses interventions à la télévision. Il avait vu dans ses questions, dans ses formulations, dans la façon dont elle revenait sur les mêmes points avec une obstination tranquille, quelqu'un qui cherchait le même fil que lui.

Il lui avait donné l'enveloppe un dimanche d'octobre, sur le boulevard du Régent, pendant que trois cent mille Belges marchaient en silence pour des enfants morts.

Les années qui avaient suivi avaient été des années de silence.

Stassen avait pris sa retraite en 2003. Il vivait dans une maison à Gembloux, une maison avec un jardin, une vie de retraité que sa femme appelait paisible et lui appelait autrement dans sa tête.

Il avait suivi le procès de 2004. Il avait lu les comptes-rendus d'audience tous les jours. Il avait attendu — chaque jour, pendant les quatre mois du procès — qu'un avocat de la défense ou de la partie civile mentionne ce que lui savait. Les connexions. Le réseau. Les noms.

Personne n’en avait parlé.

Il était allé une fois au Palais de Justice de Liège pendant les audiences — pas pour témoigner, juste pour voir. Il s’était assis dans la salle au fond à gauche, parmi les observateurs, et il avait regardé Dutroux dans le box des prévenus. Un homme ordinaire en apparence — un peu rondelet, des lunettes, une façon de suivre les débats qui ressemblait à la façon dont n’importe quel fonctionnaire suit une réunion dont il n’est pas le principal objet. Stassen avait regardé cet homme et avait pensé à toutes les fois où il avait entendu le mot *monstre* dans les médias pour désigner quelqu’un.

Les monstres n’existaient pas. Il y avait des hommes qui avaient fait des choses monstrueuses, dans des systèmes qui leur avaient permis de les faire, protégés par des institutions qui avaient quelque chose à perdre si la vérité sortait.

Ça, ça existait.

Il était rentré à Gembloux ce soir-là et il avait ouvert sa copie du rapport de janvier 1995. Il l’avait relu. Puis il l’avait rangé.

Il avait continué à vivre.

Le périmètre avait tenu.

Dutroux avait été condamné à la réclusion à perpétuité. Nihoul à cinq ans. Les autres prévenus à des peines légères. Les véritables questions n’avaient jamais été posées dans la salle d’audience. Ce que Stassen avait vu dans le regard du procureur de Liège en 1996 — *ce dossier a un périmètre* — était vrai, et le périmètre avait été parfaitement respecté.

Il avait continué à vivre. C’est ce qu’on fait.

Il avait continué à conserver sa copie du rapport de janvier 1995.

Il était mort le 14 mars 2019, d’un cancer du poumon.

Il fumait depuis quarante ans. Le cancer n’avait rien de suspect. Il avait eu le temps de s’y préparer, de régler ses affaires, de dire au revoir.

Dans les semaines précédant sa mort, il avait fait une chose.

Il avait retrouvé l’adresse de Claire Donné — ce n’était pas difficile, il avait ses connexions, même à la retraite, et Claire n’avait pas cherché à disparaître. Il lui avait envoyé un document. Un document qu’il possédait depuis 1995 et qu’il n’avait jamais su à qui confier — trop précis pour un journaliste sans recoupement, trop explosif pour un magistrat qui aurait pu l’enterrer.

Il lui avait envoyé ce document parce qu’elle était la seule personne qu’il connaissait qui avait une raison personnelle de ne jamais laisser tomber.

Il n’avait pas joint de lettre d’explication.

Peut-être qu’il avait manqué de temps. Peut-être qu’il pensait que le document se suffisait à lui-même.

Peut-être qu’il savait, depuis vingt-deux ans, que Claire Donné savait déjà l’essentiel.

Stassen était mort depuis cinq mois quand Epstein est mort à son tour.

Il n’avait pas su qu’Epstein mourrait le 10 août 2019. Il ne pouvait pas savoir que sa mort dans une cellule new-yorkaise allait rouvrir tous les dossiers en même temps, créer dans la presse mondiale une fenêtre d’investigation dont certaines personnes allaient tenter de profiter et d’autres tenter de fermer.

Mais quelque chose dans son timing suggérait qu’il l’avait pressenti.

Qu’il avait su, à sa façon, que ça finirait par arriver. Que quelqu’un finirait par mourir d’une façon qui rendrait les autres morts moins acceptables. Et qu’il valait mieux que les documents soient dans les bonnes mains avant ce moment-là.

Edmond Stassen était mort cinq mois trop tôt pour voir son calcul se vérifier.

L’homme sous la marquise rue de Flandre, ce matin du 12 août 2019, n’était pas Stassen.

C’était Richard Crane.

Mais il regardait Élise Mathon de la même façon que Stassen l’avait regardée en 1996 — avec la même intensité et la même question silencieuse : *qu’est-ce que vous allez faire de ce que vous savez ?*

La différence était que Stassen avait voulu qu’elle s’en serve.

Crane voulait qu’elle ne s’en serve pas.

Chapitre 7 — Deux hommes qui savent (Bruxelles, 12 août 2019, 8h15)

Lorsignol avait refusé l'appel du numéro masqué.

Il avait ensuite passé deux heures à se demander si c'était la bonne décision. Pas parce qu'il voulait parler à cet inconnu — ou à cet homme qu'il ne connaissait pas encore mais dont il imaginait parfaitement le profil. Parce que refuser un appel ne fait pas disparaître la personne qui appelle. Ça lui signale juste que vous êtes au courant, que vous avez décidé d'avoir peur, et que vous préférez l'esquive à la confrontation.

L'esquive avait l'avantage d'être moins dangereuse à court terme.

Elle avait l'inconvénient de laisser l'initiative à l'autre.

À huit heures moins le quart, on avait sonné à sa porte.

Il habitait rue de Livourne, dans la commune d'Ixelles. Un immeuble de standing raisonnable, quatrième étage, un appartement trop grand pour lui depuis que ses fils avaient quitté la maison et que sa femme était partie à sa suite, doucement, sans esclandre, avec la courtoisie froide des fins de mariage entre gens bien élevés.

L'homme au seuil de sa porte était grand, propre, souriant. Un sourire professionnel — le genre de sourire qui dit *je suis inoffensif* précisément parce qu'il a été entraîné à le dire.

— Monsieur Lorsignol. Je m'appelle Richard Crane. Je vous ai appelé hier soir.

— Je sais qui vous êtes, a dit Lorsignol.

— Ah. Bien. Puis-je entrer ?

Lorsignol avait réfléchi deux secondes. Dans ces deux secondes, il avait considéré les options. Appeler la police — absurde, c'était probablement de la police d'une sorte que cet homme relevait. Refuser de le laisser entrer — possible, mais Crane entrerait de toute façon, si pas maintenant, plus tard, d'une façon ou d'une autre. Ou il enverrait quelqu'un d'autre. Ou il utiliserait un levier différent.

Il l'avait laissé entrer.

Ils s'étaient assis dans le salon. Lorsignol n'avait pas proposé de café. Crane n'en avait pas demandé.

Il y avait entre eux, sur la table basse, le genre de silence qui n'attendait pas qu'on le remplisse. Le silence de deux personnes qui savent mutuellement ce que l'autre sait et qui prennent le temps de calibrer ce qu'elles vont en faire.

Ce fut Crane qui parla le premier.

— Vous avez une liste, a-t-il dit. Vingt-deux noms, rédigée à la main, encre bleue, sur une feuille de papier standard. Vous la conservez dans un tiroir à clé dans votre bureau, à moins que vous ne l'ayez déplacée depuis la semaine dernière.

Lorsignol n'a pas répondu.

— Ce n'est pas une menace, a dit Crane. C'est une information. Je veux juste qu'on sache tous les deux ce que l'autre sait. C'est plus efficace que de faire semblant.

— D'accord, a dit Lorsignol. Alors faites pareil. Qui êtes-vous vraiment ?

— Je vous l'ai dit. Je travaille pour le gouvernement américain.

— Dans quelle capacité.

— Dans une capacité qui n'a pas de nom public.

— CIA.

Crane n’a ni confirmé ni démenti. Il a légèrement incliné la tête — un mouvement qui voulait dire *vous n’êtes pas loin* tout en maintenant le flou nécessaire.

— Ce que vous appelez le réseau, a-t-il dit, n’est pas une entité homogène. Ce n’est pas une organisation avec une structure, des statuts, un président. C’est un écosystème. Des individus avec des intérêts convergents qui ont développé au fil du temps des pratiques communes et des mécanismes de protection mutuelle. Certains de ces individus avaient des connexions avec des réseaux américains. Des connexions dont monsieur Epstein était, disons, un point de contact.

— Un point de contact.

— Un facilitateur. Un homme qui savait qui était qui, qui voulait quoi, et qui avait la discrétion nécessaire pour que ces besoins soient satisfaits sans laisser de traces inutiles.

Lorsignol a regardé ses mains.

— Vous parlez de ça comme s’il s’agissait d’un service de conciergerie.

— Dans une certaine mesure, c’en était un. La nature des services rendus est horrifiante — je ne vais pas prétendre le contraire. Mais la mécanique est la même que pour n’importe quel système de compromission : créer des dépendances, enregistrer des preuves, maintenir le contrôle. C’est aussi vieux que les services de renseignement.

— Et vous gérez ça. Vous maintenez ça en place.

— Je m’assure que ça ne devienne pas incontrôlable. Nuance.

Lorsignol l’a regardé.

— Je ne vois pas la nuance.

Crane s’est penché légèrement en avant.

— La nuance, monsieur Lorsignol, c’est ceci : si ce que contient votre liste devient public demain, dans le contexte actuel — la mort d’Epstein, l’appel de cette femme à madame Mathon cette nuit, le document que cette même femme a en sa possession — ce qui se passe n’est pas une révélation propre et cathartique. Ce qui se passe, c’est un effondrement incontrôlé. Des gens paniquent. Des documents disparaissent en masse. Des témoins clés deviennent inaccessibles. Et dans six mois, après le bruit médiatique, après les tribunes dans les journaux et les commissions parlementaires, on se retrouve exactement au même point. Ça s’est produit en Belgique en 1997. En Grande-Bretagne en 2015 avec l’opération Midland. Aux États-Unis en 2008 avec le deal Acosta.

— Vous m’expliquez que la protection du réseau est dans l’intérêt de la vérité.

— Je vous explique que la destruction désordonnée du réseau sert les intérêts des gens les mieux positionnés pour gérer le chaos. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes que les vôtres.

Long silence.

La rue de Livourne en dessous. Le bruit sourd de Bruxelles qui s’éveillait. Une voiture. Un klaxon lointain.

— Qu’est-ce que vous voulez, a dit Lorsignol.

— Je veux que vous ne parliez à personne. Ni à madame Mathon. Ni à un collègue. Ni à un avocat. Je veux que vous gardiez votre liste exactement là où elle est. Et je veux que vous compreniez que ce que je vous demande n’est pas de couvrir des criminels — c’est de laisser à des gens compétents le soin de gérer ça d’une manière qui ne se retourne pas contre tout le monde.

— Des gens compétents comme vous.

— Des gens avec une vue d’ensemble.

Lorsignol s’est levé. Il est allé à la fenêtre. Il a regardé la rue.

— J’ai obéi une fois, a-t-il dit. En 1996. J’avais vingt-neuf ans et quelqu’un m’a dit que ce dossier avait un périmètre. J’ai respecté le périmètre. J’ai fait ma carrière à l’intérieur du périmètre. Et voilà vingt-trois ans que je vis avec ça.

Crane n’a pas répondu.

— Je ne vais pas vous répondre ce matin, a dit Lorsignol. Je vais réfléchir.

— C’est raisonnable.

— Je veux que vous partiez maintenant.

Crane s’est levé sans hâte. Il a boutonné sa veste. Il a pris son manteau sur le dossier du fauteuil où Lorsignol ne l’avait pas vu le poser.

À la porte, il s’est retourné.

— Une chose encore. Edmond Stassen. Vous le connaissez ?

Lorsignol a senti quelque chose se contracter dans sa poitrine.

— Vaguement. Pourquoi ?

— Parce que monsieur Stassen n’a pas gardé sa liste dans un tiroir. Monsieur Stassen a envoyé un document à Claire Donné avant de mourir. Ce document contient quelque chose que le document de 1996 ne contenait pas. Quelque chose qui ne concerne pas seulement 1995 et 1996.

Crane a ouvert la porte.

— Monsieur Stassen avait une mémoire longue. Il était à la Gendarmerie depuis 1964. Il avait vu des choses bien avant Dutroux. Des choses des années quatre-vingt, en Brabant wallon. Des choses dont certains dossiers sont toujours scellés et d’autres ont disparu.

Il a regardé Lorsignol une dernière fois.

— Réfléchissez bien, a-t-il dit. Pas seulement à ce que vous voulez faire. À ce que vous pouvez vous permettre de laisser sortir.

Il est parti.

Lorsignol est resté dans l'entrée, la main sur la poignée de la porte fermée, pendant un long moment.

Le Brabant wallon.

Il avait toujours su que les fils se rejoignaient quelque part. Il ne savait pas que c'était le même homme qui les tenait tous.

Edmond Stassen. Trente-deux ans de Gendarmerie. La brigade de Wavre — à quinze kilomètres des supermarchés où les tueurs du Brabant avaient laissé vingt-huit morts entre 1982 et 1985.

Wavre. La même brigade. Les mêmes années.

Lorsignol est retourné dans son bureau.

Il a ouvert le tiroir. Il a pris la liste.

Il l'a regardée différemment cette fois.

Pas en cherchant les noms — il les connaissait par cœur, il aurait pu les écrire les yeux fermés dans l'ordre exact où il les avait notés ce soir de 1996 au bord de la Meuse. Vingt-deux noms. Vingt-deux personnes dont certaines étaient mortes, certaines à la retraite, certaines encore en poste.

Il la regardait autrement. Il essayait de voir ce qu'elle ne contenait pas.

Stassen avait une liste. Élise Mathon avait une enveloppe avec vingt-trois pages. Claire Donné avait une feuille plastifiée. Et dans un grenier de Gembloux, un carton que personne n'avait encore ouvert.

Des pièces d’un puzzle que quelqu’un avait disséminé de façon à ce qu’aucune intervention ne puisse les récupérer toutes.

C’était une stratégie de distribution. Pas la stratégie d’un homme paniqué — la stratégie d’un homme qui avait compris que centraliser était dangereux, que disséminée l’information résistait mieux, que le maillage l’emportait sur la concentration.

Un homme de la gendarmerie qui avait vu comment les dossiers disparaissaient.

Lorsignol avait passé sa vie dans les institutions judiciaires. Il avait vu des dossiers disparaître. Il avait vu des magistrats recevoir des avancements exactement quand il aurait fallu qu’ils continuent à instruire. Il avait vu des témoignages être classés par des voies qui, si on les suivait assez loin, menaient vers des bureaux dont les occupants s’assuraient que certaines choses restaient dans les périmètres.

Il n’avait pas trop regardé. C’était le problème.

Il avait regardé le Brabant. Il avait pensé à ce que Crane avait dit — *des choses des années quatre-vingt, en Brabant wallon*. Des choses dont certains dossiers étaient toujours scellés et d’autres avaient disparu.

Lorsignol était né en 1967. En 1982, il avait quinze ans et habitait à Ixelles avec ses parents. Il avait regardé les informations sur les tueries du Brabant comme tous les Belges avaient regardé les informations — avec la peur diffuse de quelqu’un qui comprend que la violence peut arriver n’importe où, dans un supermarché ordinaire, un jeudi soir.

Il n’avait jamais fait le lien.

Il le faisait maintenant.

La même brigade de Wavre. Les mêmes années. Un gendarme qui avait reçu des informations et ne les avait pas transmises parce que les voies normales étaient fermées. Et dix ans plus tard, dans les couloirs du même système, le même mécanisme de fermeture qui s'activait autour d'un autre dossier.

C'est un réseau politique avec des pratiques criminelles.

Stassen avait écrit ça en bas de la dernière page de l'enveloppe de 1996. Lorsignol l'avait lu vingt-trois ans plus tôt. Il avait pensé que c'était une formulation juste mais théorique — la façon dont un homme de terrain essayait de synthétiser quelque chose de trop grand pour être dit simplement.

Maintenant il comprenait que c'était autre chose. Que c'était la formulation d'un homme qui avait vu le même réseau fonctionner sur deux périodes différentes. Qui avait compris la continuité.

Il a posé la liste sur son bureau.

Il a cherché le numéro d'Élise Mathon.

Chapitre 8 — Ce que Stassen savait (Brabant wallon / Gembloux, 1982-2019)

Il faut revenir en arrière.

Il faut revenir à l'époque où Edmond Stassen avait quarante-cinq ans et une moustache et un bureau à la brigade de Wavre, et où ce qui allait se passer n'était pas encore arrivé.

En septembre 1982, deux mois avant la première vague d'attentats dans les supermarchés du Brabant wallon, Stassen avait reçu un visiteur.

Pas un visiteur officiel — pas un signalement, pas un rendez-vous dans le registre. Un homme qui était entré par la porte de derrière, celle qui donnait sur le parking, avec la complicité d'un adjudant que Stassen ne voulait pas nommer parce que l'adjudant était mort depuis longtemps et que les morts n'ont pas à répondre de ce qu'ils ont fait.

L'homme s'appelait Renard.

Pas un nom de couverture — c'était son vrai nom, Philippe Renard, gendarme à Liège, un homme que Stassen connaissait de loin pour avoir travaillé brièvement avec lui sur un dossier de trafic d'armes en 1979. Un homme sérieux. Un homme qui ne se déplaçait pas sans raison.

Renard lui avait dit qu'il avait des informations sur un groupe. Un groupe organisé, bien équipé, avec des connexions dans la hiérarchie militaire. Il lui avait dit que ce groupe préparait quelque chose. Qu'il ne savait pas exactement quoi. Qu'il avait essayé de remonter l'information par les voies normales et que les voies normales s'étaient fermées les unes après les autres.

Il avait donné à Stassen un nom. Karl Voss. Officier de réserve, connections à l'OTAN, profil qui ne collait pas avec un criminel ordinaire — trop formé, trop méthodique, trop calme. Un homme qui croyait à ce qu'il faisait.

— Qu'est-ce que je fais avec ça ? avait demandé Stassen.

— Vous gardez ça, avait dit Renard. Au cas où. Si ça commence à se passer et que vous reconnaissez le schéma — vous savez que vous avez été prévenu. Et vous savez qui d'autre a été prévenu et n'a pas agi.

Il était reparti par la porte de derrière.

Trois mois plus tard, les tueurs du Brabant avaient ouvert le feu dans un supermarché à Braine-l'Alleud.

Huit morts.

Stassen avait reconnu le schéma.

Il n'avait pas agi — pas de la façon dont Renard avait peut-être espéré.

Le soir du premier attentat, en décembre 1982 — le supermarché de Braine-l'Alleud, huit morts, des femmes qui faisaient leurs courses un jeudi soir — il était rentré chez lui et avait sorti le carnet avec les notes prises le soir du passage de Renard. Il avait relu. Karl Voss. Officier de réserve. Connexions OTAN. *Quelque chose qui allait se passer.*

Il avait mis le carnet dans le tiroir du bas de son bureau.

Il s'était assis à la table de la cuisine avec Marthe qui lui avait demandé ce qu'il y avait. Il avait dit *rien, les nouvelles*, et elle n'avait pas insisté parce que c'était l'époque où les nouvelles suffisaient à expliquer le visage qu'ont les gens qui regardent la télévision.

Il s'était couché. Il n'avait pas dormi.

Ce qu’il pensait, dans l’obscurité de leur chambre à Wavre pendant que Marthe dormait à côté de lui, c’était ceci : qu’un homme ordinaire qui transmet une information reçoit soit de la gratitude soit une carte de mutation. Qu’il n’avait aucune garantie que la première option était disponible. Que les gens qui avaient décidé de ne pas écouter Renard — et Renard avait essayé les voies normales, il l’avait dit — avaient des raisons de vouloir que cette information ne circule pas plus loin.

Qu’informer pouvait être une façon de devenir un problème.

Il n’avait pas agi.

Après le deuxième attentat, en janvier 1983 — Anderlecht cette fois, sept morts —, il avait relu ses notes. Il avait regardé le nom de Karl Voss. Il avait failli appeler Renard. Il avait décidé d’attendre encore — pas de lâcheté pure, quelque chose de plus compliqué : il voulait comprendre s’il y avait un canal sûr, quelqu’un en qui il avait confiance assez pour transmettre sans risquer.

Il n’avait pas trouvé.

Il n’avait pas agi.

Les attentats avaient continué. 1982. 1983. 1984. 1985. Vingt-huit morts en tout, répartis sur vingt-deux mois, dans des supermarchés et un magasin d’armes et une série de hold-ups que la presse avait fini par appeler les tueries du Brabant wallon parce qu’on avait besoin d’un nom pour une chose sans nom.

Il n’était pas fier de ça.

Il avait eu peur. C’était la vérité simple — mais la vérité simple n’était pas simple du tout pour quelqu’un qui vivait avec vingt-huit morts dans un tiroir. Il avait vu ce qui arrivait aux gens qui tiraient les mauvais fils dans la Gendarmerie belge de ces années-là — les mutations, les dessaisissements, les carrières qui s’arrêtaient net contre un mur invisible. Il avait une

femme, deux enfants, un crédit immobilier. Il avait fait le calcul que font les gens ordinaires face aux choses extraordinaires, et il avait choisi de vivre.

Ce choix lui avait coûté quelque chose que personne ne voyait de l'extérieur mais qu'il portait comme on porte un objet trop lourd qu'on a fini par oublier qu'on porte.

Mais il avait tout gardé.

Les notes prises le soir après le passage de Renard — trois pages dans un carnet avec une couverture marron qu'il avait gardé jusqu'à sa mort. Le nom de Karl Voss. La date. La description physique de Renard. Les éléments qu'il lui avait donnés.

Et un autre élément que Renard n'avait pas dit mais que Stassen avait compris par lui-même, dans les années qui avaient suivi, en recoupant ce qu'il savait du réseau Gladio en Belgique — l'existence d'un réseau stay-behind, financé par l'OTAN, activé par des éléments qui avaient décidé de son propre chef que la fin justifiait les moyens.

Ce que les attentats du Brabant avaient de commun avec ce qui allait se passer dix ans plus tard avec Dutroux — ce que Stassen avait mis des années à articuler clairement, d'abord pour lui-même, puis dans les notes qu'il avait rédigées à la retraite — c'était une architecture.

La même architecture.

Des réseaux protégés en haut. Des exécutants dépensables en bas. Des connexions institutionnelles qui garantissaient l'impunité. Et au milieu, quelque chose qu'on ne voulait pas nommer parce que le nommer obligeait à tirer des conclusions sur la nature de l'État belge, sur la nature de l'Alliance atlantique, sur ce que des gens très puissants étaient capables de faire quand ils étaient suffisamment convaincus d'agir pour le bien commun.

Ce n'est pas un réseau criminel avec des protections politiques.

C’est un réseau politique avec des pratiques criminelles.

Il n’avait pas inventé cette formulation. Il l’avait écrite dans ses notes parce qu’elle était juste, parce qu’elle capturait quelque chose que les mots habituels ne capturaient pas.

Il ne savait pas qu’il l’avait écrite aussi, mot pour mot, dans l’enveloppe qu’il avait donnée à Élise Mathon en octobre 1996.

Certaines formulations arrivent quand la réalité en a besoin.

À la retraite, à Gembloux, Stassen avait continué à lire.

Il avait lu les rapports de la Commission Verwilghen. Il avait lu les livres d’investigation sur Gladio en Italie, en Belgique, en Allemagne — les connexions entre les réseaux stay-behind et les attentats de la stratégie de la tension. Il avait lu les articles sur Epstein à partir de 2010, quand les premiers articles sérieux avaient commencé à circuler. Il avait lu Whitney Webb, *One Nation Under Blackmail*, en version anglaise, avec un dictionnaire à côté parce que son anglais était rouillé mais parce que certains livres méritaient l’effort.

Et il avait commencé à voir ce que personne — à sa connaissance — n’avait encore écrit clairement.

Le réseau qu’Epstein gérait aux États-Unis n’était pas une anomalie américaine. C’était la version américaine d’une architecture qui existait dans tous les pays de l’Alliance depuis les années cinquante. La compromission comme outil de contrôle. La création de dépendances entre élites. L’enregistrement de preuves comme monnaie d’échange et comme assurance.

Gladio était la version militaire de cette architecture. Epstein était la version civile. Le réseau Nihoul-Dutroux était la version belge de la version civile.

Trois visages du même système.

Trois façons de tenir les gens.

Il avait commencé à rédiger un document. Pas un livre — il n'était pas écrivain. Un document de travail. Une synthèse de ce qu'il savait, organisée chronologiquement, avec des références aux sources publiques qui corroboraient ce qu'il avait vu personnellement.

Ce document faisait soixante-deux pages.

Il n'en avait donné qu'une partie à Claire Donné — la partie qui concernait 1995-1996, la partie que Claire pouvait comprendre et utiliser parce qu'elle en était partie prenante. Le reste il l'avait gardé.

Quand le cancer avait rendu le pronostic clair, il avait réfléchi à ce qu'il allait faire des cinquante pages restantes.

Il n'avait pas eu le temps de trouver la bonne réponse.

Les cinquante pages étaient dans une boîte en carton dans sa maison de Gembloux. Sa femme, qui ne savait pas ce que c'était, ne les avait pas jetées parce qu'elle ne jetait rien. Elle les avait mises dans le grenier avec les autres affaires de son mari qu'elle ne savait pas encore comment trier.

La maison de Gembloux était vide depuis mars 2019.

Pas tout à fait vide, à partir du 11 août.

Richard Crane avait envoyé quelqu'un à Gembloux dans la nuit du 10 au 11 août, dans les heures qui avaient suivi la mort d'Epstein.

La maison était fermée à clé. Ce n'était pas un obstacle.

L'équipe avait cherché pendant quatre heures. Elle avait trouvé la boîte en carton. Elle avait photographié les cinquante pages. Elle avait remis la boîte dans le grenier exactement comme elle l'avait trouvée.

Crane avait reçu les photos à 6h30 du matin, dans l’avion qui le menait à Bruxelles.

Il avait lu les cinquante pages pendant la descente.

Et il avait compris deux choses.

La première : Stassen savait sur le Brabant wallon des choses que personne d’autre n’avait jamais écrites. Des choses qui reliaient les attentats à des officiers en poste à l’OTAN à Bruxelles, à des décisions prises dans des bureaux que Crane connaissait bien pour avoir travaillé dans les mêmes structures vingt ans plus tard.

La seconde : la partie que Stassen avait donnée à Claire Donné — le document de 1995-1996 — était le moins explosif des deux.

Le plus explosif était dans le grenier de Gembloux.

Et si Élise Mathon et Claire Donné mettaient leurs documents en commun ce matin, et si elles remontaient jusqu’à la maison de Gembloux, et si la veuve de Stassen leur donnait accès au grenier —

La descente de l’avion s’était terminée.

Crane avait rangé son ordinateur.

Il avait une heure et quarante minutes de retard sur les événements.

C’était la première fois depuis longtemps.

Chapitre 9 — Gembloux (12 août 2019, 10h30)

Le téléphone d'Élise avait sonné pendant qu'elle lisait les vingt-trois pages.

Elle avait regardé le numéro. Inconnu. Elle avait failli ne pas décrocher — elle avait suffisamment d'inconnues ce matin-là. Et puis elle avait pensé que les gens qui voulaient lui parler et qu'elle ne connaissait pas étaient peut-être exactement les gens dont elle avait besoin.

— Mathon.

— Élise Mathon ? Ici Mathieu Lorsignol. Premier substitut au parquet fédéral. Nous ne nous connaissons pas.

Elle avait regardé Claire par-dessus la table.

— Je vous connais de nom, avait-elle dit.

— Quelqu'un vient de passer chez moi. Je crois que vous savez de qui il s'agit. Il m'a dit que vous étiez rue de Flandre avec une femme qui s'appelle Donné.

Élise n'avait pas répondu.

— Je ne vous appelle pas pour vous menacer, avait dit Lorsignol. Je vous appelle parce que cet homme m'a mentionné un nom. Edmond Stassen. Est-ce que ce nom vous dit quelque chose ?

— Non.

— Il devrait. Venez à mon bureau. Les deux, si madame Donné est avec vous. Pas maintenant — dans deux heures. Le temps que je m'assure que je ne suis pas suivi.

Il avait raccroché avant qu’elle réponde.

Élise et Claire étaient restées dans le café encore vingt minutes.

L’homme sous la marquise avait disparu. Ça ne voulait rien dire — soit il était parti, soit il s’était déplacé vers un endroit moins visible. Élise avait l’expérience suffisante pour savoir que la surveillance qui se voit n’est pas la surveillance qui compte.

Elle avait lu les vingt-trois pages de l’enveloppe — pour la première fois depuis 1996, avec vingt-deux ans de recul et vingt-deux ans de ce qu’elle avait appris entre-temps. La liste de vingt-deux noms. Les notes manuscrites. La formule en bas de la dernière page.

Ce n’est pas un réseau pédophile avec des connexions politiques. C’est un réseau politique avec des pratiques pédophiles.

Elle avait regardé Claire.

— Qui a écrit ça, à votre avis ?

— Un gendarme, avait dit Claire. J’ai compris ça en recevant le document qu’on a glissé sous ma porte. La façon d’écrire, la structure des informations — quelqu’un formé à rédiger des rapports. Et quelqu’un qui avait une vue de l’intérieur.

— Le même quelqu’un ?

— Probablement. Je ne l’ai jamais su.

Maintenant elles savaient.

Edmond Stassen. Gendarme à Wavre. Un homme qui avait gardé trente ans de mémoire et qui avait trouvé, in extremis, la façon de la distribuer sans qu’elle disparaisse tout entière en même temps que lui.

Une partie à Élise en 1996 — via l’enveloppe sur le boulevard du Régent. Une partie à Claire en 1997 — via la feuille glissée sous la porte. Le reste à Gembloux, dans une boîte en carton, dans un grenier que personne ne savait chercher.

Sauf, apparemment, l’attaché culturel de l’ambassade américaine.

— On va chez Lorsignol, avait dit Élise. Et après on va à Gembloux.

— Pourquoi Gembloux ?

— Parce que Crane y a envoyé quelqu’un cette nuit. Et s’il y a envoyé quelqu’un, c’est qu’il y a quelque chose à trouver.

Le bureau de Lorsignol au parquet fédéral était au quatrième étage d’un immeuble rue des Quatre Bras, à deux minutes à pied du Palais de Justice. Un bureau fonctionnel, propre, avec des dossiers en ordre et une vue sur les toits.

Il les avait fait entrer par l’escalier de service.

Ils s’étaient assis tous les trois autour de sa table de travail. Lorsignol avait mis sa liste en face de lui. Élise avait mis ses vingt-trois pages. Claire avait mis sa feuille plastifiée.

Trois documents. Trois sources. Trois décennies de silence.

— Il y a un nom qui apparaît dans mon document et dans le vôtre, avait dit Lorsignol à Claire en comparant les listes. Un haut fonctionnaire à la Commission. Il est en poste depuis 1991. Il a survécu à six Commissions, trois scandales périphériques, et une enquête préliminaire en 2003 qui a été classée sans suite.

— Sans suite pourquoi ? avait demandé Élise.

— Parce que le magistrat qui instruisait a reçu un avancement six semaines après avoir classé.

— Vous pouvez le documenter ?

— Je peux documenter l’avancement. Le lien de causalité, non. C’est exactement le problème. Tout est vrai, rien n’est prouvable de façon judiciaire. Les connexions existent. Les coïncidences de timing existent. Mais à chaque fois il manque un élément — un témoignage, un document direct, une trace qui ferme la boucle.

— Sauf si Stassen avait cet élément.

Lorsignol avait regardé Élise.

— Crane a dit que Stassen avait des informations sur le Brabant wallon aussi. Que ses notes couvraient les années quatre-vingt.

— Stassen était à Wavre, avait dit Élise lentement. À la brigade de Wavre. Pendant les attentats.

— Oui.

— Il a vu les mêmes structures à deux décennies d’intervalle.

— C’est ce que Crane m’a dit. Et c’est ce qui lui fait peur, je crois — pas les documents de 1995 et 1996 séparément. La connexion. Le fait que quelqu’un ait eu la vue longue et ait gardé de quoi la documenter.

Claire avait posé les deux mains à plat sur la table.

— Il y a une veuve, avait-elle dit. À Gembloux. Madame Stassen.

— Elle ne sait peut-être pas ce qu’il avait gardé, avait dit Lorsignol.

— Non. Mais si Crane a envoyé quelqu’un dans cette maison, ce quelqu’un a peut-être photographié les documents sans les prendre. Pour ne pas alerter. Ce qui veut dire qu’ils sont encore là.

Silence.

— On y va ? avait dit Élise.

Gembloux, à trente-cinq kilomètres au sud de Bruxelles.

Une petite ville tranquille dans la province de Namur — des champs, une université agronomique, des rues calmes. La maison des Stassen était au bout d'une rue résidentielle, un bungalow des années soixante-dix avec un jardin bien tenu et des volets blancs.

Marthe Stassen avait soixante-douze ans. Elle avait ouvert la porte avec la prudence méfiante des personnes qui vivent seules depuis peu — une vigilance nouvelle, pas encore naturelle, celle des gens qui n'ont pas encore réappris à ouvrir leur porte sans chercher la silhouette de quelqu'un qui n'est plus là.

Élise avait dit la vérité — une partie de la vérité. Journaliste. Enquête sur des faits qui remontaient à l'époque où son mari était à la brigade de Wavre. Des documents que son mari avait peut-être conservés. Avec la permission de madame Stassen, elles aimeraient regarder dans ses affaires.

Marthe Stassen avait regardé les trois visages devant sa porte.

Il y avait quelque chose dans son regard — pas de la méfiance, pas de la peur. Quelque chose qui ressemblait à de la reconnaissance. Comme si elle attendait depuis longtemps que des gens sérieux sonnent à sa porte.

— Vous êtes journaliste, a-t-elle dit à Élise. C'est vous qui écriviez dans les journaux en 1996. Il m'avait montré vos articles.

— C'est moi, avait dit Élise.

Marthe Stassen avait regardé Claire.

— Et vous, vous êtes —

— Quelqu'un qui a gardé des choses aussi, avait dit Claire doucement. Comme votre mari.

Un long silence. Dans le jardin derrière la maison, une tourterelle appelait.

— Il avait des cartons, avait-elle dit enfin. Dans le grenier. Il m’avait dit de ne jamais les jeter. Il avait dit ça plusieurs fois — comme si j’étais du genre à jeter les affaires des gens. Je ne jette jamais rien.

Elle les avait fait entrer.

Dans le couloir, Élise avait remarqué une photo encadrée sur le mur. Un homme en uniforme de gendarmerie, la quarantaine, une moustache — pas encore les cheveux gris de la vieillesse, mais les yeux que Élise reconnaissait maintenant. Ces yeux clairs, presque incolores, qui avaient regardé une foule silencieuse en octobre 1996.

Elle avait regardé la photo plus longtemps qu’elle n’aurait dû.

Marthe Stassen avait suivi son regard.

— Il n’aimait pas les photos, avait-elle dit. Celle-là, je l’avais faite à l’occasion de sa vingt-cinquième année de service. Il avait protesté mais il n’avait pas eu le choix.

— Il avait l’air bien sur cette photo.

— Il était bien. Enfin — il était Edmond. Il avait ses choses dans sa tête et ses choses dans ses cartons et le reste il le mettait dans le jardin. Les tomates, les haricots, les roses. Il disait que le jardin, au moins, répondait de façon prévisible.

Elle les avait précédés dans l’escalier.

Le grenier sentait la poussière et le bois chaud. Des cartons de déménagement, des valises, des meubles démontés.

Le carton était dans le coin gauche, sous une vieille couverture en laine.

Lorsignol l’avait ouvert.

À l’intérieur : un carnet à couverture marron. Un dossier kraft. Et une enveloppe non cachetée portant, écrit à la main, une seule ligne :

Pour la personne qui cherchera assez longtemps.

Élise avait pris l'enveloppe.

À l'intérieur, une lettre. Deux pages. Écrite dans les dernières semaines, l'écriture légèrement tremblée par la maladie mais les mots précis, ordonnés, la syntaxe d'un homme qui avait passé sa vie à rédiger des rapports.

Elle avait commencé à lire.

Au bout de trois paragraphes, elle s'était arrêtée.

Elle avait regardé Lorsignol, puis Claire.

— Il nomme des personnes, avait-elle dit. Des noms complets. Pas des initiales, pas des fonctions — des noms. Avec des dates, des lieux, et des références à des documents qui existent dans les archives du SGR.

— Le SGR, avait dit Lorsignol. Le Service Général du Renseignement. Militaire.

— Il dit qu'en 1983, il a reçu d'un collègue — un gendarme qui s'appelait Renard, à Liège — des informations sur un groupe préparant des actions violentes dans le Brabant wallon. Il dit qu'il a transmis ces informations par écrit à sa hiérarchie. Il dit que la réponse qu'il a reçue, par oral, était que ce dossier était géré par un autre service et qu'il ne devait pas interférer.

Silence.

— Il dit le nom de l'officier qui lui a dit ça.

Lorsignol avait fermé les yeux une seconde.

— Et cet officier —

— Est mort en 2001. D'un arrêt cardiaque. À quarante-et-un ans.

Marthe Stassen, dans l’encadrement de la trappe du grenier, écoutait sans rien dire.

— Il dit autre chose, avait dit Élise. À la fin de la lettre.

Elle avait cherché le passage.

Il existe, dans les archives du SGR, un dossier coté CLAS-1983-BW-04. Ce dossier contient les retranscriptions de réunions tenues entre 1981 et 1984 dans un sous-groupe du réseau stay-behind belge. J’en ai eu connaissance indirectement en 1985, par une source que je ne nommerai pas parce qu’elle est peut-être encore en vie. Ce dossier n’a jamais été déclassifié. Il n’a jamais été cité devant aucune commission parlementaire. Il contient des noms — des noms de membres du réseau, des noms de personnes protégées par le réseau, et des noms d’officiers de liaison avec des services alliés étrangers.

Ces noms se retrouvent dans les listes que j’ai constituées sur le réseau Dutroux.

Ce ne sont pas deux réseaux différents.

C’est le même.

Élise avait posé la lettre.

Le grenier était silencieux. La chaleur d’août, le bois, la poussière.

Dehors, une voiture avait ralenti dans la rue.

Puis avait continué.

— On prend tout, avait dit Lorsignol. Tout ce qui est dans ce carton. On le photocopie trois fois en trois endroits différents. Et on décide ce soir de ce qu’on en fait.

Marthe Stassen avait dit une seule chose.

— Edmond avait peur jusqu’au bout. Mais il m’avait dit que si des gens sérieux venaient chercher un jour, je devais les laisser prendre ce qu’il avait gardé.

Elle s’était tue.

— Il avait dit : *des gens qui ont aussi attendu trop longtemps. Ils comprendront.*

Sur la route (E411, 12 août 2019, 13h00 — 14h30)

La voiture de Lorsignol était une Volvo grise de cinq ans avec des sièges en tissu et une odeur de café froid et de dossiers. Il conduisait proprement, les deux mains sur le volant, les yeux sur la route. Élise était à l'avant. Claire avait pris la banquette arrière, le carton de Stassen posé à côté d'elle sur le siège, calé avec son manteau pour qu'il ne glisse pas dans les virages.

Ils avaient quitté Gembloux à treize heures.

Pendant les dix premières minutes, personne ne dit rien.

Ce n'était pas un silence d'embarras. C'était le silence des gens qui viennent de lire quelque chose qui demande à être digéré avant de pouvoir être dit.

C'est Lorsignol qui parla le premier, les yeux toujours sur la route.

— L'officier qu'il nomme. Celui qui lui a dit en 1983 que le dossier était géré par un autre service.

— Oui.

— Je le connais de nom. Pas personnellement — il était mort avant que je sois au parquet. Mais j'ai vu son nom dans des dossiers de la Commission Verwilghen. Il apparaissait en marge, comme témoin d'une réunion de 1984. Son nom avait été signalé aux enquêteurs de la Commission comme quelqu'un à entendre.

— Il n'a jamais été entendu, dit Élise.

— Il était mort depuis trois ans quand la Commission a commencé ses travaux.

— 2001. Infarctus.

— À quarante et un ans.

Claire, à l’arrière, regardait défiler les champs de la province de Namur. Les arbres, les fermes, le ciel blanc de l’après-midi. Elle avait posé une main sur le carton de Stassen comme on pose une main sur quelque chose de fragile.

— Il y a quelque chose que je ne comprends pas, dit-elle.

— Dites.

— Crane a envoyé quelqu’un à Gembloux dans la nuit. Ils ont photographié les documents. Ils les ont remis en place pour ne pas laisser de trace. Ça signifie qu’ils savent ce qu’il y a dans ce carton.

— Oui.

— Alors pourquoi est-ce que Crane nous a laissé y aller ? Il nous a vus chez Lorsignol, il savait qu’on allait à Gembloux.

Lorsignol garda les yeux sur la route quelques secondes.

— Parce qu’il a une stratégie différente, dit-il. Il ne veut pas supprimer les documents — ça crée des martyrs, ça crée du bruit, et dans le contexte actuel avec la mort d’Epstein, toute disparition de documents serait amplifiée. Il veut nous parler. Il veut nous offrir quelque chose.

— Un accord.

— Un accord. Publier une partie, taire le reste. Avoir l’impression de gagner quelque chose pendant que le principal reste dans les tiroirs.

— C’est ce qu’il a proposé dans votre salon ce matin ?

— Il a posé les bases. Il n’a pas encore nommé les chiffres. Il rappellera.

Élise regardait la route. Les panneaux indiquaient Namur — 28 kilomètres.

— La question, dit-elle, c’est si on accepte de l’entendre.

Silence.

— On doit l’entendre, dit Lorsignol. Pas pour accepter. Pour savoir ce qu’il propose, et pour que cette information fasse partie de ce qu’on publie.

— Comment ça ?

— Un agent américain qui propose un accord à une journaliste belge et à un magistrat du parquet fédéral pour éviter la publication de documents sur un réseau pédophile protégé par des institutions belges et européennes — c’est une information en soi.

Claire se retourna légèrement.

— C’est ce que vous publiez qui est dangereux. Pas ce que vous gardez.

— Exactement. Et Crane le sait. C’est pour ça qu’il préférerait que tout passe par un accord plutôt qu’une publication frontale. Un accord lui donne de la maîtrise sur le timing et le contenu. Une publication frontale lui retire toute maîtrise.

L’autoroute s’élargissait. La circulation devenait plus dense à l’approche de Namur. Lorsignol alluma le clignotant pour prendre la sortie.

Il y avait eu un moment, sur la route, où Élise avait regardé le carton de Stassen dans le rétroviseur.

Une boîte en carton ordinaire. Des dossiers kraft. Un carnet à couverture marron. Et une lettre écrite par un homme qui savait qu’il mourait, qui avait passé quarante ans à garder des choses dans l’espoir que le moment vienne.

Elle avait pensé à octobre 1996. À la marche. À l’homme à l’imperméable beige sur le boulevard du Régent. À l’enveloppe dans sa main tandis que trois cent mille personnes marchaient en silence autour d’elle.

Trente-deux ans de Gendarmerie. Des choses vues depuis 1964 — Stassen avait dit à Marthe qu'il avait commencé sa carrière sous l'administration centrale à Bruxelles avant de demander sa mutation à Wavre en 1979. Bruxelles dans les années 70, quand les réseaux stay-behind prenaient leur forme, quand les connexions OTAN s'établissaient dans des sous-sols de bâtiments militaires. Un homme jeune qui avait vu des choses et qui les avait rangées dans des compartiments en attendant de comprendre.

Il avait mis trente ans à comprendre. Il avait encore fallu mourir pour que quelqu'un le trouve.

— Mathieu, dit Élise. Vous m'avez dit que vous connaissiez Franck Herbillon.

Lorsignol prit un temps.

— De loin. On avait travaillé sur un dossier commun en 2000. Un an avant sa mort. Il était procureur à Bruxelles, j'étais encore au parquet de Liège. On s'était vus cinq ou six fois.

— Est-ce qu'il vous avait dit quelque chose ?

— Sur quoi ?

— Sur ce qu'il savait. Sur les appels téléphoniques de 1996. Ce qu'il avait dit à voix haute un soir à un collègue trop bavard.

Lorsignol gardait les yeux sur le panneau de sortie. Il mit le clignotant. Il attendit d'être sorti de l'autoroute pour répondre.

— Il avait dit une chose. Une seule, lors d'un dîner avec des collègues à Bruxelles en novembre 2000. Il était en fin de soirée, il avait bu, pas beaucoup mais assez. Il avait dit, à voix pas très basse, que *les gens qui avaient passé des appels en 1996 dormaient encore très bien*.

Il s'arrêta à un feu.

— Et qu’il espérait qu’ils continueraient à bien dormir longtemps. Parce que le jour où ils dormiraient moins bien, ça voudrait dire que quelqu’un avait trouvé quelque chose.

Il redemarra.

— Il est mort quatre mois après. Infarctus. Il avait quarante et un ans.

Claire, à l’arrière, dit doucement :

— Sa fille. Il avait une fille.

— Je ne savais pas.

— Elle a lu l’article ce matin. Elle m’a appelée.

Lorsignol regarda dans le rétroviseur.

— Sa fille a des choses à dire ?

— Elle a des choses que son père lui a dites avant de mourir. Des choses qu’elle n’a jamais su à qui dire depuis vingt ans.

Le silence revint. La ville de Namur apparaissait — les premières maisons, les ronds-points, la Meuse visible au loin.

Lorsignol prit son téléphone, le tendit à Élise.

— Appelez Marc Bastin. C’est dans mes contacts. Dites-lui que j’ai besoin de sa salle de réunion pour ce soir. Il ne posera pas de questions.

Son téléphone avait sonné à treize heures quarante-cinq.

Élise avait regardé le numéro. Pas inconnu — un numéro belge, standard, qu’elle ne connaissait pas. Elle avait décroché.

— Madame Mathon. Richard Crane.

Elle avait regardé Lorsignol. Il avait compris à l'expression de son visage et avait hoché la tête une fois — *répondez*.

— Monsieur Crane.

— Je suis navré de vous déranger. Je serais bref. Je pense qu'on gagnerait du temps, vous et moi, à se parler directement plutôt que par intermédiaires.

— C'est une proposition ?

— C'en est une. Ce soir, si vous êtes disponible. Je vous propose un restaurant — vous choisissez l'endroit, je respecterai vos conditions de sécurité.

— Je ne suis pas disponible ce soir.

Silence sur la ligne.

— Demain matin, alors. Il y a des éléments dont vous n'avez pas encore connaissance et qui sont dans votre intérêt de connaître avant de prendre certaines décisions.

— C'est une façon de me dire que vous avez quelque chose que je veux.

— C'est une façon de vous dire que je préfère vous voir informée plutôt que mal informée. C'est tout.

Elle avait regardé la Meuse par la vitre.

— Je vous rappellerai, avait-elle dit. Quand j'aurai décidé si une conversation est utile.

— Je suis disponible quand vous voulez.

Elle avait raccroché.

Lorsignol regardait la route.

— Vous n’avez pas dit non, dit-il.

— Non.

— Vous envisagez de le rencontrer.

— Je l’envisage. Pas pour négocier. Pour l’entendre et pour qu’il l’ait dit à voix haute, devant moi. Ce qu’il propose, avec des mots.

— Et ensuite vous publiez ça aussi.

— Et ensuite je publie tout.

Claire, à l’arrière, avait dit rien. Elle regardait le carton de Stassen posé à côté d’elle, les dossiers kraft, le carnet à couverture marron.

Elle avait posé la main sur le carton.

Des gens qui ont aussi attendu trop longtemps. Ils comprendront.

Elle avait compris.

Chapitre 10 — Le calcul de Crane (Bruxelles, 12 août 2019, 14h00)

Crane était assis dans l'appartement de l'avenue de Tervuren.

Il avait devant lui trois écrans. Sur le premier : les positions téléphoniques des trois cibles — Lorsignol, Mathon, Donné. Les trois s'étaient retrouvées au parquet fédéral à dix heures trente, puis avaient quitté Bruxelles ensemble à onze heures quinze, direction sud-est sur la N4. Gembloux.

Il avait su avant qu'ils arrivent.

Sur le deuxième écran : un rapport de deux pages de l'équipe qu'il avait envoyée à Gembloux la nuit précédente. L'inventaire du carton. Les soixante-deux pages photographiées. La lettre non cachetée — qu'ils avaient lue, qu'ils avaient replacée dans l'enveloppe sans la recacheter parce que les gens qui les regardent font attention à ce genre de détail.

Il savait exactement ce que Stassen avait gardé.

Il savait exactement ce qu'ils allaient lire.

Le troisième écran était vide. Le troisième écran attendait qu'il décide quoi y mettre.

Crane n'était pas paniqué.

La panique était le symptôme d'une mauvaise préparation ou d'une situation réellement incontrôlable. Celle-ci n'était ni l'une ni l'autre. Elle était *difficile* — ce n'était pas la même chose. Une situation difficile avait des options. Toutes mauvaises, peut-être, mais des options quand même.

Il avait dressé mentalement la liste.

Option 1 — Intervention physique.

Possible en théorie. Pas recommandable. Trois personnes. Un magistrat du parquet fédéral. Une journaliste avec un réseau. Une femme dont la disparition ou l'accident serait, dans le contexte actuel — la mort d'Epstein, la presse mondiale en mode investigation — le type d'événement qui transforme un problème gérable en catastrophe totale. La mort de Nadine Jansen en 1997, la mort de Franck Herbillon en 2001 — ces choses avaient été possibles parce que le contexte était différent, parce que l'attention publique était ailleurs, parce que les fils étaient moins serrés.

Aujourd'hui, en août 2019, si Élise Mathon mourrait d'un accident de voiture sur la N4 entre Bruxelles et Gembloux, les cinq cents journalistes qui enquêtaient sur l'affaire Epstein feraient le lien avant le lendemain matin.

L'intervention physique n'était pas une option.

Option 2 — Discrédit.

Plus propre. Plus lent. La stratégie classique. Trouver dans les vies des trois personnes les éléments qui permettaient de les déstabiliser — dettes, relations, passé professionnel. Lorsignol avait un mariage raté et une carrière qui avait stagné, ce qui pouvait être présenté comme le profil d'un homme amer cherchant à se venger de l'institution. Mathon avait publié des articles controversés sur des sujets sensibles — pas grand-chose, mais assez pour qu'un attaché de presse habile construise une narrative de journaliste militante. Donné avait un passé judiciaire mineur — une affaire de voiture sans assurance en 2009, rien de grave — mais assez pour fragiliser sa crédibilité de témoin.

Le problème avec le discrédit : il fonctionnait avant publication. Après publication, le discrédit de la source ne faisait qu'alimenter l'intérêt pour le fond.

Et ils allaient publier. Crane n’avait plus aucun doute là-dessus. Depuis que Lorsignol avait pris son téléphone pour appeler Mathon, depuis que les trois s’étaient retrouvés, la dynamique avait changé de nature. Ce n’étaient plus trois personnes isolées avec des tiroirs. C’était un groupe qui partageait un objectif.

Option 3 — Contrôle du récit.

La plus complexe. La plus efficace si elle réussissait.

Laisser publier — mais en contrôlant ce qui était publié. Diriger les trois vers ce qu’il était acceptable de sortir et loin de ce qui ne l’était pas. Le dossier Dutroux pouvait sortir — dans une certaine mesure, il était déjà sorti, l’opinion publique belge savait depuis longtemps qu’il y avait eu des dysfonctionnements, une commission parlementaire supplémentaire ne changerait pas fondamentalement la donne. La connexion Epstein pouvait sortir — elle sortirait de toute façon, les journalistes américains s’en chargeraient.

Ce qui ne devait pas sortir : le dossier CLAS-1983-BW-04. La connexion Brabant wallon. Les noms des officiers de liaison avec les services alliés étrangers.

Ces noms concernaient des personnes encore en vie. Ces personnes occupaient encore des fonctions. Certaines de ces fonctions étaient dans des structures dont la stabilité était, de l’avis de Crane, plus importante que la satisfaction d’une demande de vérité historique belge.

La question était : comment diriger trois personnes déterminées vers les bonnes conclusions et loin des mauvaises, sans qu’elles comprennent qu’elles étaient dirigées ?

Il avait travaillé deux heures.

À quinze heures trente, il avait un plan.

Il impliquait de contacter Lorsignol une deuxième fois. Non pas pour menacer — il avait vu que la menace ne fonctionnerait pas, l'homme était passé de l'autre côté ce matin. Mais pour lui offrir quelque chose.

Ce que Crane allait offrir à Lorsignol était simple : la vérité partielle.

Un accord tacite. Vous pouvez publier ce qui concerne le réseau Dutroux, le réseau Nihoul, les connexions avec Epstein via le document de 1995. Vous pouvez nommer les fonctionnaires européens — ils sont retraités ou morts pour la plupart, le scandale sera immense mais gérable. Vous pouvez déclencher une nouvelle commission parlementaire, obtenir des reconnaissances officielles tardives, satisfaire une partie de la demande de justice des familles.

En échange : le dossier CLAS-1983-BW-04 restait classifié. Les noms des officiers OTAN restaient protégés. La connexion Brabant wallon restait dans les archives militaires où elle était depuis trente-six ans.

C'était un accord que beaucoup de gens, dans sa position, auraient jugé raisonnable.

Crane lui-même le jugeait raisonnable.

Il savait aussi que des gens comme Lorsignol et Mathon le jugeraient autrement.

La question était de savoir s'il avait les leviers pour rendre son offre suffisamment intéressante — ou son refus suffisamment coûteux.

Il allait composer le numéro de Lorsignol quand son téléphone avait sonné.

Washington. Son supérieur direct.

La conversation avait duré quatre minutes. Elle avait changé le calcul.

Washington avait dit deux choses.

La première : le bureau de la procureure fédérale de New York avait trouvé, dans les coffres d'Epstein, des enregistrements vidéo. Pas tous. Mais suffisamment pour que certaines personnes deviennent très nerveuses. La liste des personnes nerveuses incluait des noms que Crane reconnaissait.

La seconde : ces mêmes personnes avaient demandé, par des canaux indirects, que la situation européenne soit *résolue proprement*. La formule *résolue proprement* était une formule que Crane connaissait bien. Elle signifiait : rapidement, discrètement, et sans laisser de traces de la résolution.

La pression montait des deux côtés de l'Atlantique en même temps.

Crane avait raccroché.

Il avait regardé le troisième écran vide.

Résolue proprement.

Il avait pensé à Stassen. Un homme qui avait vu des choses pendant trente-deux ans, qui avait gardé sa mémoire dans des cartons, qui avait distribué ses documents à des inconnus dans l'espoir que quelque chose, un jour, reste visible.

Il avait pensé aux vingt-trois personnes mortes avant le procès de 2004.

Il avait pensé à Epstein dans sa cellule.

Il n'y avait pas de quatrième option.

Ou plutôt — il y en avait une. Une option que son travail lui interdisait de considérer. Que sa trajectoire, ses loyautés, ses vingt-cinq ans dans cette institution l'empêchaient de nommer.

Il avait composé le numéro de Lorsignol.

La ligne avait sonné six fois.

Personne n’avait décroché.

Ce que Crane avait vu en 1996 (avenue de Tervuren, 12 août 2019, 14h00 — 22h00)

I.

Il avait passé l'après-midi à téléphoner.

Pas avec son téléphone courant — avec l'appareil crypté que son département lui fournissait pour les communications qui ne devaient pas laisser de trace dans les registres ordinaires. Un appareil de la taille d'un téléphone normal, qui ressemblait à un téléphone normal, mais dont les appels transitaient par des relais qui rendaient la traçabilité techniquement possible mais pratiquement improbable.

Il avait appelé sept personnes.

Cinq avaient décroché. Deux n'avaient pas décroché — ce qui était en soi une information. Les gens qui ne décrochent pas quand vous appelez avec un numéro qu'ils reconnaissent pour être celui qui n'appelle qu'en cas de besoin réel sont des gens qui ont déjà pris une décision. Ce n'était pas forcément mauvais. Ça rétrécissait le périmètre.

Les cinq qui avaient répondu avaient la voix qu'ont les gens qui regardent les informations depuis la veille au soir et qui n'ont pas bien dormi. Crane les avait écoutés. Il avait dit des choses utiles — que la situation était sous contrôle, que l'article de Mathon ne contiendrait pas les noms qui comptaient, que le dossier CLAS restait classifié jusqu'en 2048 et que rien dans ce qu'il avait vu dans les mains des trois protagonistes ne permettait d'y accéder. Il avait dit ça six fois, avec des formulations légèrement différentes parce que les gens entendent mieux quand on ne répète pas exactement les mêmes mots.

La vérité était que la situation n’était pas sous contrôle.

La situation était en train de se déplacer vers un point où le contrôle devenait une fiction utile.

Ce que Crane ne disait à personne, ce matin-là et cet après-midi-là et ce soir-là, c’est ce qu’il pensait vraiment : que Stassen avait été plus intelligent que lui. Qu’un gendarme à la retraite dans un bungalow de Gembloux avait construit une stratégie de diffusion de l’information qui résistait exactement au type d’intervention que Crane savait déployer. Que les copies étaient maintenant à Berlin, Genève et Amsterdam — il l’avait appris par une source dans la rédaction de la RTBF, pas Gilles lui-même mais quelqu’un de plus bas dans la hiérarchie qui avait entendu Mathon le dire au téléphone — et qu’il n’avait plus les moyens de les atteindre toutes.

Il était épuisé.

Pas physiquement. Mentalement — la fatigue spécifique des gens qui gèrent des situations complexes dans un état de dissimulation permanente, qui doivent être rassurables en surface et lucides en sous-couche, qui ne peuvent dire à personne ce qu’ils pensent vraiment parce que ce qu’ils pensent vraiment n’est pas ce que leur rôle leur permet de dire.

Il avait versé deux doigts de whisky dans un verre. Il s’était assis au bord du canapé du salon de l’appartement de fonction avec le verre dans la main et n’avait pas bu.

Il avait pensé à 1996.

II.

Il avait trente-deux ans en 1996.

Il était en poste à Bruxelles depuis deux ans — pas encore à l’ambassade, attaché à une section de la représentation américaine à l’OTAN qui n’apparaissait pas dans l’organigramme public. Il faisait un travail de

liaison : il connaissait les bonnes personnes, il s'assurait que les bonnes informations arrivaient aux bonnes oreilles, il gérait les *legacy assets* belges que son prédécesseur lui avait passés comme on passe un carnet d'adresses.

C'était la première fois qu'il gérait ça directement. Avant Bruxelles, il avait fait du travail de terrain en Europe de l'Est, après la chute du Mur — des choses concrètes, des déplacements, des rendez-vous dans des parkings, le genre de travail qu'on appelle *humint* dans les rapports et qu'on appelle autrement dans la tête. Bruxelles était différent. Bruxelles était du travail de maintenance. Entretenir des réseaux existants. S'assurer que les gens qui savaient des choses continuaient à ne pas les dire.

En août 1996, Dutroux avait été arrêté.

Et les dossiers avaient commencé à sortir des tiroirs.

La première semaine, ça avait semblé gérable. Les investigations se concentraient sur Dutroux lui-même, sur la cave de Marcinelle, sur les enlèvements. Le périmètre — ce mot que le procureur de Liège utilisait et que Crane avait entendu, par ricochet, dans un rapport de source — tenait.

La deuxième semaine, Crane avait reçu un message de Washington.

Pas un ordre. Une suggestion, formulée avec la délicatesse habituelle des messages qui n'ont pas besoin d'être des ordres parce que leurs destinataires comprennent parfaitement ce qu'ils veulent dire.

S'assurer que les connexions institutionnelles belges et européennes de l'affaire Nihoul-Dutroux ne fassent pas l'objet d'une investigation approfondie dans le contexte médiatique actuel. Priorité haute.

Crane avait relu le message deux fois.

Puis il avait fait son travail.

Il avait appelé des gens. Des gens dans la magistrature belge, des gens dans des cabinets ministériels, des gens qui avaient des positions dans des institutions européennes. Des gens qui avaient, à différents titres, des raisons de préférer que le périmètre tienne. Il ne leur avait pas dit *faites ceci* — il ne disait jamais ça, ça ne servait à rien et c'était illégal dans un sens qui aurait été difficile à nier. Il avait dit *voici ce que je sais*, *voici ce qui est dans l'intérêt de tout le monde*, *voici ce qu'une publication désordonnée produirait pour des gens qui n'ont rien à voir avec ça*.

Le périmètre avait tenu.

Le juge Connerotte avait été dessaisi pour une assiette de spaghettis.

Les témoignages des victimes qui nommaient des réseaux avaient été neutralisés par des évaluations psychiatriques que Crane n'avait pas commandées — quelqu'un d'autre l'avait fait, quelqu'un en Belgique qui avait ses propres raisons, et Crane avait laissé faire parce que le résultat était le bon et que certaines collaborations fonctionnent mieux sans coordination explicite.

La marche blanche avait eu lieu. Trois cent mille personnes dans les rues de Bruxelles. Crane avait regardé ça depuis son appartement de l'époque, avenue Franklin Roosevelt, avec une émotion qu'il avait soigneusement rangée à l'arrière de sa conscience parce que les émotions ne changeaient rien à la géopolitique et que son travail n'était pas de ressentir mais de gérer.

Il avait vingt ans de métier depuis. Il avait appris à mieux ranger les émotions.

III.

Ce qui l'avait rendu prudent ce matin — l'insomnie dans l'avion, la légère inquiétude qui avait accompagné chacune de ses conversations de l'après-midi — n'était pas Mathon.

C’était Stassen.

Il avait relu les cinquante pages dans l’avion. Il les connaissait maintenant presque par cœur — les formulations de cet homme, la précision des dates, la façon dont il articulait ce que personne d’autre n’avait articulé clairement. La connexion entre les deux réseaux, les deux décennies, la même architecture.

Ce n’est pas un réseau criminel avec des protections politiques. C’est un réseau politique avec des pratiques criminelles.

Cette formule. Il l’avait lue et s’était arrêté dessus.

Parce qu’elle était juste.

C’était la chose que Crane n’avait jamais dite à voix haute, même à lui-même, même dans le silence de l’appartement de Tervuren. Que ce qu’il maintenait en place — les *legacy assets*, les connexions, les mécanismes de protection — n’était pas une anomalie dans un système correct. C’était le système lui-même qui produisait ces mécanismes, parce qu’un pouvoir non contrôlé produit toujours les mêmes excroissances.

Stassen avait mis des mots sur quelque chose que Crane savait depuis longtemps sans jamais l’articuler.

Ce n’était pas confortable.

Il prit le verre de whisky. Il le vida.

Il pensa à la phrase du message de Washington, cet après-midi :

Félicitations pour votre gestion de crise.

Il n’avait rien géré. L’article allait paraître. Les copies étaient distribuées. Mathon allait publier et il ne pouvait pas l’en empêcher — pas sans des moyens qu’il n’avait pas l’intention d’employer, pas dans une démocratie européenne en 2019, pas avec le monde qui regardait.

Dommages contenus.

Ce que Washington appelait dommages contenus était ce que Crane appelait, dans sa tête, une victoire de Stassen. Un mort de mars 2019 avait battu une machine de renseignement professionnelle parce qu'il avait utilisé la seule stratégie qui fonctionnait vraiment : distribuer, dupliquer, s'assurer que rien ne pouvait être récupéré intégralement.

C'était simple. C'était élégant.

Il versa un deuxième verre.

Il pensa à ce qu'il ferait après Bruxelles. Sa retraite était prévue pour 2022 — il avait rempli les formulaires l'année précédente, une case dans un système. La Virginie, peut-être. Sa sœur y habitait. Des journées calmes, un jardin, un chien qu'il n'avait jamais eu le temps d'avoir.

Il était dix-neuf heures trente.

Il prit son téléphone.

Il tapa un message vers un numéro qu'il avait obtenu dans la journée par une source dans les opérateurs téléphoniques.

Six mots.

Vous auriez dû accepter l'accord.

Il regretta de l'avoir envoyé immédiatement après. Ce n'était pas professionnel. Ce n'était pas utile. C'était une pulsion d'homme fatigué qui voulait avoir le dernier mot.

Il posa le téléphone.

Il finit son verre.

Il était vingt heures quarante-sept.

À vingt-trois heures douze, Thomas Gilles rappellerait Élise Mathon et lui dirait qu'il publiait.

À ce moment-là, Crane serait assis dans le même fauteuil, dans le même appartement vide, avec le même verre vide, à penser à Edmond Stassen et à la façon dont un homme ordinaire peut parfois, dans les derniers mois de sa vie, construire quelque chose qu'une institution entière ne peut pas défaire.

Ce n'était pas fréquent.

Ça méritait au moins d'être noté.

La proposition (Bruxelles, 12 août 2019, 15h30)

Elle l’avait rappelé à quinze heures.

Pas parce qu’elle avait changé d’avis sur ce qu’elle allait publier. Parce que Lorsignol avait raison : entendre l’offre explicitement, faire en sorte qu’elle soit dite à voix haute, c’était une information en soi. Un agent américain qui tentait de négocier la suppression d’une publication journalistique sur un réseau de prédation sexuelle protégé — ça méritait d’être dans l’article.

Crane avait décroché à la première sonnerie.

— Je suis disponible, avait-il dit.

— Un endroit neutre. Je choisis.

— Bien sûr.

Elle avait proposé le café Walvis, rue Antoine Dansaert. Un endroit qu’elle connaissait bien — deux sorties, une terrasse en fond de salle, des habitués qui ne regardaient pas les étrangers. Elle y avait lu ses sources pendant vingt ans.

— Vingt minutes, avait-elle dit. Je ne signe rien, je n’enregistre pas officiellement, mais je prends des notes. Tout ce que vous dites peut être cité sans attribution directe si je juge que c’est pertinent.

Il y avait eu un bref silence.

— Entendu.

Il était arrivé à l’heure.

Elle l’avait reconnu — elle avait regardé sa photo dans les archives de l’ambassade américaine l’après-midi même, une photo officielle datant de sa prise de fonction quatre ans plus tôt. Cinquante-deux ans maintenant, les cheveux légèrement plus gris que sur la photo, un costume gris anthracite qui lui avait coûté ce que coûtent les costumes des gens qui ont un budget de représentation.

Il s’était assis en face d’elle avec la même aisance que dans n’importe quel bureau, n’importe quelle pièce — quelqu’un qui n’avait pas de territoire à défendre parce qu’il se sentait chez lui partout.

— Merci d’avoir rappelé, avait-il dit.

— Ne me remerciez pas. Je vous écoute.

Il avait regardé sa tasse de café. Un espresso, serré. Il l’avait commandé à la serveuse avec le français propre mais légèrement américain de quelqu’un qui parle la langue sans en être natif.

— Vous avez quelque chose, avait-il dit. Quelque chose de sérieux. Les documents de Stassen sont solides — j’ai eu l’occasion de les lire, comme vous savez.

— Je sais.

— Ce que vous avez sur le réseau Nihoul-Dutroux et ses connexions institutionnelles est corroborable. Ce que vous avez sur la connexion Epstein via le document de 1995 est indirect mais réel. Ce que vous avez sur la demande de dessaisissement de Connerotte est documenté.

— Et ?

— Et vous avez la référence au dossier CLAS-1983-BW-04. Vous avez la lettre de Stassen qui nomme ce dossier et décrit son contenu.

Élise tenait son stylo mais ne prenait pas encore de notes. Elle regardait Crane.

— Vous pensez que je vais négocier là-dessus.

— Je pense qu’une personne raisonnable, dans votre position, pourrait envisager de concentrer son article sur ce qui est directement vérifiable et de laisser de côté ce qui pourrait exposer des personnes actuellement en vie à des risques que vous n’avez pas les moyens d’évaluer.

— Des risques pour elles ou pour moi ?

Il avait levé les yeux.

— Pour elles. Je ne menace personne.

— Non. Vous gérez.

Il n’avait pas nié.

— Monsieur Crane. Laissez-moi vous dire ce que je comprends de votre position. Vous avez des actifs. Des gens dont vous maintenez la coopération parce qu’ils ont des raisons de coopérer. Si je publie l’existence du dossier CLAS — pas son contenu, son existence et ce qu’il contient selon Stassen — il y a des gens nerveux. Des gens nerveux qui commettent des erreurs. Des erreurs qui créent des fils que d’autres journalistes vont tirer.

— C’est une analyse juste.

— Et votre souci n’est pas la vérité historique ou les victimes de 1996. Votre souci c’est le dossier CLAS, ce qu’il dit sur les officiers de liaison avec des services alliés, et ce que ça produit si ça sort maintenant.

Crane prit son café. Il le but lentement.

— Mon souci, dit-il, est la stabilité de structures qui protègent des intérêts qui dépassent le contexte de cette conversation. Ce n’est pas une réponse satisfaisante, je sais.

— Non.

— Mais c’est la vraie réponse.

Élise prit une note. Courte.

— Ce que vous appelez stabilité, dit-elle, c’est une autre façon de nommer l’impunité. Ce n’est pas la même chose que la paix.

— Non. Mais l’impunité partielle et la paix sont parfois les seules options disponibles. L’alternative — la révélation totale, le effondrement des structures — produit rarement la justice. Elle produit du chaos, du bruit, et finalement un réajustement qui remet en place les mêmes mécanismes sous d’autres noms.

— Vous me demandez de renoncer à publier parce que ça ne changera rien.

— Je vous demande de publier ce qui est utile et de ne pas publier ce qui est dangereux sans être utile.

Élise avait regardé la rue par la fenêtre. Dansaert l’après-midi, les boutiques, les gens qui rentraient du travail.

— Qui décide ce qui est utile ?

— Vous. Avec les informations dont vous disposez.

— Et si je dispose d’informations différentes des vôtres ?

Il avait regardé son café.

— C’est possible. C’est même probable.

— Alors j’utilise mon jugement.

Il n’avait pas répondu.

— Monsieur Crane. Je vais vous dire ce que je vais publier. Je vais publier tout ce que j’ai, avec les précautions journalistiques d’usage sur ce qui est analyse et ce qui est documenté. Je vais mentionner l’existence du dossier CLAS — pas son contenu parce que je ne l’ai pas, son existence. Je vais demander publiquement sa déclassification.

— Ça ne se produira pas. La déclassification.

— Je sais. Mais la demande publique crée un précédent. Elle force une réponse officielle. Même le silence officiel devient un document.

Silence.

— Et je vais mentionner, dans un encadré, qu'un représentant du gouvernement américain dont le titre public est attaché culturel à l'ambassade de Bruxelles a demandé à me rencontrer pour *discuter du contexte* de l'article avant publication.

Crane avait regardé Élise sans changer d'expression.

— Sans citer mon nom.

— Sans citer votre nom. Mais la fonction et la démarche.

Il avait posé son café.

— Vous comprenez que c'est une façon de me rendre inutile pour les vingt-quatre heures suivantes.

— Oui.

— Mes supérieurs vont estimer que j'ai mal géré la situation.

— C'est leur affaire, pas la mienne.

Il avait regardé la table. Longtemps.

— Vous êtes courageuse, dit-il. Pas imprudente — courageuse. Il y a une différence.

— Je suis un peu les deux.

— Les deux, alors.

Il s'était levé. Il avait laissé un billet sur la table — assez pour les deux consommations, sans attendre la monnaie. Il avait mis son manteau.

À la porte, il s’était retourné.

— Madame Mathon. Edmond Stassen avait soixante-deux pages. Vous n’en avez publié que la substance. Le dossier CLAS contient ce que Stassen n’avait pas — les retranscriptions, les noms complets, les signatures.

— Je sais.

— Si ce dossier est déclassifié un jour — ce qui ne se passera pas avant 2048, et peut-être jamais — ce que vous aurez publié ce matin sera le contexte. Ça comptera.

— Je sais aussi.

Il était parti sans ajouter quoi que ce soit.

Élise était restée assise quelques minutes. Elle avait relu ses notes — cinq lignes, les points essentiels. Elle avait posé son stylo.

Elle n’avait pas l’impression d’avoir gagné quelque chose dans cette conversation.

Elle avait l’impression d’avoir vu quelque chose de clair : qu’un homme formé à gérer des situations impossibles avait regardé cette situation et n’avait pas trouvé le moyen de l’arrêter. Que ses outils ne fonctionnaient pas sur des gens qui avaient décidé de lâcher quelque chose qu’ils avaient porté trop longtemps.

Elle avait payé son café et était partie.

Il y avait deux heures de travail avant la réunion de Namur.

Elle n’avait pas de temps à perdre.

Chapitre 11 — Ce qu’on publie (Namur, 12 août 2019, 17h00)

Ils avaient quitté Gembloux à treize heures.

Lorsignol avait proposé Namur — pas Bruxelles, pas leurs appartements, pas leurs bureaux. Namur parce que c’était une ville de province sans connexion directe avec les dossiers, parce que Lorsignol y avait un ami avocat dont il était sûr et dont le cabinet avait une salle de réunion fermée à clé.

L’ami s’appelait Marc Bastin. Il avait écouté le résumé de Lorsignol en dix minutes, il n’avait pas posé de questions, il leur avait donné les clés de la salle de réunion et était parti déjeuner. C’était le genre d’amitié qui ne demande pas d’explications.

La salle de réunion sentait le cuir et le café froid. Une grande table, des chaises, une fenêtre sur une cour intérieure. Lorsignol avait posé le carton de Stassen sur la table. Élise avait sorti son ordinateur. Claire avait commandé des sandwichs que personne ne mangerait vraiment.

Ils avaient passé trois heures à lire.

Ce n’était pas une lecture ordinaire. C’était une lecture par laquelle on comprend des choses qu’on savait déjà mais qu’on n’avait jamais vues écrites ensemble, dans l’ordre, avec les connexions tracées de façon explicite. C’était la lecture qui transforme des intuitions dispersées en architecture.

Lorsignol avait commencé par la première partie — les douze pages sur le réseau stay-behind, la période 1981-1985. Il lisait à voix basse parfois, quand une formulation lui semblait importante, et les deux femmes

suivaient sur leur exemplaire photocopié. Il avait fait trois photocopies à la librairie de Gembloux avant de partir — une pour chacun, une dans une enveloppe scellée remise à la veuve Stassen au cas où.

Claire lisait en silence, les mains plates sur la table. Elle lisait vite, avec la concentration de quelqu'un qui a attendu longtemps et qui ne veut pas perdre un mot. Deux fois elle s'était arrêtée sur un passage et avait fermé les yeux une seconde — pas d'émotion visible, juste un moment de réception, comme absorber quelque chose qui pèse.

Élise prenait des notes. Des questions, des références à vérifier, des noms à recouper. Son carnet se remplissait avec cette écriture serrée qui était son écriture de travail, illisible pour les autres mais parfaitement claire pour elle.

Les soixante-deux pages de Stassen étaient divisées en trois parties.

La première — douze pages — couvrait la période 1981-1985. Le réseau stay-behind belge, désigné par Stassen sous son nom opérationnel : SDRA8. Les réunions à Bruxelles dans un sous-sol d'un bâtiment militaire rue Lambermont. Les officiers présents, nommés avec leur grade de l'époque. Le cadre général : une cellule autonomisée du réseau OTAN, financée hors budget officiel, dont l'objectif déclaré — préserver la capacité de résistance en cas d'occupation soviétique — avait été complété d'un objectif non déclaré : influencer le contexte politique intérieur belge en cas de montée des partis hostiles aux intérêts de l'Alliance.

Ce deuxième objectif avait un nom dans les documents internes du réseau.

Stabilisation préventive.

Stassen avait joint à ce passage une retranscription partielle — trois pages — d'une réunion tenue en octobre 1982, un mois avant le premier attentat dans le Brabant. La retranscription ne portait pas de noms — les partici-

pants étaient désignés par des lettres. Mais elle était datée, elle était géolocalisée, et elle contenait une phrase qui avait fait s'arrêter Élise au milieu d'une bouchée de sandwich :

V. estime que deux à trois actions à impact maximal sur la population civile permettraient d'obtenir le résultat électoral visé avant la session de décembre. La cible est diffuse, le profil social doit être ordinaire. L'effet recherché n'est pas la panique — c'est la demande d'autorité.

La demande d'autorité.

Vingt-huit morts dans des supermarchés pour créer une demande d'autorité. Pour faire voter les Belges dans un sens. Pour stabiliser un contexte politique avant un vote parlementaire sur les missiles Pershing.

— V., avait dit Claire doucement. Karl Voss.

— C'est ce que Stassen pense, avait dit Lorsignol. Il le note explicitement. V. = Karl Voss, en activité à l'ESM Bruxelles en 1982, liaison SDRA8-OTAN.

— Voss est mort, avait dit Élise.

— En 2003. Cancer. Il n'a jamais été inculpé pour quoi que ce soit lié au Brabant wallon.

Silence.

La deuxième partie des notes de Stassen couvrait 1991-1996. La connexion entre le réseau stay-behind en phase de dissolution — après la révélation de l'existence de Gladio par Andreotti en 1990, les réseaux avaient officiellement été démantelés — et ce qui lui avait succédé. Stassen documentait sa thèse personnelle : les réseaux n'avaient pas été démantelés. Ils avaient été *recyclés*. Les structures de protection mutuelle, les mécanismes de compromission, les connexions entre les services et

certains élus — tout ça avait survécu sous des formes civiles. Les pratiques qui avaient servi à tenir des politiques et à financer des opérations clandestines s'étaient simplement adaptées à un contexte de paix.

Dutroux n'était pas le départ de quelque chose. Il était l'aboutissement d'une transformation.

Et la troisième partie.

La troisième partie faisait six pages. Elle avait été rédigée en 2017 ou 2018 — Stassen ne datait pas tous ses passages, mais les références à des articles récents permettaient de situer.

Elle établissait les connexions avec le réseau Epstein.

Pas par des preuves directes — Stassen n'avait pas de preuves directes sur Epstein, il le disait lui-même. Mais par une logique de structure. Il avait lu les articles d'investigation américains sur Epstein. Il avait lu les connexions avec le monde du renseignement — Maxwell père, les connexions israéliennes, les connexions CIA documentées de façon oblique dans plusieurs affaires connexes. Et il avait écrit quelque chose de simple :

Ce que j'ai vu en Belgique entre 1982 et 1996 ressemble trait pour trait à ce que des journalistes américains décrivent du réseau Epstein. Les mécanismes sont identiques : compromission, enregistrement, protection institutionnelle, élimination des témoins gênants. La géographie est différente. L'architecture est la même.

Je ne suis pas en train de dire qu'Epstein était connecté au réseau belge. Je suis en train de dire qu'il n'en avait pas besoin. Ces structures se développent indépendamment dans des contextes similaires, pour des raisons similaires, avec des résultats similaires.

Ce n'est pas un complot global coordonné.

C’est une logique. La logique du pouvoir non contrôlé, qui produit partout les mêmes excroissances.

Élise avait relu ce passage deux fois.

— Voilà ce qu’on a, avait dit Lorsignol.

Il avait résumé sur une feuille. Quatre colonnes : document, source, niveau de corroboration possible, risque juridique.

— Les documents de 1995-1996 — l’enveloppe et la feuille plastifiée. Corroborables partiellement via les archives judiciaires si on obtient l’accès. Risque juridique modéré — les personnes nommées sont soit mortes soit à la retraite pour la plupart.

— Les notes de Stassen parties 1 et 2. Corroborables si on accède au dossier CLAS-1983-BW-04. Risque juridique élevé — certains des noms sont des officiers en poste ou récemment en retraite, connexions OTAN vivantes.

— La partie 3 — les connexions Epstein. Non corroborable directement. C’est une analyse, pas un témoignage. Publiable comme tel, avec les précautions appropriées.

— Et le dossier CLAS lui-même, avait dit Élise. Que nous n’avons pas.

— Que nous n’avons pas encore.

Il avait regardé ses deux colonnes.

— Crane va rappeler. Il va proposer quelque chose. Un accord — publier une partie, taire le reste. Je connais le mécanisme, j’ai vu ça fonctionner sur d’autres dossiers. On nous donnera accès à suffisamment pour avoir l’impression de gagner, et on nous tiendra éloignés du reste.

— Il l’a déjà fait, avait dit Élise.

Lorsignol et Claire avaient regardé.

— Il m’a rencontrée cet après-midi. Avant Namur. Il a proposé exactement ça — publier le réseau Dutroux, les fonctionnaires européens, laisser de côté le dossier CLAS et les connexions Brabant.

— Et vous avez répondu quoi ?

— J’ai dit que je publiais tout. Il est parti.

Long silence.

— Il ne peut plus rien faire, avait dit Lorsignol doucement. Si vous lui avez dit ça à lui directement, il sait qu’une négociation n’est plus possible.

— Non. Mais il peut encore intervenir par d’autres voies. Des appels au rédacteur en chef. Des pressions sur des propriétaires. Des demandes de mise sous séquestre des documents.

— Les documents sont distribués.

— Oui. Mais si l’article n’est pas publié avant que les procédures démarrent, ça complique tout.

— Et tu penses qu’on devrait refuser, avait dit Claire.

Ce n’était pas vraiment une question.

— Je pense qu’on devrait publier tout ce qu’on a maintenant, avait dit Élise. Pas dans un mois. Pas après vérification supplémentaire. Maintenant.

— Sans le dossier CLAS.

— Sans le dossier CLAS. Mais en nommant son existence. En disant qu’il existe, ce qu’il contient selon Stassen, et en demandant publiquement sa déclassification.

— Ça ne se produira pas, avait dit Lorsignol. La déclassification.

— Non. Mais une demande publique crée un précédent. Elle force une réponse officielle. Même le silence officiel devient un document.

Lorsignol avait regardé sa feuille. Ses quatre colonnes.

— Il manque des éléments, avait-il dit. Il manquera toujours des éléments. Dans n'importe quelle affaire de cette nature, il manque toujours quelque chose. La question n'est pas de savoir si on peut tout prouver. La question est de savoir si ce qu'on peut prouver justifie une publication.

— Et ta réponse ?

— Ma réponse est oui. Ce qu'on a — la liste, l'enveloppe, le document de Donné, les notes de Stassen, la connexion entre les deux réseaux — c'est plus que ce que la presse belge a publié en vingt-trois ans sur ce sujet. Ce n'est pas suffisant pour une inculpation. C'est suffisant pour un article.

Il avait regardé Élise.

— Vous avez confiance dans votre rédacteur en chef ?

— Thomas Gilles. Oui. Je lui ai parlé d'autres dossiers sensibles. Il publie quand il juge que c'est solide.

— Appelez-le.

— Maintenant ?

— Maintenant.

Claire avait regardé par la fenêtre sur la cour intérieure.

— Vous avez peur ? avait-elle demandé sans se retourner.

Silence.

— Oui, avait dit Élise.

— Moi aussi, avait dit Lorsignol.

Claire s’était retournée. Elle les avait regardés tous les deux.

— La peur ne me dit plus rien sur ce qu’il faut faire, avait-elle dit. Pendant vingt-deux ans j’ai eu peur et ça n’a rien changé à ce que je savais. Ça n’a pas effacé les lieux ou les visages ou les noms. Ça ne m’a pas rendue moins certaine. Ça n’a servi qu’à me taire.

Elle avait regardé la table — les copies des soixante-deux pages, les cartons de Stassen, les feuilles de notes.

— Stassen avait peur, avait-elle dit. Il avait peur depuis 1982. Il a gardé quand même. Trente-sept ans de peur, et il n’a pas jeté les cartons. Ce n’est pas du courage extraordinaire. C’est de l’obstination ordinaire.

Elle avait regardé Lorsignol.

— Et vous. Vous aviez peur depuis 1996. Vous avez gardé votre liste dans un tiroir. Vous êtes là ce soir.

Lorsignol n’avait pas répondu.

— Alors c’est probablement qu’on est sur la bonne piste.

Elle s’était retournée vers la fenêtre une dernière fois.

— Je peux témoigner sous mon vrai nom. Pas sous X4. Claire Donné, prénom, nom, adresse. Je suis fatiguée de ne pas avoir de nom.

Ils avaient travaillé jusqu’à vingt-deux heures.

Élise avait rédigé. Lorsignol avait relu pour les questions juridiques. Claire avait relu pour les questions factuelles — les dates, les lieux, les détails que seule elle pouvait valider.

À vingt-deux heures, ils avaient un texte de onze pages. Un article long — ce que les journaux appelaient un long-form, ce que le métier d’Élise appelait un dossier. Sourcé, prudent sur ce qui était analyse, explicite sur ce qui était documenté.

Élise avait appelé son rédacteur en chef.

Pas Michel Renard — Renard était parti à la retraite en 2012. Le nouveau rédacteur en chef s'appelait Thomas Gilles. Il avait quarante-cinq ans, une réputation de sérieux, et il décrochait à la deuxième sonnerie même à vingt-deux heures.

Elle lui avait dit qu'elle avait quelque chose.

Il lui avait dit : envoie.

Elle avait envoyé.

Elle avait attendu.

À vingt-trois heures douze, il avait rappelé.

— C'est solide ?

— Aussi solide que ça peut l'être.

— Le magistrat est prêt à signer une déclaration officielle ?

— Oui.

— Et la femme — Claire Donné — elle accepte d'être nommée ?

— Elle a demandé à l'être.

Long silence.

— Élise. Si je publie ça demain matin, je vais recevoir des appels. Des appels de gens importants qui vont me demander de ne pas publier. Ou de publier une version édulcorée.

— Je sais.

— Qu'est-ce que je leur dis ?

Élise avait regardé par la fenêtre du cabinet d’avocat. Namur, la nuit. La Sambre en bas, les lumières sur l’eau.

— Tu leur dis que le fichier est déjà en sécurité dans trois endroits différents. Que si la RTBF ne publie pas, d’autres publieront. Et que si quelque chose arrive à moi ou à mes sources avant la publication, ça sort quand même — automatiquement.

— T’as fait ça ?

— Oui. Enfin — je vais le faire dans la prochaine heure.

Silence.

— D’accord, avait dit Thomas Gilles. Je publie demain matin. Six heures du matin sur le site. L’édition papier du lendemain.

Il avait raccroché.

Élise avait posé son téléphone.

Elle avait regardé Lorsignol et Claire.

— Il publie.

À minuit, elle avait envoyé le fichier complet — article, documents scannés, lettre de Stassen — à trois adresses différentes. Une journaliste berlinoise à qui elle faisait confiance depuis vingt ans. Un avocat spécialisé en droit de la presse à Genève. Une association de protection des lanceurs d’alerte basée à Amsterdam, avec des instructions : si elles n’avaient pas de nouvelles d’elle avant quarante-huit heures, publier.

Puis elle était rentrée à Bruxelles.

Dans l’ascenseur de son immeuble rue Defacqz, son téléphone avait vibré.

Un message de numéro inconnu. Six mots :

Vous auriez dû accepter l'accord.

Elle n'avait pas répondu.

Elle était entrée chez elle. Elle avait vérifié les fenêtres, la porte, les serrures. Elle avait laissé la lumière du couloir allumée.

Elle ne dormit pas.

Mais cette fois — contrairement à toutes les nuits précédentes depuis vingt-deux ans — ce n'était pas à cause de quelque chose qu'elle retenait.

C'était parce qu'elle venait de le lâcher.

La nuit avant (Bruxelles, 13 août 2019, 0h30 — 6h00)

0h30 — Élise, rue Defacqz

Elle avait envoyé les trois mails à minuit et demi.

La journaliste berlinoise s'appelait Inge Hartmann. Elles s'étaient connues lors d'un stage de formation au Centre européen du journalisme à Maastricht en 2003 et ne s'étaient pas perdues depuis — pas des amies proches, mais le genre de connexion professionnelle qui se solidifie autour d'une confiance mutuelle dans la rigueur du travail. Inge couvrait les institutions européennes depuis vingt ans. Elle savait tenir quelque chose et ne pas le brûler prématurément.

L'avocat à Genève s'appelait Stéphane Morel. Spécialisé en droit de la presse internationale, il avait représenté plusieurs lanceurs d'alerte dans des procédures européennes. Élise l'avait contacté deux ans plus tôt pour un autre dossier qui n'avait pas abouti. Elle lui faisait confiance sur une chose précise : il ne parlerait à personne sans instruction explicite.

L'association à Amsterdam était Witness Protocol — une organisation néerlandaise qui gérait des dépôts d'urgence pour les journalistes d'investigation sous menace. Elle avait rempli leur formulaire en ligne l'année précédente après un dossier qui lui avait attiré des menaces de poursuites. Le formulaire demandait un code d'activation. Elle l'avait gardé.

Elle avait envoyé les trois mails avec les fichiers joints — l'article complet, les scans des documents originaux, la lettre de Stassen, une déclaration signée de Lorsignol, une déclaration signée de Claire Donné —

avec des instructions identiques dans chacun : si elles n’avaient pas de nouvelles d’elle dans quarante-huit heures, publier. Canaux à utiliser, contacts presse à notifier, procédure en cas de mise sous séquestre.

Elle avait attendu les accusés de réception. Ils étaient arrivés dans les quatre minutes.

Puis elle avait posé son ordinateur.

L’appartement de la rue Defacqz avait les dimensions d’une vie de journaliste solo — deux pièces et demi, des livres partout, une cuisine correcte qui servait moins à cuisiner qu’à poser des dossiers sur le plan de travail. Ella y habitait depuis 2009. Elle connaissait chaque bruit — le plancher qui craquait à gauche de la fenêtre du salon, la tuyauterie qui grondait vers deux heures quand quelqu’un au-dessus se levait, la rue en bas qui ne se taisait jamais complètement même à trois heures du matin.

Elle était allée à la fenêtre.

La rue Defacqz la nuit. Les réverbères, la lumière de l’appartement d’en face — quelqu’un qui lisait encore, une lampe de bureau visible derrière un rideau mal tiré. Une voiture garée en double file avec ses warnings. Bruxelles qui ne dormait pas complètement, même en août, même un mardi.

Elle avait pensé au message de Crane.

Vous auriez dû accepter l’accord.

Elle n’avait pas répondu. Elle n’avait pas l’intention de répondre. Mais elle avait pensé à ce que ça voulait dire : il n’y avait pas eu d’accord proposé formellement. Il y avait eu des sous-entendus, une conversation avec Lorsignol qui avait débouché sur rien, et l’appel de Crane l’après-midi dans la voiture où elle avait dit *je vous rappellerai*. Pas d’accord.

Alors que voulait dire le message ? Que Crane souhaitait qu'elle ait accepté une négociation qui n'avait pas eu lieu ? Que c'était une façon de marquer le coup, d'exprimer une frustration, de lui signaler qu'il savait ce qu'elle avait fait et qu'il désapprouvait ?

Ou que c'était simplement ce que les gens disent quand ils ont perdu et qu'ils n'ont pas d'autre chose à dire.

Elle avait vérifié les fenêtres — une habitude, pas une peur, une routine de précaution qu'elle avait développée à une époque où les habitudes de précaution servaient à quelque chose. La porte. Les verrous.

Elle avait laissé la lumière du couloir allumée.

Elle s'était couchée.

1h15 — Claire, Molenbeek

Elle ne dormait pas non plus.

Elle était allongée dans le noir avec Maigret contre ses genoux, les yeux ouverts sur le plafond qu'elle ne voyait pas vraiment dans l'obscurité. Elle entendait la rue — un groupe qui rentrait d'une soirée, des rires, des pas qui s'éloignaient. Molenbeek ordinaire d'un mardi qui finissait.

Elle avait pensé à la phrase qu'elle avait dite dans le cabinet d'avocat de Namur.

Je peux témoigner sous mon vrai nom. Pas sous X4. Claire Donné, prénom, nom, adresse. Je suis fatiguée de ne pas avoir de nom.

Elle l'avait dit et elle ne l'avait pas regretté. Ce n'était pas un accès de courage ou d'impulsivité — elle avait pensé à cette phrase, ou à quelque chose de similaire, de nombreuses fois depuis plusieurs années. Elle savait exactement ce que ça signifiait : des journalistes qui allaient appeler, des photographes, peut-être des procédures juridiques si des personnes

nommées dans les documents décidaient de se défendre, des complications dans sa vie professionnelle, peut-être des complications dans sa vie ordinaire.

Elle avait quarante et un ans. Elle avait une vie. Et elle avait décidé, quelque part dans la décennie précédente, que vivre avec quelque chose qu'on ne peut pas dire était une façon très lente de se défaire.

Être nommée, c'était reprendre de la consistance.

Elle pensait à Nadine Herbillon — la fille du magistrat mort en 2001. Elle avait dit *oui* au téléphone ce matin sans hésiter. Elles ne s'étaient jamais rencontrées. Une femme qui avait grandi avec le silence de son père, des choses qu'il n'avait pas dites mais qui se voyaient dans sa façon d'être, cette légère tension qu'ont les hommes qui portent des dossiers non résolus comme des dettes.

Le père avait quarante et un ans quand il était mort.

Claire avait quarante et un ans maintenant.

Elle n'était pas superstitieuse. Mais ce recoupement avait quelque chose qui l'avait traversée comme une aiguille froide pendant le trajet retour de Namur.

Maigret changea de position contre ses genoux.

Elle avait fermé les yeux.

Elle n'avait pas dormi.

3h00 — Lorsignol, Ixelles

Il était rentré à minuit.

Sa femme dormait — elle s'était recouchée après son départ du matin, il en était presque certain parce qu'elle avait un sommeil régulier qu'elle maintenait par principe d'économie personnelle, *je ne m'inquiète pas pour les choses sur lesquelles je n'ai aucune prise*, disait-elle. Elle ne savait pas exactement où il était allé aujourd'hui mais elle savait que c'était important parce qu'il avait le visage qu'il avait quand quelque chose était important.

Il était allé dans son bureau.

Il avait ouvert le tiroir à clé. Il avait sorti la liste. La même liste de vingt-deux noms qu'il regardait depuis vingt-trois ans à des intervalles irréguliers — pas régulièrement, pas rituellistement, juste parfois, quand quelque chose dans l'actualité lui rappelait ce qu'il gardait là.

Il l'avait regardée une dernière fois.

Certains des noms seraient dans l'article. Pas tous — Mathon avait été prudente, elle avait préféré ne mettre que ce qui était corroborable par un deuxième document. Cinq noms, au maximum, avec des précisions sur leurs fonctions de l'époque. Les autres resteraient dans les tiroirs pour l'instant — pas définitivement, mais pour l'instant.

Ce n'était pas tout ce qu'il avait voulu.

Il avait appris, en vingt-trois ans, à accepter le possible. C'était ce que Marthe Stassen avait dit d'Edmond : *il acceptait le possible*. Il y avait une sagesse là-dedans, pas une résignation — une sagesse. Comprendre ce qu'on peut faire avec ce qu'on a, dans le temps qu'on a.

Il avait rangé la liste.

Il l'avait glissée dans son attaché-case.

Demain il la déposerait au greffe du parquet avec un rapport circonstancié. Pas parce que ça changerait quoi que ce soit immédiatement — les procédures prendraient des mois, des années, certaines iraient nulle part.

Mais une liste déposée au greffe du parquet fédéral sous la signature d'un premier substitut était un acte juridique. Elle existait officiellement. Elle ne pouvait pas être supprimée sans laisser de trace.

Il s'était couché à deux heures et demie.

Il avait dormi — pas bien, mais dormi. C'était déjà quelque chose.

5h45 — Élise, rue Defacqz

Elle s'était levée à cinq heures.

Elle avait fait du café. Elle s'était assise à son bureau, l'ordinateur ouvert, la messagerie ouverte. Elle avait vérifié que les trois accusés de réception étaient toujours là — ils l'étaient. Elle avait relu l'article une fois de plus, en entier, en cherchant les endroits où la formulation était trop certaine pour ce que les documents permettaient, ou trop prudente pour ce qu'ils établissaient clairement.

Elle avait changé deux phrases.

Puis elle avait posé ses mains sur le bureau.

Dehors, il commençait à faire jour. Un gris doux, le Bruxelles d'août qui s'éveillait lentement — les éboueurs, un bus lointain, un oiseau qui ne savait pas encore s'il faisait nuit ou jour.

Elle avait pensé à Stassen. À un homme qu'elle n'avait vu qu'une fois, pendant deux minutes, sur un boulevard encombré de trois cent mille personnes silencieuses. Elle avait le souvenir de ses mains — qui tremblaient légèrement en lui tendant l'enveloppe. Et quelque chose dans ses yeux clairs qui ressemblait à du soulagement.

Quelqu'un qui a obéi trop longtemps.

Il avait obéi. Il avait eu peur. Il avait fait le calcul de l'homme ordinaire face à quelque chose d'extraordinaire, et il avait choisi de vivre — de vivre avec ça, ce qui n'était pas la même chose que d'être intact, mais c'était vivre quand même.

Et dans les derniers mois, quand vivre n'était plus négociable, il avait décidé de ne pas laisser les cartons dans un grenier sans personne pour les chercher.

Il avait attendu quelqu'un qui chercherait assez longtemps.

Elle avait regardé l'horloge.

5h55.

Elle avait ouvert la messagerie de la RTBF.

L'article était là — envoyé à Thomas Gilles la veille au soir, approuvé, mise en page effectuée par le bureau de nuit. Un encadré *documents téléchargeables* avec les scans. Un sous-titre qui avait été légèrement modifié par Gilles avec son accord — la formulation judiciaire avait été précisée.

Elle avait attendu.

À six heures deux, le mail de confirmation était arrivé.

Article mis en ligne — Le Dossier bis — RTBF Investigation — 06:02:17

Elle avait fermé les yeux une seconde.

Puis elle avait ouvert le site.

Le titre était là, en haut de la page. Les photos. Son nom.

Elle avait posé les doigts sur le bureau.

Dehors, la rue s'éveillait.

Bruxelles recommençait.

Chapitre 12 — La publication (Bruxelles, 13 août 2019, 6h00)

L’article était en ligne à six heures deux.

Titre : **Ce que le dossier Dutroux n’a jamais dit.**

Sous-titre : *Un magistrat, une survivante et des documents inédits établissent l’existence d’un réseau protégé par des institutions belges et européennes — et les connexions avec le réseau Epstein.*

Signé : Élise Mathon.

À six heures quinze, le site de la RTBF avait subi ses premières tentatives de surcharge — du trafic artificiel, assez grossier, qui avait été absorbé par les serveurs de secours que le département technique avait mis en place la veille au soir quand Thomas Gilles avait prévenu qu’un article sensible allait sortir.

À six heures trente, l’article avait été partagé quatre mille fois.

À sept heures, douze mille.

À neuf heures, il était traduit en néerlandais, en allemand et en anglais par des journalistes indépendants qui le diffusaient sur leurs propres réseaux. Le Guardian avait tweeté un lien. Le New York Times avait envoyé un email à Élise demandant un entretien. Der Spiegel avait publié une brève.

Thomas Gilles avait reçu sept appels avant neuf heures du matin.

Le premier : un conseiller du ministre de la Justice belge, qui souhaitait *discuter du contexte et des implications* de l’article avant toute diffusion supplémentaire. Gilles lui avait dit que l’article était déjà diffusé et avait raccroché.

Le deuxième : un haut fonctionnaire de la Commission européenne, non identifié, qui avait dit que certaines informations contenues dans l'article *pourraient porter atteinte à des procédures en cours*. Gilles avait demandé lesquelles. L'homme n'avait pas su répondre. Gilles avait raccroché.

Les cinq suivants : des avocats, des attachés de presse, un représentant d'une organisation dont Gilles ne connaissait pas l'existence et dont il avait noté soigneusement le nom.

À dix heures, le parquet fédéral avait reçu une demande officielle — transmise par voie diplomatique américaine — de mise sous séquestre des documents cités dans l'article, au titre de la protection d'une procédure judiciaire américaine en cours.

Lorsignol avait reçu la demande. Il était le magistrat de permanence ce matin-là — une coïncidence de planning que ni lui ni Élise n'avaient calculée mais qui les avait fait sourire quand il l'avait appelée à dix heures cinq.

— Ils demandent la mise sous séquestre.

— Et tu vas faire quoi ?

— Je vais prendre le temps d'étudier la demande. La procédure normale prend entre cinq et dix jours ouvrés.

— Les documents sont déjà à Berlin, Genève et Amsterdam.

— Je sais. Je suis un magistrat méticuleux, pas un magicien.

À midi, la presse belge avait repris l'article en masse.

Pas toute la presse — deux grands quotidiens avaient choisi de publier des articles prudents sur *les allégations contenues dans un article de la RTBF*, avec des guillemets autour de *réseau*, des *selon des sources non officielles*, des *ce que les autorités n'ont pas confirmé*. La prudence habituelle des rédactions qui ont des propriétaires qui ont des relations.

Mais d’autres avaient publié sans guillemets. Des indépendants. Des titres numériques. Des correspondants étrangers pour qui les précautions de la presse belge n’avaient pas de sens.

Dans les couloirs du Parlement belge, plusieurs parlementaires avaient demandé à leurs assistants de leur préparer une note. Dans les bureaux de la Commission européenne, des fonctionnaires avaient fermé leurs portes pour lire l’article sur leurs ordinateurs personnels. Dans certains cabinets d’avocat bruxellois, des téléphones avaient sonné dès sept heures du matin avec des clients qui lisaient l’article sur leur téléphone dans leur voiture.

Le Parlement flamand avait publié un communiqué à dix heures demandant *des clarifications urgentes* aux autorités fédérales. Le Parlement wallon n’avait pas encore réagi à midi — ce qui était aussi une façon de réagir.

Une eurodéputée belge avait tweeté à neuf heures : *L’article de @EliseMathon_RTBF soulève des questions auxquelles l’État belge doit des réponses. Ouverture d’une commission d’enquête : maintenant.* Le tweet avait été partagé quarante mille fois en deux heures.

L’article vivait. Il circulait. Il faisait ce que les articles font quand ils contiennent quelque chose de vrai et que le moment est juste — il se copiait lui-même d’un endroit à l’autre, il franchissait des frontières, il atterrissait dans des boîtes mail de gens qui allaient le lire ce soir, le lendemain, dans une semaine.

Richard Crane était dans son appartement de l’avenue de Tervuren.

Il avait lu l’article à six heures cinq. Il avait relu deux fois. Il avait évalué les dégâts.

Le fond était mauvais — inévitablement. Mais la forme était gérable.

L’article nommait le réseau Dutroux-Nihoul et ses connexions institutionnelles belges. Il nommait la connexion Epstein en termes soigneusement analytiques — la thèse de Stassen sur les architectures similaires, pas une connexion directe prouvée. Il mentionnait l’existence du dossier CLAS-1983-BW-04 sans en révéler le contenu — parce que Mathon n’en avait pas le contenu, juste la référence et la description de Stassen.

C’était exactement ce que Crane avait offert d’accepter.

Et Mathon avait publié sans négocier.

Le problème n’était pas ce qui était dans l’article.

Le problème était ce que l’article allait déclencher. Des demandes de déclassification du dossier CLAS. Des enquêtes parlementaires. Des journalistes qui allaient tirer ce fil et d’autres fils. Des personnes — en Belgique, en Allemagne, à Bruxelles dans les couloirs de l’UE — qui allaient lire l’article et comprendre que le périmètre avait cédé.

Certaines de ces personnes allaient paniquer.

Et des gens qui paniquaient faisaient des erreurs.

Crane avait passé la matinée à appeler. À calmer. À dire aux gens nerveux que la situation était sous contrôle, que l’article ne contenait pas l’essentiel, que le dossier CLAS restait classifié, que les noms des officiers OTAN ne figuraient nulle part.

À quatorze heures, il était épuisé.

À quatorze heures trente, il avait reçu un message de Washington.

Situation évaluée. Dommages contenus. Procédez à une gestion normale. Félicitations pour votre gestion de crise.

Il avait regardé son téléphone longtemps.

Félicitations pour votre gestion de crise.

Il n’avait rien géré. Il avait échoué à empêcher la publication. Ce que Washington appelait *dommages contenus* était ce que Crane appelait *victoire partielle de la partie adverse*.

Il avait posé son téléphone.

Il avait pensé aux soixante-deux pages de Stassen. À la lettre non cachetée. À *pour la personne qui cherchera assez longtemps*.

Stassen avait distribué ses documents de façon à ce qu’aucune intervention ne puisse tous les récupérer. C’était une stratégie simple et efficace — la même qu’Élise Mathon avait utilisée la nuit précédente avec ses trois copies.

Des amateurs qui avaient battu des professionnels.

Ce n’était pas fréquent.

Ça méritait au moins d’être noté.

Claire Donné était dans son appartement à Molenbeek.

Elle avait regardé l’article en ligne à six heures du matin — son nom, en toutes lettres, dans le premier paragraphe. *Claire Donné, qui avait témoigné en 1997 sous le pseudonyme X4 devant la Cellule Dutroux.*

C’était étrange de se voir nommée.

Pas désagréable.

Pendant vingt-deux ans, son témoignage avait existé dans des dossiers judiciaires sous deux lettres et un chiffre. X4. Quelque chose d’abstrait, d’effaçable, de classable dans la catégorie *non crédible* sans que ça gêne personne. Une personne sans nom ne prend pas de place. Ne demande pas de réponses. Ne vieillit pas.

Claire Donné avait quarante-et-un ans. Elle avait une adresse, un travail, un chat, une vie. Elle avait un visage que des journalistes allaient photographier dans les jours suivants — elle en était consciente, elle s'y était préparée. Elle avait décidé qu'elle ne reculerait pas devant les appareils photo.

Elle avait regardé par la fenêtre. Molenbeek le matin, la rue qui s'éveillait, le boulanger en face qui levait son rideau de fer.

Son téléphone avait vibré. Un numéro inconnu. Elle avait décroché.

Silence. Puis une voix, une femme, âgée, légèrement essoufflée.

— Vous êtes Claire Donné ?

— Oui.

— Je m'appelle Nadine. Je lisais l'article ce matin. Je suis la fille de… de quelqu'un qui est mort en 2001. Un magistrat. Mon père s'appelait Franck Herbillon.

Claire avait senti quelque chose se contracter dans sa poitrine.

— Je me souviens de ce nom, avait-elle dit doucement.

— Je me demandais si on pouvait se parler. Il y a des choses que mon père m'avait dites avant de mourir. Des choses que je n'ai jamais su à qui dire.

Claire avait regardé le boulanger en face qui retournait à l'intérieur de sa boutique.

— Oui, avait-elle dit. On peut se parler.

Elle avait pris un stylo.

Les fils continuaient de se dénouer.

Ils continuaient.

Les jours suivants (Bruxelles, 13-30 août 2019)

13 août — 17h00

La conférence de presse n'était pas prévue.

Thomas Gilles l'avait organisée en deux heures, dans la grande salle de la RTBF, parce que les demandes d'entretien avaient rendu la situation intenable — cinquante-sept demandes en douze heures, de médias belges, néerlandais, français, allemands, britanniques, américains. Il avait jugé qu'une conférence de presse collective économiserait du temps et éviterait les malentendus de transcription.

Élise était arrivée à seize heures trente.

La salle était pleine. Des journalistes belges qu'elle connaissait depuis vingt ans, qui lui avaient serré la main avec cette expression particulière — mélange de respect professionnel et de quelque chose de plus personnel, comme reconnaître chez quelqu'un le même poids qu'on porte soi-même. Des correspondants étrangers qu'elle ne connaissait pas, avec leurs traducteurs et leurs micros directionnels.

Claire était assise à côté d'elle à la table face aux caméras. Elle portait une veste bleue qu'elle avait achetée ce matin-là, à l'ouverture d'une boutique sur la chaussée d'Ixelles. Elle avait dit à Élise : *si je dois être photographiée, autant ne pas être en jean.*

Lorsignol était dans le couloir, à vingt mètres, assis sur une chaise avec une liasse de papiers sur les genoux. Sa présence à la conférence avait été discutée — un premier substitut au parquet fédéral à une conférence de

presse sur un dossier lié à ses fonctions, c'était inhabituel. Il avait finalement décidé de rester dans le couloir. Disponible pour répondre aux questions judiciaires, mais pas dans le cadre formel.

Thomas Gilles avait ouvert la conférence.

— Madame Mathon va vous lire une déclaration, avait-il dit. Après quoi vous aurez vingt minutes de questions. Pas de questions sur les sources que nous n'avons pas citées. Pas de questions sur les éléments de l'enquête judiciaire en cours.

Élise avait lu sa déclaration.

Elle avait mis une heure à l'écrire ce matin, en cherchant le ton juste — ni triomphaliste, ni défensif. Elle avait voulu dire une seule chose, clairement, sans ornements : nous publions parce que les faits l'exigent, parce que les sources sont solides, parce que les victimes méritent que leur témoignage existe dans le domaine public et non dans les tiroirs du système qui les a réduites au silence.

Elle l'avait lue en deux minutes trente.

Puis Claire avait pris la parole.

Personne n'avait prévu ça. Gilles avait regardé Élise, qui avait hoché la tête discrètement : *laissez-la parler*.

Claire avait dit : *je m'appelle Claire Donné. J'ai témoigné en 1997 sous le nom X4. Je voulais dire une chose : mon témoignage était vrai alors, et il est vrai maintenant. Il n'a pas changé. C'est le contexte autour de lui qui a changé.*

Silence dans la salle.

Puis une main levée. Puis dix. Puis la cacophonie contrôlée de vingt journalistes qui posent des questions en même temps.

---

14 août — Molenbeek

Elle avait éteint son téléphone à vingt-deux heures.

Depuis la publication, il avait sonné sans interruption — des journalistes, des gens qui avaient connu les victimes de l'affaire originale, des inconnus qui voulaient témoigner eux aussi, des gens qui lui envoyaient des messages de soutien dans plusieurs langues, et aussi quelques messages moins amicaux qu'elle avait lus et effacés.

À vingt-deux heures, elle avait éteint. Elle avait nourri Maigret. Elle avait regardé la rue par la fenêtre.

Son téléphone de bureau — le numéro de l'association — avait reçu un message de sa directrice : *prends le temps qu'il te faut. Ton poste t'attend.*

C'était bien, ça.

Elle avait pensé à la fille de Franck Herbillon. Nadine, qui avait appelé le matin même après avoir lu l'article. Elles s'étaient parlé pendant une heure. Nadine avait quarante-deux ans, elle vivait à Gand, elle était institutrice. Son père lui avait dit des choses dans ses derniers mois — pas tout, pas clairement, mais assez pour qu'elle sache qu'il portait quelque chose. Elle avait grandi avec ce poids et n'avait jamais su à qui en parler.

Maintenant elle savait à qui en parler.

Elles allaient se retrouver la semaine suivante. Elles allaient voir si ce que Nadine savait ajoutait quelque chose. Ensemble, éventuellement, elles construiraient un dossier pour le Comité européen des droits de l'homme.

C'était long. C'était lent. Ce n'était pas une victoire éclatante.

C'était ce qui existait.

---

19 août — Parquet fédéral

Lorsignol avait déposé la liste le 14 août au matin, avec le rapport circonstancié qu'il avait rédigé pendant la nuit du 12 au 13.

Le procureur général qui avait reçu le dossier — un homme que Lorsignol connaissait depuis vingt ans, avec qui il avait travaillé sur plusieurs affaires, un homme sérieux et prudent et pas particulièrement courageux mais pas lâche non plus — l'avait convoqué le 19 août.

Ils étaient restés une heure dans le bureau.

Le procureur général avait dit une chose qui avait surpris Lorsignol.

— J'ai lu votre rapport. J'ai lu l'article. J'ai passé le week-end à lire des dossiers que je n'avais pas regardés depuis longtemps.

Il avait regardé ses mains.

— Je pense qu'il faut ouvrir une instruction préliminaire. Pas pour les faits de 1996 — ils sont prescrits pour l'essentiel. Pour les dysfonctionnements institutionnels. Pour comprendre qui a pris quelles décisions et dans quel cadre.

Lorsignol avait écouté sans l'interrompre.

— Je ne vous promets pas que ça mène quelque part, avait dit le procureur. Les prescriptions, les immunités, les dossiers manquants — il y a beaucoup d'obstacles. Mais une instruction préliminaire ouverte est un instrument. Elle permet des demandes d'accès aux archives militaires. Elle permet des auditions sous serment.

— Et la Commission européenne ? avait demandé Lorsignol.

— La Commission européenne a ses propres règles. Je connais un eurodéputé qui serait prêt à déposer une demande de déclassification du dossier CLAS, s'il en connaissait l'existence.

— Il en connaît l'existence depuis hier matin. Tout le monde en connaît l'existence.

Le procureur avait presque souri.

— En effet. C'est bien.

---

30 août — Gembloux

Élise était retournée à Gembloux à la fin du mois.

Pas pour chercher autre chose — les documents étaient entre les mains de qui il fallait. Pour revoir Marthe Stassen.

Elles s'étaient assises dans le jardin. Les dernières tomates de l'été. Un chat de voisin qui avait décidé de traverser le jardin. Le bruit des abeilles dans la lavande au bord du potager.

Marthe Stassen avait dit qu'elle avait regardé la conférence de presse à la télévision. Qu'elle avait vu Claire Donné dire ce qu'elle avait dit — *mon témoignage était vrai alors, et il est vrai maintenant.*

— Il aurait aimé ça, avait dit Marthe.

— La conférence de presse ?

— Pas la conférence de presse. Le fait que quelqu'un le dise à voix haute. Qu'on le mette dans une salle avec des caméras et que ça ne disparaisse plus dans le silence.

Elle avait regardé les tomates.

— Il avait peur jusqu'à la fin, avait-elle dit. Pas pour lui — pour moi. Que quelqu'un vienne, que quelque chose arrive. Je lui disais qu'il exagérait, que les gens ne faisaient pas ça. Maintenant je sais que parfois si.

Elle avait regardé Élise.

— Mais il avait raison de garder les cartons quand même. Ce n’est pas parce que les gens font parfois des choses mauvaises qu’il faut les laisser faire.

— Non.

— Il acceptait le possible, avait dit Marthe. C’est son expression. Pas ce qu’il voulait. Ce qui existait. La commission parlementaire va s’ouvrir. Les noms ne seront peut-être pas tous prononcés. Le dossier CLAS restera classifié jusqu’en 2048. Mais quelque chose a bougé.

Elle avait regardé son jardin un moment.

— Il aurait dit : c’est suffisant pour aujourd’hui.

Élise était repartie à dix-sept heures sur la N4 en direction de Bruxelles.

Les champs de la province de Namur de chaque côté. Le ciel de fin d’été, encore chaud mais avec quelque chose qui changeait à l’horizon.

Elle avait pensé à Stassen. Un homme qu’elle n’avait vu qu’une fois, pendant deux minutes, sur un boulevard. Des mains qui tremblaient légèrement. *Quelqu’un qui a obéi trop longtemps.*

Il avait obéi. Il avait peur. Il avait attendu.

Il avait fini par ne pas lâcher.

C’était beaucoup, pour un seul homme.

C’était exactement suffisant.

Nadine Herbillon (Gand, 13 août 2019, 6h30)

Elle n’avait pas cherché l’article. L’article l’avait trouvée.

Son téléphone avait vibré à six heures vingt-deux — une notification d’un groupe de parents d’élèves de l’école où elle enseignait, quelqu’un qui partageait un lien avec la note *à lire absolument*. Elle n’aurait normalement pas lu un article à six heures vingt-deux un mardi matin. Elle aurait posé le téléphone et préparé son café.

Mais le titre était là.

Ce que le dossier Dutroux n’a jamais dit.

Son père s’appelait Franck Herbillon.

Il était mort à quarante et un ans, en mars 2001. Infarctus. Un matin dans son appartement à Bruxelles, sans qu’il soit possible de douter de la cause naturelle parce qu’il y avait des antécédents familiaux cardiaques, parce qu’il travaillait trop et dormait trop peu, parce que les gens de quarante et un ans mouraient parfois d’infarctus.

Elle avait dix-neuf ans quand son père était mort.

Elle avait appris deux choses de lui dans les mois précédant sa mort. Deux choses qu’il lui avait dites lors d’une conversation qui n’avait pas l’air importante sur le moment — un dîner en tête à tête, une pizzeria de Bruxelles, un soir de janvier 2001. Il était venu la voir à Gand où elle faisait ses études. Il avait l’air fatigué. Pas malade — il ne savait pas encore qu’il était malade — mais fatigué de la façon dont les gens sont fatigués quand ils portent des choses depuis trop longtemps.

La première chose qu'il avait dite : *si quelqu'un te demande un jour si ton père t'a parlé de l'affaire Dutroux, dis non. Dis que tu ne sais rien.*

Elle avait demandé pourquoi.

— Parce que c'est plus sûr.

— Pour qui ?

Il avait regardé sa pizza.

— Pour toi.

La deuxième chose qu'il avait dite : *les gens qui ont passé des appels en 1996 dorment encore très bien. J'espère qu'ils continueront. Parce que le jour où ils ne dormiront plus bien, ça voudra dire que quelqu'un a trouvé quelque chose.*

Elle n'avait pas compris à quoi ça se référait. Elle avait dix-neuf ans et son père était procureur à Bruxelles et il lui parlait parfois de son travail de façon oblique, en allusions. Elle avait pensé que c'était une affaire parmi d'autres.

Deux mois plus tard, il était mort.

Elle avait fait ses études. Elle était devenue institutrice. Elle avait une vie à Gand — un appartement, un compagnon, une classe de vingt-deux élèves de neuf et dix ans qu'elle aimait pour leur façon de poser des questions auxquelles elle n'avait pas toujours de réponse.

Elle avait pensé parfois aux mots de son père. Elle avait cherché parfois — des articles sur l'affaire Dutroux, des livres d'investigation, les procès-verbaux des commissions parlementaires disponibles en ligne. Elle n'avait pas trouvé de contexte qui lui permettait de comprendre ce que son père avait voulu dire.

Elle avait fini par arrêter de chercher. La vie continue. On ne peut pas rester attaché éternellement à une conversation dans une pizzeria.

Mais elle n'avait pas oublié.

Elle avait lu l'article debout dans sa cuisine, le téléphone dans une main, le café qui refroidissait dans l'autre.

Elle avait lu une fois. Puis elle avait relu depuis le début.

Le nom Herbillon n'y était pas — mais le nom de Mathieu Lorsignol y était, avec une note sur sa présence au parquet fédéral de Liège en 1996 et sa décision de témoigner publiquement. Et dans un paragraphe de l'article, une phrase qui l'avait arrêtée :

Plusieurs personnes liées à la procédure de 1996 sont mortes dans des circonstances que leurs proches ont décrit comme non élucidées. Les coïncidences de timing n'ont jamais fait l'objet d'une investigation formelle.

Coïncidences de timing.

Son père avait quarante et un ans. Deux mois après le dîner de la pizzeria. Antécédents cardiaques familiaux. Elle avait répété ça à elle-même depuis vingt ans, comme un mantra contre la tentation de penser autrement.

Maintenant elle n'était plus sûre que le mantra la protégeait de quoi que ce soit.

Elle avait posé son café.

Elle avait cherché le nom d'Élise Mathon sur le site de la RTBF. Elle avait trouvé un numéro de contact pour la rubrique investigation.

Elle avait regardé l'heure. Six heures quarante-cinq.

Trop tôt pour appeler.

Elle avait attendu jusqu'à neuf heures.

— Claire Donné, avait dit la voix qui avait décroché.

Nadine avait eu un instant de surprise — elle avait cherché Mathon, pas Donné.

— Je m'excuse. Je cherchais madame Mathon.

— Elle est occupée pour l'instant. Je suis Claire Donné. Vous avez lu l'article ?

— Oui.

— Est-ce que vous appelez pour témoigner ?

Nadine avait réfléchi une seconde. *Témoigner* était un grand mot. Elle n'avait rien qui était prouvable. Elle avait la mémoire d'une conversation dans une pizzeria et la mort d'un homme de quarante et un ans.

— Je ne sais pas si ce que j'ai compte, avait-elle dit. Mon père s'appelait Franck Herbillon. Il était procureur à Bruxelles. Il est mort en 2001.

Un silence sur la ligne.

— Je me souviens de ce nom, avait dit Claire doucement.

Nadine avait senti quelque chose se contracter dans sa poitrine. Elle connaissait ce nom. Le nom de son père. Une femme qui n'avait que vingt ans en 1997, une femme qui avait été réduite au silence et qui vivait avec ce silence depuis vingt-deux ans — cette femme se souvenait du nom de son père.

— Il m'avait dit des choses, avait dit Nadine. Je n'ai jamais su à qui les dire.

— Je vous en prie, avait dit Claire. Parlez.

Elles s’étaient parlé pendant une heure.

Nadine avait dit la conversation de la pizzeria. Les deux phrases. Les mots exacts — elle les avait tellement répétés dans sa tête qu’ils n’avaient pas vieilli, ils étaient restés précis et propres comme des objets conservés dans du plastique.

Les gens qui ont passé des appels en 1996 dorment encore très bien.

Claire avait écouté sans interrompre. Elle posait des questions parfois — des questions précises, la façon dont quelqu’un pose des questions quand il n’a pas besoin de toute l’information parce qu’il en a déjà une partie.

À la fin, Nadine avait demandé : est-ce que ça change quelque chose ? Mon père qui a dit ça dans une pizzeria à une étudiante de dix-neuf ans, deux mois avant sa mort — est-ce que c’est utilisable ?

— Je ne sais pas si c’est utilisable au sens judiciaire, avait dit Claire. Mais il y a quelque chose d’important que vous venez de faire.

— Quoi ?

— Vous avez dit à voix haute ce que vous saviez. Vous l’avez sorti du silence. C’est ce que font les gens quand ils sont fatigués de porter quelque chose.

Nadine avait regardé par la fenêtre son appartement de Gand — la rue calme, les maisons flamandes, le ciel gris du matin belge.

— Mon père était fatigué, avait-elle dit. Il m’avait dit des choses en sachant que je n’aurais pas à quoi les raccrocher pendant longtemps. Comme s’il voulait s’assurer que quelqu’un les portait, même sans comprendre.

— Il savait ce qu’il faisait.

— Oui.

— C’est une façon de garder quelque chose. Pas dans un carton — dans une personne.

Silence.

— Il y a une chose que vous pourriez faire, avait dit Claire. Si vous le voulez. Déposer un témoignage formel auprès de la commission parlementaire qui s’ouvre en septembre. Pas sur des faits que vous n’avez pas pu observer directement — sur ce que votre père vous a dit. C’est un témoignage sur un témoignage. Ça a une valeur.

— Vous pensez qu’ils l’écouteront ?

— Je pense que les choses changent quand les gens décident de les dire. Pas toujours. Pas aussi vite qu’on voudrait. Mais elles changent.

Nadine avait regardé l’heure. Huit heures quarante-cinq. Elle avait une classe à neuf heures.

— Je peux vous rappeler ? avait-elle dit.

— Oui. Je garde ce numéro.

Elle était arrivée en classe avec quelques minutes de retard — ce qui ne lui arrivait jamais. Les vingt-deux élèves la regardaient avec la curiosité directe des enfants de neuf ans pour qui les adultes en retard constituent un événement.

— Madame Herbillon, vous avez un problème ?

— Non, avait dit Nadine. J’avais quelque chose d’important à faire.

— C’était quoi ?

Elle avait souri.

— Je parlais avec quelqu’un qui avait quelque chose à dire depuis longtemps.

— Et ça a servi à quoi ?

Elle avait regardé ses vingt-deux élèves.

— Je ne sais pas encore. Mais on a commencé. C’est déjà quelque chose.

Elle avait ouvert le cahier du jour.

Épilogue — Ce qui reste (2024)

Ce qui a été rendu public

En septembre 2019, le Parlement belge a ouvert une troisième commission d'enquête sur les dysfonctionnements judiciaires liés à l'affaire Dutroux.

La commission a siégé pendant dix-neuf mois. Elle a entendu cent quarante-deux témoins, dont Mathieu Lorsignol et Claire Donné. Elle a eu accès à une partie des archives judiciaires de 1996 précédemment non consultées.

Elle a conclu à l'existence de *dysfonctionnements graves et systémiques* dans la gestion du dossier entre 1993 et 1996. Elle a recommandé des réformes institutionnelles. Elle a reconnu officiellement que plusieurs signalements avaient été ignorés ou étouffés.

Elle n'a nommé personne.

En novembre 2019, la Commission européenne a reçu une demande formelle de déclassification du dossier CLAS-1983-BW-04. La demande avait été déposée par trois eurodéputés — belge, allemand, néerlandais — à la suite de l'article d'Élise Mathon.

La Commission a répondu en janvier 2020 que le dossier concernait des matières relevant de la sécurité nationale des États membres et ne pouvait pas faire l'objet d'une déclassification au niveau européen.

La demande a été transmise aux autorités belges.

Les autorités belges ont indiqué que le dossier relevait d'une classification militaire en vigueur jusqu'en 2048.

1.

En mars 2021, Ghislaine Maxwell a été condamnée à vingt ans de prison par un tribunal fédéral américain pour trafic sexuel et complicité dans les agissements d'Epstein.

Les noms des clients n'ont pas été rendus publics. La juge a estimé que cette information était couverte par des ordonnances de confidentialité pré-existantes.

En 2023, un juge new-yorkais a ordonné la déclassification partielle des documents scellés. Les noms publiés étaient ceux que les médias connaissaient déjà — des noms déjà publics, déjà connus, déjà niés. Les noms qui comptaient restaient dans les cartons.

Richard Crane a pris sa retraite en juin 2022.

Il vit en Virginie. Il a un chien. Il joue au golf. Selon ses proches, il dort bien.

Ce qui n'a pas été rendu public

Le dossier CLAS-1983-BW-04 est toujours classifié.

Le haut fonctionnaire de la Commission européenne dont le nom apparaissait à la ligne 23 du document de Claire Donné est décédé en octobre 2020, d'une insuffisance cardiaque. Il avait soixante-neuf ans. Il n'a jamais été mis en examen.

Deux des vingt-deux noms de la liste de Lorsignol occupent encore, en 2024, des fonctions dans des institutions publiques belges.

Ce que font les personnages de ce roman en 2024

Élise Mathon a reçu en 2020 le Prix de journalisme Robert Schuman pour l'ensemble de son œuvre.

Elle est montée sur l'estrade avec le sentiment légèrement irréel d'être récompensée pour quelque chose qu'elle aurait dû faire en 1996. Elle l'a dit dans son discours — pas en s'accusant, mais en nommant la chose : *les dossiers qui restent dans les tiroirs ne restent pas dans les tiroirs parce que les journalistes sont lâches. Ils y restent parce que le contexte n'est pas encore le bon, parce que les corroborations manquent, parce que le moment n'est pas encore venu. Le moment finit par venir.*

Elle avait mentionné Edmond Stassen. Elle avait dit que le courage n'était pas l'absence de peur — c'était la décision de garder des cartons dans un grenier pendant trente-deux ans en espérant que quelqu'un viendrait les chercher.

Dans la salle, Marthe Stassen était assise au deuxième rang. Élise ne l'avait pas invitée — elle ne savait pas qu'elle était là. Marthe Stassen était venue par elle-même, avait pris le train depuis Gembloux, s'était assise dans la salle de remise des prix sans se faire connaître. À la fin de la cérémonie elle avait attendu dans le couloir, et quand Élise était passée elle avait dit simplement :

— Il aurait aimé ça.

Élise travaille toujours à la RTBF.

Elle a encore peur, parfois.

Claire Donné a témoigné devant la commission parlementaire en mars 2020. Sous son vrai nom, avec son visage, dans une salle retransmise en direct sur les chaînes belges.

Elle avait préparé sa déposition pendant des semaines — non pas ce qu'elle allait dire, ça elle le savait depuis l'âge de vingt ans, mais comment elle allait le dire. La commission parlementaire n'était pas la Cellule Dutroux de 1997. Les personnes en face d'elle étaient des élus avec un mandat, des assistants qui prenaient des notes, des caméras de télévision. Elle avait droit à un avocat — elle avait cette fois les moyens de s'en payer

un, une femme de quarante-cinq ans spécialisée en droit des victimes qui lui avait dit en première séance : *ce que vous avez à dire, dites-le entièrement. Ne vous autocentrez pas.*

Elle avait parlé deux heures et demie. Elle avait décrit les lieux, les dates, les visages. Elle avait donné les noms qu'elle avait.

Elle avait pleuré une seule fois — en disant le prénom de la première petite fille dont elle avait vu la photo dans la maison de Lasne, en 1993. Un prénom courant, un prénom de petite fille ordinaire. Elle ne savait pas si cette enfant avait été retrouvée, si elle était en vie, ce qu'elle était devenue. Elle avait dit le prénom parce que cette enfant méritait d'être nommée quelque part.

La salle avait été silencieuse pendant plusieurs secondes.

Claire travaille toujours dans le secteur associatif. Elle a un chat. Elle dort mieux qu'avant.

Elle a été contactée en 2022 par Nadine Herbillon — la fille de Franck Herbillon, ce procureur mort à quarante et un ans en 2001 qui avait, un soir de 2000, dit trop fort ce qu'il savait. Elles se rencontrent régulièrement. Ensemble, elles ont déposé une plainte devant le Comité européen des droits de l'homme — une plainte sur les conditions dans lesquelles les témoignages des victimes ont été écartés en 1997, sur les évaluations psychiatriques non contradictoires, sur le secret opposé à la demande de connaître les noms des experts.

La procédure est en cours.

La procédure européenne des droits de l'homme prend entre sept et douze ans.

Mathieu Lorsignol a pris une retraite anticipée en 2021.

Il avait passé deux ans après l'article à coopérer avec l'instruction préliminaire ouverte par le parquet général. Deux ans de réunions, de dépositions, de documents à rechercher dans des archives qui n'avaient pas

été consultées depuis vingt ans. Deux ans pendant lesquels il avait parfois eu l'impression que la machine judiciaire était capable de se regarder elle-même. Et parfois l'impression inverse.

Il avait écrit un livre — pas un roman, un témoignage. *Ce que le périmètre contenait.* Deux cent quarante pages sur ce qu'il avait vu, entendu, décidé de taire et de ne pas taire dans les vingt-trois ans entre 1996 et 2019. Sur la phrase du procureur — *ce dossier a un périmètre* — et ce qu'une phrase peut faire à quelqu'un pendant vingt ans.

Les éditions qui l'avaient d'abord accepté avaient renoncé après des *divergences éditoriales* dont il préfère ne pas parler. Le livre était sorti à compte d'auteur, en 2023, tiré à deux mille exemplaires. Il avait été épuisé en trois semaines. Une deuxième édition était en préparation.

Il avait été invité une fois sur un plateau de télévision. On lui avait demandé si il pensait que la Belgique avait changé.

Il avait dit : *je ne sais pas. Je sais qu'elle peut changer. Ce n'est pas tout à fait la même chose.*

Marthe Stassen avait reçu, en 2021, une lettre du Parlement belge signée par le président de la commission d'enquête. La lettre reconnaissait *la valeur du témoignage de feu Edmond Stassen, sous-officier en chef de la Gendarmerie belge, dans la compréhension des dysfonctionnements institutionnels de la période concernée*.

Elle l'avait lue deux fois, debout dans le couloir de son bungalow de Gembloux.

Elle avait encadré la lettre et l'avait mise dans le couloir, à côté de la photo de mariage.

Elle avait dit à Élise, lors d'un appel téléphonique : *Il aurait voulu que ça aille plus loin. Mais il aurait été content quand même. Il était comme ça — il acceptait le possible.*

Elle avait ajouté quelque chose que la femme de presse du Parlement n'avait pas dit mais qu'elle avait lu entre les lignes de la lettre officielle — que la commission n'avait nommé personne. Que les reconnaissances venaient toujours sans les noms qui auraient dû les accompagner.

— Edmond savait ça aussi, avait-elle dit. Il savait que les noms resteraient protégés. Mais il m'avait dit : *si quelqu'un reconnaît que tu as eu raison, c'est déjà quelque chose. C'est plus que rien. C'est un commencement.*

Elle avait marqué une pause.

— Il est mort trop tôt pour voir le commencement. Mais il l'a rendu possible. C'est bien.

Ce que Bruxelles fait en 2024

La même chose qu'avant.

Le quartier européen pulse toujours de ses cinquante mille fonctionnaires, de ses diplomates en limousine, de ses lobbyistes en costume à sept cents euros. Euroclear compense toujours quarante mille milliards d'euros d'actifs. L'OTAN siège toujours avenue du Bourget. Le dossier CLAS reste classifié jusqu'en 2048.

Dans les restaurants du rond-point Schuman, des hommes et des femmes qui font les lois du continent mangent ensemble et parlent de choses qui ne sont pas dans les journaux.

Bruxelles n'est pas une ville mauvaise.

C'est une ville qui contient des structures que la démocratie n'a pas encore trouvé le moyen de contrôler.

Ce n'est pas désespérant.

C'est un chantier.

Ce que ce roman ne dit pas

Ce roman ne dit pas que l'État belge est fondamentalement corrompu. Il dit que des individus corrompus ont utilisé les structures de l'État, pendant des décennies, et que ces structures leur en ont donné les moyens.

Ce roman ne dit pas que l'Alliance atlantique est une organisation criminelle. Il dit que des opérations menées sous son égide ont produit des crimes, et que ces crimes ont été couverts par des loyautés institutionnelles qui valaient, pour ceux qui les exerçaient, plus que la justice.

Ce roman ne dit pas qu'Epstein et Dutroux étaient dans le même réseau. Il dit que les architectures de prédation et de protection se ressemblent partout dans le monde, parce qu'elles répondent à la même logique : le pouvoir non contrôlé produit les mêmes excroissances, indépendamment de la géographie.

Ce roman dit que des gens ordinaires — un gendarme à la retraite, une femme qui avait vingt ans et un appartement d'une pièce, un magistrat qui avait eu peur et vécu avec — peuvent constituer une mémoire. Peuvent garder des choses. Peuvent attendre le moment.

Peuvent ne pas lâcher.

Edmond Stassen, sous-officier en chef de la Gendarmerie belge, est mort à Gembloux le 14 mars 2019.

Il n'a jamais reçu aucune reconnaissance officielle.

Il avait gardé les cartons.